

/UNREVISED/

RODRIGUES

FOURTH REGIONAL ASSEMBLY

Debate No. 1 of 2019

Sitting of Thursday 31 January 2019

The Assembly met in the Assembly House,
Port Mathurin, at 14.00 hours

(Madam Chairperson in the Chair)

The National Anthem was played

/UNREVISED/

Debate No. 1 of 2019

RODRIGUES REGIONAL ASSEMBLY

THURSDAY 31 JANUARY 2019

CONTENTS

MOTION

ADJOURNMENT

TABLE OF CONTENT

MOTION

The Minority Leader (Mr. Louis Joseph VON-MALLY, GOSK)

“This Assembly resolves that it has no confidence in the Commissioner for Health and Others.”

ADJOURNMENT

The Executive Council

(Formed by Mr. Louis Serge Clair, G.C.S.K.)

Mr. Louis Serge Clair, G.C.S.K.	Chief Commissioner, Commissioner responsible for Central Administration, Civil Aviation (Administration), Education (Administration), Legal Services, Marine Services, Registration, Statistics in respect of Rodrigues, State Lands, Town and Country Planning, Tourism
Mr. Nicolson Lisette	Deputy Chief Commissioner, Commissioner responsible for Public Infrastructure including Highways and Roads and Public Buildings and Utilities, Transport, Water Resources
Mrs. Rose Marie Franchette Gaspard Pierre Louis, C.S.K	Commissioner responsible for Child Development, Cooperatives, Family Welfare, Handicraft, Industrial Development, Information Technology and Telecommunications, Prisons and Reforms Institutions (Administration), Trade, Commerce and Licensing, Vocational Training, Women's Affairs
Mr. Simon Pierre Roussety	Commissioner responsible for Civil Status, Community Development, Customs and Excise (Administration), Fire Services, Health (Administration), Judicial (Administration), Meteorology (Administration), Postal Services (Administration)
Mr. Louis Daniel Baptiste	Commissioner responsible for Consumer Protection, Employment, Housing, Labour and Industrial Relations, Social Security (Administration)
Mr. Jean Richard Payendee	Commissioner responsible for Agriculture, Environment, Fisheries. Food Production, Forestry, Marine Parks, Plant and Animal Quarantine
Mrs. Marie Rose de Lima Edouard -Ravina	Commissioner responsible for Arts and Culture, Library Services, Museums, Archives, Historical Sites and Buildings, Youth and Sports

/UNREVISED/

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Madam Chairperson	-	Spéville, Mrs. Marie Pricie Anjela
Clerk	-	Legentil, Miss Marie Lyndia Yannick
Deputy Clerk	-	Pulchérie, Miss Marie Rose Axelle
Serjeant-at-Arms	-	Constant Perrine, Mr. Stenio

MOTION

The Minority Leader (Mr. Louis Joseph VONMALLY, GOSK)

“This Assembly resolves that it has no confidence in the Commissioner for Health and Others.”

Madam Chairperson: Minority Leader.

The Minority Leader: Thank you, Madam Chair. I beg to move that the motion standing in my name and which read as such:

“This Assembly resolves that it has no confidence in the Commissioner for Health and Others.”

Madam Chair, in Rodrigues actually we are living at a moment when people fear for their lives in so many ways. And, one way where the Rodriguan people are really fearful is when they go to hospital.

Mme. la présidente, on parle souvent de l'autonomie de Rodrigues, qui doit faire de Rodrigues, un exemple pour le monde, on doit montrer le bon exemple. Mais ce sont les belles paroles, mais en comparant ces paroles aux actions concrètes, il y a un gouffre, il y a un monde de différence. Est-ce qu'on utilise vraiment le l'autonomie pour faire avancer la cause Rodriguaise ? Est-ce qu'on utilise vraiment cette autonomie pour faire vivre mieux ce peuple de Rodrigues ? Et là, je voudrais citer un exemple, notre système de la santé, ce qui se passe dans le secteur de la santé à Rodrigues. Et, on sait que le secteur de la santé devrait être le secteur prioritaire. Parce que la santé d'un peuple, je crois que c'est le plus important. Si on est en train de jouer là-dessus, si on ne fait pas son travail avec sérieux, ça veut dire, qu'on ne prend pas le peuple au sérieux. On ne prend pas sa santé au sérieux. Ça veut dire, que le peuple n'a pas tellement d'importance pour certaines personnes. Il y a quelqu'un qui a dit : « Dis-moi comment tu traites les plus faibles de notre société et je te dirais qui tu es ? ». Mais ce Gouvernement Régional, la façon dont il traite les malades de Rodrigues, ça laisse à désirer. Et, ce n'est pas moi qui parle, ce sont les malades eux-mêmes. Aujourd'hui, on est venu avec cette motion pour être le porte-parole des malades de Rodrigues. Et moi, je m'attendais en venant ici, je m'attendais qu'il n'y aura pas cette motion. Que le Chef Commissaire aurait pris la décision qui s'impose ou bien plus intéressant que le Commissaire de la Santé lui-même aurait eu un peu de respect pour lui-même et aurait démissionné. Mais tel n'a pas été le cas, on a été forcé de

venir dire les quatre vérités aujourd'hui à cette Chambre. Et après avoir étayé tous les points qu'il y a, je serais de voir comment ils vont défendre l'indéfendable. Parce que ce qui se passe dans le secteur de la santé, c'est vraiment catastrophique. C'est vraiment abject ce qui se passe dans certains quartiers dans le secteur de la santé. Et là, je voudrais ouvrir une parenthèse pour dire que ce ne sont pas nécessairement les officiers qui sont coupable, il y a des bons officiers dans le secteur de la santé qui veulent faire de leur mieux, aider les patients comme il le faut. Mais par manque de moyen, il y a des officiers, ils vous disent, on est désarmé. Il dit : « Minority Leader on est désarmé, qu'est-ce qu'on peut faire. Il faut dénoncer cela ». Et c'est ce qu'on est en train de faire aujourd'hui. La santé qui devrait être la priorité des priorités. Les officiers qui auraient avoir les meilleurs outils pour travailler, qu'est-ce qui se passe ? Il y a des manques, à gauche, à droite. Juste avant de venir, il y a des gens qui m'ont téléphoné. Il dit : « Minority Leader est-ce que vous savez qu'il y a un manque de gang à l'hôpital. Il y a des gangs pour des petites mains, des gangs plus grand il n'y a pas ». Actuellement là. Il y a un malade qui m'a téléphoné hier soir, il m'a dit : « Minority Leader vous savez on sait que vous allez venir avec la motion contre le Commissaire de la Santé, est-ce que vous savez que mon dossier a disparu de l'hôpital ? » Ce n'est pas intéressant d'entendre des choses comme ça. Il y a quelqu'un d'autre qui m'a téléphoné : « Vous savez Minority Leader, j'ai fait un test pour le sang. Je suis allé à l'hôpital, on m'a donné rendez-vous. Quand je suis allé on m'a dit : *Fim perdi* ». Mais c'est comme ça qu'on va traiter ce peuple-là ? Et là, j'aurais aimé savoir comment ils vont défendre cela. Vous pouvez avoir les meilleurs officiers, les meilleurs médecins, mais avec des équipements déjouer, des équipements *out-dated*, avec un manque de médicament, ça aussi on vient de me dire-là. Il y a un manque de médicament à l'hôpital. Bien souvent on dit, alors on vous donne une prescription aller à la pharmacie aller acheter. Il y a un manque de médicament. Et ça dure depuis belle lurette. Mais vous savez, les officiers, ils peuvent faire de leurs mieux mais il ne peut donner, il ne peut travailler que d'après les équipements qu'ils ont. Même un pilote chevronner, si vous lui donnez un *cachac charlie*, il ne pourra pas faire des merveilles. Il faut qu'il y est la voiture qu'il faut. Malheureusement, tel n'est pas le cas et c'est ce qui se passe actuellement. Il y a eu, c'est triste de le dire, il y a eu incompétence au haut niveau dans le secteur de la santé et cette incompétence a eu les répercussions dangereuses sur la population. N'y-t-il pas eu des déchets à cause de cette incompétence-là. C'est pourquoi on peut parler d'incompétence criminelle. Parce qu'on ne peut pas jouer avec la vie des gens. Je me demande si ça avait été leurs familles, leurs parents, qu'est-ce qu'ils auraient fait ? Je vais essayer d'étayer,

Mme. la présidente, les quelques points, quelques exemples de manquements qu'il y a eu dans le secteur de la santé à Rodrigues. On sait qu'il y a eu avec l'autonomie dérogation de pouvoir. Il y a eu dérogation de pouvoir, on doit donner le bon exemple. Il ne faut pas créer des précédents. Là, on est en train

de créer des précédents-là. C'est pourquoi, on est venu de l'avant avec cette motion pour réveiller un petit peu, ne pas s'endormir sur les l'oreillers et laisser pourrir la situation dans le domaine de la santé. Et, vous savez, certaines conséquences, certaines conséquences sur la vie des gens sont graves. Et, quand on a failli dans certain domaine, on doit assumer pleinement les conséquences. On doit assumer. Mais à ce qu'il paraît, il y a des gens qui ne veulent pas assumer les conséquences de leurs actes.

Mme. la présidente, le peuple de Rodrigues suit cette situation de près, parce que le peuple de Rodrigues est un peuple qui subit pas mal de chose. Et, je le dis haut et fort, on sait que beaucoup de Rodriguais se contente de peu. Ce n'est pas parce que beaucoup de Rodriguais se contente de peu qu'on doit absolument les donner le minimum. Ça c'est de l'exagération. Y compris dans le domaine de la santé. Donc, il y a eu négligence grave à cause de l'incompétence au sommet en commençant par le Commissaire de la Santé lui-même. Je donne quelques exemples. Premier exemple, le laboratoire que nous avons à l'hôpital Queen Elizabeth, ça nous concerne tous. Est-ce que le laboratoire n'aurait pas dû faire l'objet de priorité de ce gouvernement. Combien ça coûte pour mettre en place un laboratoire digne de ce nom ? Rs 20 million ? Rs 40 million ? On a fait des centres sociaux un peu partout. Qu'est-ce qui est le plus important ? Je ne dis pas qu'il ne faut pas faire des centres sociaux. Mais quand on fait quatre, cinq centres sociaux à Rs 20 million, Rs 30 million, Rs 16 million un peu partout. Il y a dans certains villages, il y a quatre ou cinq. Et, on peine à l'utiliser. A Terre Rouge, il y en a quatre au moins, là où j'habite. Mais on fait un centre social, ça va. Mais maintenant, maintenant (*an to ti fer ça pou moi ? Et to énan toupé kozé !*). Maintenant les...

Madam Chairperson: Minority Leader, please address the Chair.

The Minority Leader: *Oui, ça va. Ban ti l'ambiance bizin meté kan mem.*

Madam Chairperson: No, please address the Chair.

The Minority Leader: Au lieu de gaspiller l'argent du peuple. Je dis bien, *la pou dir a koze fer centre sociale gaspille l'argent ! Non.* On fait un centre, ça va. Pas quatre, cinq. *Après l'argent pa cone cot allé.* On fait des bâtiments, qui sont inutilisés mais la priorité... Oui, il y en a 32, 40. Pourquoi ne pas mettre l'argent dans un laboratoire digne de ce nom. On va faire des tests sanguins. On doit attendre que ça aille à Maurice. Et, quand ça retourne, on dit : *Ah Nemours, votre M. Nemours, votre ça a disparu.* On n'a pas vu le dossier. On dit: *M. Franceau le dossier à disparu.* Mais qu'est-ce qui se passe. Pourquoi ne pas mettre l'argent qu'il faut dans un laboratoire digne de ce nom. Je crois que tout

le monde serait avec ça. Mais on ne l'a pas fait. Donc, premier carton rouge pour le Commissaire de la Santé.

[Interruption]

The Minority Leader: Recouvert de prélat. Quelle honte pour Rodrigues. Quelle honte ! Et, presser ? Mais on n'est pressé, Mme. la présidente. C'est important parce que ça touche tout le monde ça, ça touche tout le monde. Il y a des exemples...

Madam Chairperson: No cross-talking, please.

The Minority Leader: Il y a des exemples où des gens...

Madam Chairperson: Second Island Region Member, please.

The Minority Leader: où des gens atteignent de cancer ont fait des tests. On a envoyé ça à Maurice. En attendant quelques semaines pour avoir les résultats, les patients se retrouvent au cimetière. Il y a eu des cas comme ça. Mais qu'est-ce qu'on attend ? La vie des gens n'a pas d'importance dans ce pays ? Qu'est-ce qu'on attend pour faire ce qu'il faut ? *Couver avec prélat* ? Moi, je pense le budget arrive, on devrait mettre l'argent ce qu'il faut pour avoir un laboratoire digne de ce nom.

Deuxièmement, je dis ça parce que la santé doit être la priorité des priorités pour Rodrigues. Deuxièmement, le fameux incinérateur. Un incinérateur à Crève-Cœur qui ne marche pas ? On a fait un autre à La Ferme, je ne sais pas qui a eu l'idée de le faire là-bas. À côté des... il y avait côté, à peine quelques mètres des bonbonnes de gaz. Mais quelle est la personne intelligente qui a fait une chose pareille ? Avec une étincelle, vous savez qu'est-ce qu'il peut se passer ? Et, sous le vent, quand on allume l'incinérateur, les gens des environs doivent quitter leurs maisons et partir à cause de la pollution. Maintenant, qu'est-ce qu'on a fait ? À cause des dioxines etc. Maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? On n'utilise plus – oui, ça pu etc., la fumée. On a cessé d'incinérer à La Ferme. Pourtant l'incinérateur a coûté des millions. A coûté des millions ! C'est inutilisable. On va maintenant brûler les déchets de l'hôpital à Montagne Plate. J'ai été tout dernièrement, Délo Vert, oui, tout près de Camp Pintade. À ciel ouvert ! J'ai été constaté de visu ce site recouvert de *fencing*, c'est à ciel ouvert, j'ai vu un bouillon de culture. On a essayé de brûler mais c'est à ciel ouvert. À quelques mètres de là, il y a des gens qui cultivent la terre. Il y a au moins deux. Il y a au moins deux fermiers à côté. Donc, les pauvres gens-là... Mais comment vont être ces produits agricoles ? Et, l'eau qui percole dans la terre, qu'est-ce qui va se passer ? Un animal qui passe à côté qui boit cette eau-là, qu'est-ce qui va se passer ? À Roche-Bon-Dieu on a

déjà connu cette épisode-là. Où des animaux sont morts en allant boire cette eau malpropre. De l'eau rempli de matière dangereuse, de bactérie etc. Mais pourquoi ne pas une fois pour toute mettre un incinérateur là où il faut ? Et, on ose parler de l'île de Rodrigues, île écologie. C'est ça île écologique là ? Et, on a eu le toupet de mettre devant ce *fenced area*, un *restricted area*, on a mis – incinérateur. C'est ça l'incinérateur maintenant. Les étrangers qui passent par-là, ils nous rient au nez. Nous sommes la risée des étrangers, en voyant cela. Au lieu d'avancer, on recule. On est en 2019, vous autres ! Il faut aller de l'avant.

Troisièmement, la santé doit donner l'exemple. Quand on a démoli le bâtiment, le bâtiment de Crève-Cœur où il y avait l'amiante, qu'est-ce qu'on a fait ? Est-ce que ces travailleurs-là, est-ce qu'on leur a donné tous les équipements nécessaires pour s'occuper de l'amiante ? Alors qu'à Maurice quand il faut retirer de l'amiante dans une maison, on envoie une unité spéciale – le *Dangerous Chemical Control Board*. Ici, on envoie quelques pauvres malheureux aller fouiller dans l'amiante, ramasser l'amiante et on a jeté ça, où ça ? La Région No. 1, encore fois. C'est comme-ci, la Région No. 1 est devenu une poubelle. Nous, on a archi, on s'est révolté quand on a vu ça. On a dénoncé cela à haute voix au parlement, on a mis dans les journaux. Et, finalement, un soir de pluie, un soir de grosse pluie, le lendemain matin l'amiante a disparu. Il y a des malheureux travailleurs qui sont allé là-bas, les fonctionnaires du gouvernement et on a mis ça dans un endroit cacher. Jusqu'à maintenant, il y a que le Commissaire, quelques Commissaires qui savent où on a enterré cela. Mais ça va refaire surface ça. Parce que l'amiante ne pourri pas. Il faut savoir disposer cette amiante comme il le faut. Demain, les pauvres enfants vont jouer dans cette classe, il y a l'amiante qui sort et ils respirent ça. C'est le cancer du poumon assurer. Il ne faut pas penser à aujourd'hui, cacher, couvert *ça veut dire correcte*. Demain même si quelqu'un meure à cause de ça, sans problème. C'est ça un gouvernement responsable ? On est responsable juste pour aujourd'hui, on n'est pas responsable demain si quelqu'un meure à cause de ça ? La santé, le secteur de la santé, le Commissaire de la Santé, il aurait dû donner le bon exemple.

Quatrième point, les ambulances. Mais qu'est-ce qui se passe ? Vous avez un nouveau membre maintenant ? Vous avez un nouveau membre à l'Assemblée ? Mais il faut le guider vous autres, elle n'est pas en tort. Il faut le guider.

Madam Chairperson: Please proceeds, Minority Leader.

The Minority Leader: Oui. L'autre exemple de manqué de sérieux c'est concernant les ambulances. Mme. la présidente, force et de constater qu'il y a un manque flagrant d'ambulance... il y a un manque flagrant d'ambulance dans nos hôpitaux. Ça aussi, au lieu de mettre l'argent là où il ne faut pas, qu'on achète

quelques ambulances. Combien ça coûterait d'avoir au moins deux ambulances le jour à La Ferme, à Mont Lubin et avoir un troisième ambulance le soir. Actuellement, j'étais là-bas cette semaine, une malade qui attend, il me dit ils ont attendu depuis ce matin, 6 heures. Il y a quelqu'un qui est gravement malade, on l'attend, qui attend que l'ambulance arrive. On doit attendre qu'un ambulance sorte de Crève-Cœur arrive à La Ferme pour aller prendre le malade. Mais le malade à le temps de mourir. Et là, ce qu'on a fait, les amis avec moi on a préféré prendre le patient est l'emmené à Crève-Cœur. Mais c'est comme ça qu'on fait ? C'est comme ça qu'on respecte les malades à Rodrigues ? Pourquoi ne pas mettre au moins deux ambulances durant le jour, *during day time* à La Ferme ? Et, un troisième ambulance le soir. *Travail série ça ? C'est sérieux ça ?*

Un autre point que j'aurais aimé soulever, Mme. la présidente, c'est concernant la fameuse morgue de l'hôpital. Même pour les morts, ils paraîtraient qu'on n'a pas de... on a plus de respect pour les morts maintenant ? il y a eu des personnes décédées tout récemment. Ils ont dû aller louer. Ils ont dû aller louer les canapés réfrigérant. Alors qu'à l'hôpital, on aurait dû avoir. On avait deux mais ils sont en panne. *Tou zafer tomb en panne dan lopital.*

Madam Chairperson: Respected Member, from a sitting position, please.

The Minority Leader: Imaginez, un pauvre malheureux qui doit aller louer un canapé réfrigérant à Rs 5,000 alors qu'il y a un être cher qui vient de décéder alors que le Gouvernement Régional aurait dû avoir des canapés réfrigérants digne de ce nom. Encore un carton rouge pour le Commissaire de la Santé. Ça démontre comment la santé est dirigé à Rodrigues, Mme. la présidente.

Maintenant, j'aurais aimé venir sur ce fameux point, la dialyse à Rodrigues. Mme. la présidente, j'ai le plaisir, sans vantardise que premier appareil de dialyse a été mis à Rodrigues suite à une question quand j'étais à l'Assemblée Nationale, j'ai posé à l'Assemblée Nationale. A l'époque, il y avait le Ministre de la Santé, Ashok Jugnauth. Parce que j'ai vu des Rodriguais, qui devaient aller faire la dialyse à Maurice. Il y en a un qui a habité chez moi pendant deux ans et demi jusqu'à qu'il a un rein de sa fille. Et, il y a des gens à La Ferme, qui ont commencés à faire la dialyse à Maurice après ils ont préférés à Rodrigues pour se laisser mourir. Quand j'ai vu ça, j'ai dit non, il faut qu'on ait la dialyse à Rodrigues. J'ai posé des questions et on a commencé la dialyse à Rodrigues. Pourtant il y avait d'autre parti au Parlement. Tout ce temps-là, ils n'ont rien fait. Mais quand on a eu la dialyse, maintenant encore faut-il qu'on sache comment utiliser ces appareils-là. Il faut former les gens qu'il faut. Qu'est-ce qui s'est passé ? Qu'est-ce qui s'est passé à Rodrigues pour la dialyse ? Il y a dix appareils de dialyse. Un seul appareil pour filtrer l'eau. Mais on utilisait l'eau de Le Chou avant et subitement...lors de la conférence, une des conférences de presse, on a

parlé de dessalement, est-ce qu'on utilise l'eau de dessalement pour la dialyse ? J'ai entendu dire qu'on utilise l'eau de dessalement. Et, le Commissaire est venu confirmer. Il a dit pendant 15 ans on utilise l'eau de dessalement pour la dialyse. Mais je me demande dans quel pays on utilise l'eau de dessalement pour la dialyse. Et, si on l'utilise, est-ce qu'on utilise cette eau de dessalement qu'on a à Rodrigues-là ? Est-ce qu'on utilise cette eau ? Est-ce que cette eau est au norme ? Je vais revenir là-dessus dans quelque instant. Parce qu'il me semble qu'on a voulu jouer à la roulette Russe avec la vie des Rodriguais. *Séyé si mort, mort pénan problème*. Essayé. On demande aux gens de signer pour faire... signer un formulaire pour faire la dialyse. S'il ne signe pas ? On ne fait pas la dialyse. S'il signe, s'il meurt, on n'est dédouané. Le gouvernement est dédouané. Mais si c'était des gens de votre famille ça ? Les membres de votre famille, est-ce que vous accepterez cela ? A-t-on le droit de jouer avec la vie des gens de cette façon-là ?

Mme. la présidente, il serait intéressant de noter s'ils ont des statistiques ce serait bien de le donner. On aurait aimé savoir combien de personnes ont décédé en faisant la dialyse pendant ces quatre dernières années ? Combien de personne ? A cause de l'incompétence de certaine personne ! Et là, on a dit, tout dernièrement on a dû envoyer 26 patients à Maurice le 5 janvier dernier pour effectuer leur dialyse à Maurice. On s'est révolté, on dit mais comment se fait-il qu'on ne peut pas faire la dialyse ici. Le Commissaire a fait une conférence de presse, a animé une conférence de presse. Il a dit : Les machines de dialyses sont en bonne état de fonctionnement, il y a que le filtre qui ne marche pas. Mais si le filtre ne marche pas pourquoi ne pas mettre un deuxième filtre – *kan ene pas marsé pren lot*. Ça aussi il faut vous le dire ? Quoi, on est si malheureux, on est si pauvre qu'on n'arrive pas à avoir un deuxième filtre ? On envoie les gens à Maurice, les gens nous téléphone presque tous les jours. Ces pauvres patients. On les fait bouger de gauche à droite comme des boules de pingpong. Ils ont été logé – le Commissaire à le toupet de dire: *They have got the gut to say that they were in a hotel in Mauritius*. Hein, mais il faut dire quel hôtel ? A Rose-Hill ? Ce serait bon de donner le nom de cette hôtel ? On sait la réputation de cette hôtel. Je me demande si le Commissaire, il a été lui-même ? Il dit qu'ils étaient bien encadrés. Encadré ? Les patients se sont retrouvés la plupart du temps seules. Parce que, Mme. la présidente, ce n'est pas intéressant, ce n'est pas jolie d'entendre des patients sortir de Rose-Hill, de ce fameux hôtel pour aller faire la dialyse à Souillac. Quoi, on veut tuer les gens, maintenant ? Il y en a qui ont été à Port Louis. Il y en a qui ont été à certain hôpital, on a dit, non ce n'est pas ici, il faut aller dans l'autre hôpital. Donc, ils doivent faire le tour de Maurice pour être dialyser. Et, les pauvres patients stressaient comme ils sont, ils ont dû prendre leur mal en patients. Mais malheureusement, il y en a un qui est décédé en cour de route. Et, c'est triste. Et, c'est triste ! Il faut ne pas avoir de conscience pour ne pas avoir de la compassion pour la famille de ces personnes qui y sont décédées. Ils disent l'hôtel, la façon

qu'on a dit, on est dans un hôtel bien traité, *full board, full board*. Aller dans cette hôtel vous allez voir quel genre de *full board* vous avez donné à ces pauvres patients ? Et là, comble, les 26 patients on les a fait revenir à Rodrigues le 25 janvier. Mais je me demande, qui c'est qui a pris la décision de les faire revenir, parce que toute personne sérieuse avant de déplacer les malades – ce n'est pas n'importe quelle malade ça hein, des dialyser, s'ils ne sont pas dialysés à temps mais l'état de leurs santés empire. Il y en a qui risque de l laisser leur vie, d'y laisser leur vie. Qui c'est qui a pris la décision de les faire revenir ? On a dit : Dialyse à Rodrigues, tout est okay, on peut refaire leur dialyse à Rodrigues. Les pauvres sont retournés. Samedi ils sont allés à l'hôpital – on a dit : Non, on ne peut pas faire de dialyse. Mais quelle est la personne irresponsable qui les a fait venir sans veiller à ce que la dialyse vraiment fonctionne comme il le faut ? On les fait revenir, quoi ? On joue avec la santé des gens maintenant ? Avec la vie des gens ? Je reviens, il y a des gens qui ont... il y a des patients qui ont commencés à avoir des sueurs froides. Il y en a, avec les pieds enflés, qui souffraient d'étouffement. Ça se sont des signes précurseurs. Ça démontre que leurs états empirent, Mme. la présidente. On les a fait revenir quand même. Et, quand on a été enquérir à l'hôpital, le lundi, ils sont arrivés vendredi, il y en a qui aurait dû dialyser samedi même dimanche. Lundi, là quand on est allé à l'hôpital – mais quelle accueil on a eu à l'hôpital ! Quelle accueil ! Avec la Police et tout ! Quoi ? Est-ce que l'hôpital est devenu un banker maintenant ? On n'a pas le droit d'aller à l'hôpital ? Nous représentons au moins 42%. *La mo croire li impé plis là*. On représente 42% de ... *nou pou zoine. De l'électorat Rodriguais on vient...*

Madam Chairperson: No cross-talking, please.

The Minority Leader: A l'hôpital on nous dit vous n'avez le droit. On demande à la Directrice, vous pouvez me donner des renseignements ? On va voir la Directrice, on est passé par un *proper channel*, mais elle n'a pas voulu nous recevoir. Quand on la vue dans l'escalier dehors, là elle nous dit : Nous n'avons pas de renseignement a vous donné. C'est comme ça qu'on traite l'opposition à Rodrigues ? Qu'est-ce qui se passe ? Ici c'est un pays de dictature, ici ? Est-ce que Rodrigues est une dictature ? Avant d'entré à l'hôpital – qu'est-ce que vous venez faire, etc. ? Qu'est-ce qui se passe ? Un bunker ? L'hôpital c'est votre propriété privée ? On va continuer à y aller autant de fois qu'il le faut. Aussi longtemps que les patients nous appellent. Parce que nous sommes allés pour aider ces patients-là. Les patients nous ont appelés et nous sommes allé. Nous faisons notre travail d'opposition.

On a demandé mais est-ce que l'eau pour la dialyse, est-ce que l'eau est conforme, est au norme, est-ce que l'eau est au norme pour faire la dialyse ? là la Directrice a dit : oui, c'est au norme. Il dit mais okay. Je dis ce n'est pas ça qu'on

a appris. Est-ce que vous pouvez pour nous prouver que c'est au norme, montrer nous le dossier, montrer nous le papier qui montre vraiment que c'est au norme. Et là, on n'a pas voulu nous le montrer. Au lieu de ça, on a vu une floper de policier qui arrivent à l'hôpital comme-ci dirait on est des criminels. On n'a pas le droit de venir s'enquérir sur la santé des gens. Et, les policiers sont arrivés. Mais je dis vous ne voulais pas nous montrer ce fameux papier mais montrer les aux policiers. Qu'on arrive a calmé ces patients. Non, ils n'ont même pas voulu montrer aux policiers. Mais bien sûre ! Parce que ce n'est pas ni aux patients. On est en train d'effectuer la dialyse sur quelqu'un, on n'a pas le droit de lui dire si l'eau est au norme ou pas ? C'est ça respecté le Rodriguais ? C'est ça respecté le Rodriguais ? C'est ça respecté le Rodriguais lui dire la vérité ? Ou bien là ce n'est pas respecter le Rodriguais et lui dire des mensonges ? Et, lui caché la vérité ? On a essayé d'avoir on n'a pas eu. On a eu droit à un mensonge au sommet même pas dans la conférence de presse, il y a des journalistes qui sont allé s'enquérir sur ce fameux papier. Ils les ont mis à la porte. Il y a des journalistes – *ah c'est mo buro ici mo ena droit met ou dehor*. L'arrogance au sommet ! Pauvre journaliste a dû partir. Le journaliste a dû partir et demande à ces pauvres ...

Madam Chairperson: Order.

The Minority Leader: Et, on ose demander à ces pauvres patients, signer le *Consent Form* pour être dialysé sinon on ne fait pas la dialyse. Mais les pauvres patients dit mais l'eau est-ce qu'elle est au norme ? On n'a pas voulu leurs dire. Et, les patients ont été dialysé avec le stress. Mettez-vous à leurs place, Mme. la présidente. Quelqu'un qui fait la dialyse, on lui dit de signer, si vous ne signer pas vous mourrez. Si vous signez, si vous mourrez c'est ... Donc, on dédouane la Commission de la Santé. Mais si on fait ça avec un membre de votre famille, vous serez content ? Et, il y en a qui se sentez tellement mal ils ont préféré signé *under protest*. Quelqu'un est en train de dialyser il ne sait pas s'il va se réveiller, s'il va partir pour de bon. C'est ça le stress. Alors, qu'il aurait mieux fallu montrer voilà vous savez voilà le papier est là, toute est okay. Mais non, on cache des choses aux gens. Mais si toute est okay pourquoi ne pas montrer ? Mais on connaît maintenant la raison, Mme. la présidente. On connaît la raison pourquoi on n'a pas voulu montrer ni à l'opposition ni au policier ni aux patients le pourquoi de ce fameux papier. L'or de la conférence de presse on a montré au loin. Mais je n'ai pas vu. La MBC n'a pas montré tout près ce qui s'est écrit. Mais, ils croyaient qu'on n'allait pas avoir le rapport ? On la eu ! On a eu le rapport.

[Applause]

Et, je vais voir ce qui rigoler-là, comment ils vont défendre cela. On a eu le fameux rapport. Ne me demander pas où on la eu ? On la eu. Le Government Analyst...

Mr. L. D. Baptiste: On a point of order.

The Minority Leader: Qu'est-ce qu'il y a tu as peur pour ... la vérité.

Madam Chairperson: Minority Leader, please. This is the practice of the House.

Mr. L. D. Baptiste: I think that this report, something serious and if...

[Interruption]

The Minority Leader: Of course, it is serious.

Mr. J. D. Baptiste: What the Minority Leader is talking about is very serious. We should ensure that this is a real report signed and confirmed by authorized authority.

[Interruption]

Madam Chairperson: Second Island Region Member, please.

[Interruption]

Madam Chairperson: Second Island Region Member, this is the practice of the House.

[Interruption]

Madam Chairperson: If the Minority Leader will relate to this... Minority Leader please, can I rule on the point of order? If the Minority Leader will relate to the document here, he will have to table same. And, the Minority Leader has to assume the responsibility of same.

[Interruption]

The Minority Leader: *This is directly linked directly to this motion. I wonder why certain person shudder when they hear of that. La vérité, respecter le Rodriguais c'est lui dire la vérité. Et, je vais lui dire la vérité. This is from the Government Analyst Division, Ministry of Health and Quality of Life. Dans ce fameux rapport, le Commissaire de la Santé, dans sa conférence de presse il a dit : on a eu le rapport il n'y a pas de bactérie. Il n'y a pas que les bactéries qu'on doit prendre en considération quand on fait la dialyse. Il y a d'autre paramètre. Qu'est-*

ce qu'on voit dans ce fameux rapport ? Pour bien comprendre cela, Madame la présidente, il faut que le peuple Rodriguais sache comme on fait la dialyse à Rodrigues. Il y a trois réservoirs d'eau à l'hôpital Queen Elizabeth. C'est trois réservoirs d'eau ils sont connectés à un filtre. Premier filtre, on filtre l'eau et il y a un seul filtre. En sortant de ce filtre ça entre dans une machine Reverse Osmosis Machine...

Madam Chairperson: Minority Leader will you read from the document?

The Minority Leader: Non, non, non, ça va venir. Je vais venir là. Il faut expliquer.

Madam Chairperson: Can you table it, please.

The Minority Leader: Non, je vais expliquer. Je vais venir. On ne peut pas... laissez-moi expliquer avant. Parce que c'est en lien...

Madam Chairperson: Second Island Region Member, please you are from a sitting position, I am addressing to the Minority Leader. Please.

The Minority Leader: Keep cool. We ..

The Minority Leader: This is unparliamentary.

The Minority Leader: I hope I will be allowed to explain what is happening in this country. Now...

Madam Chairperson: Minority Leader, please. Please. You will be allowed, yes. But you are taking the floor and I would like to remind those Members from a sitting position, you will have time to address yourself to the Assembly. So, as from now, I do not want any disruption from a sitting position.

The Minority Leader: ...*From any side. Because I have been interrupted when I was explaining. Now, Madam Chair, I explain anew. You have three water tanks.* Trois tanks, trois réservoirs d'eau connecter à un filtre, il y a un seul filtre. Et, de ce filtre l'eau va dans le Reverse Osmosis Machine. Et, à partir de là, ça va dans les Dialysis Machines. Il faut bien comprendre cela. Maintenant, pour tester ce rapport-là de l'eau qui a été testé après le Reverse Osmosis Machine, ça veut dire, après avoir été filtré. Ça va dans le Reverse Osmosis Machine. Après le Reverse Osmosis Machine, on a pris au moins 10 litres d'eau pour aller les tester à Maurice. Mais qu'est-ce que le rapport dit ? En ce qui concerne le Sodium. Sodium quantification limit – la limite pour faire la dialyse c'est 0.15 mg par litre. Mais vous savez dans l'eau qu'on a envoyée, qu'on a analysé juste après le

/UNREVISED/

Reverse Osmosis Machine, juste avant que ça n'entre dans la dialyse pour aller dans le sang des patients, le résultat c'est 2.56 mg par litre. Ça fait 17 fois plus concentrer que la limite, Madame la présidente.

[Applause]

2.56 mg par litre, alors que la *limit quantification*, *quantification limit* c'est à 0.15. Mais on veut tuer les patients ici ! Maintenant, je comprends pourquoi la Directrice n'a pas voulu nous montrer cela.

Deuxièmement, Madame la présidente, concernant le Chloride. Chloride – le *quantification limit* aurait dû être de 0.024, 24 millième de milligramme par litre. Mais d'après le rapport, après avoir testé cette eau qu'on utilise pour la dialyse à Rodrigues, le résultat est de 2.9 mg par litre. Ça fait 121%. 121 une fois plus concentrer que la limite.

[Applause]

Et on ose quitter un Commissaire comme ça ici !

Mr. J. D. Baptiste: Yes, I think that this is very important this matter and I would like to ...

The Minority Leader: ... I am not giving way. On which point of order...

Madam Chairperson: No, no, Minority Leader. No, the point of order you have to give way, come on. Yes.

Mr. J. D. Baptiste: ...about the document, I want to know when was it dated and signed by whom? Because this is very important. Yes, it is very important in relation to what he is saying. If it is dated before this dialysis for taking place, then it is something very serious. But if the patient was already in Mauritius? I do not know.

The Minority Leader: I can? I can?

[Interruption]

Madam Chairperson: No cross-talking, please. I wish to remind all Respected Members of this House that we are guided by the Standing Orders and Rules of this Regional Assembly where in Standing Order 35(11) – No Member shall interrupt any, I quote: No member shall interrupt any other Member except

on a point of order. Any Member has a right to rise on a point of order. This is not questionable. This is in our Standing Order. Be it clear.

Now the point of order raised by the Commissioner, it is not valid. Commissioner, because the Minority Leader will indeed table the document to which he is referring to and he assumes, as I said before, he assumes the responsibility of his action.

The Minority Leader: He is talking of date. It is dated on the 09 January 2019.

[Interruption]

Madam Chairperson: No cross-talking, please. Order from both sides of the House. Commissioners please. Commissioners please. Commissioners please.

[Interruption]

Madam Chairperson: Respected Members, from both sides of the House. I would like to hear the speech of the Minority Leader without any interruption, please. I know that I can rely as wise ladies and gentlemen. Thank you.

The Minority Leader: Madame la présidente, mais je me demande pourquoi ils ont si peur de dire la vérité. Pourquoi vous n'avez pas donné ça au public ? Pourquoi vous n'avez pas dit la vérité au public ?

Madam Chairperson: Minority Leader, please no personal attack, please.

The Minority Leader: Je fais une analyse pas une attaque. C'est une simple observation. Maintenant, Madame la présidente, pendant quatre ans on a utilisé cette eau pour la dialyse. J'aurais aimé savoir combien de minimum/maximum, combien de personnes ont laissé leurs vies à cause de cela ? Donc, à cause de l'incompétence de certaine personne, il y a des Rodriguais...

Madam Chairperson: Minority Leader, please. Try not to impute motives, please.

The Minority Leader: *I am not imputing motives to anyone. I said en général. J'ai dit à cause de l'incompétence de certaine personne, c'est vrai j'ai pas pointé du doigt n'importe qui. Qui se sent morveux se mouche. Maintenant, ce rapport qu'on voulait tant cacher au public, il est là. Il est là. Et, c'est le même*

gouvernement qui était là depuis quatre ans. Et, pendant quatre ans, on a utilisé l'eau du dessalement pour faire la dialyse. Et, là actuellement les gens qui font la dialyse, ils souffrent de maux tête. Il y en beaucoup qui souffrent en ce moment d'hypertension. Mais qu'est-ce qui se passe ? On veut défendre l'indéfendable, Madame la présidente ? On ne veut pas que les Rodriguais sachent ce qui s'est passé !

Madame la présidente, on a été à l'hôpital juste pour avoir tout cela. Et, on n'a pas voulu nous le donner. Bon, mais on a fini par l'avoir. On est là comme l'opposition pour défendre l'intérêt du peuple, c'est ce qu'on est en train de faire. On est en train de jouer à la roulette Russe avec la vie des gens à Rodrigues. Mais, c'est notre devoir de dénoncer cela. On est en train d'assister à un mensonge grossier au sommet ici à Rodrigues. Je pense que le Commissaire de la Santé, il devrait prendre ces responsabilités en démissionnant. S'il ne le fait pas, je pense que le Chef Commissaire, qui est responsable de Rodrigues, il doit prendre ces responsabilités ici. Sinon, on est en train de créer un précédent. Quelle faute plus grave on doit attendre pour prendre des décisions. Soit on arrive à prendre des décisions qu'il faut, soit on continue à jouer à la roulette Russe avec la vie des Rodriguais. L'heure est grave. On met chaque personne devant ces responsabilités. On a voulu démontrer que c'est une personne on voulut cacher certaine vérité au peuple de Rodrigues. Non, on la démontrer mais maintenant, c'est à la majorité, c'est au Gouvernement Régional de prendre ces responsabilités. Et, on n'est pas à une magouille près. Il y en a d'autre. Aujourd'hui, on a voulu parler que de ce qui se passe dans le domaine de la santé. Il y a des gens qui ont cachés la vérité au peuple de Rodrigues avec certains complices. C'est pourquoi nous on a voulu que la vérité fasse surface. Je sais qu'il y a des gens de l'autre côté, il y a des Membres de l'autre côté de la Chambre qui essayent, qui vont essayer de faire de la démagogie, d'essayer de raconter n'importe quoi. Mais nous, je ne cite aucun nom, mais nous on les mets devant leurs responsabilités et il n'y a pas d'autre option sinon ça va continuer, on a donné plusieurs exemples comment ça va de mal en pis dans le Secteur de la Santé à Rodrigues. Soit on arrête avec cette façon de faire en nommant quelqu'un d'autre à la tête du Secteur de la Santé. Parce que ce qui est dangereux, si quelqu'un, si un Commissaire qui ne connaît rien de certaine pratique, prene des responsabilités techniques dans un domaine où il ne connaît rien. Là c'est dangereux pour le pays. Je me demande, s'il prend la peine de consulter les techniciens dans le Département de la Santé avant de prendre des décisions ? Ou bien, s'il est un patron, à la tête de la Commission de la Santé et ne fait que dictée, vous faites ça, vous faites ça, vous faites ça. Et, les autres officiers ils ne doivent que suivre les directives. Donc, cette façon de faire doit cesser. Ceux qui ont mal fait doivent prendre leurs responsabilités et demander pardon au peuple de Rodrigues. And, with this, I command the motion to the House. Thank you.

Mr. F. A. Grandcourt (First Local Region Member for La Ferme) rose and seconded the motion

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Minority Leader. The Commissioner for Women Affairs and Others.

The Commissioner for Child Development and Others (Mrs. R. M. F. Gaspard-Pierre Louis) : Madame la présidente, merci de me donner l'occasion d'exprimer mon point de vue et de participer à ce débat en relation avec la motion déposée par le *Minority Leader* ce lundi. Je vais commencer d'abord par parler des points que j'ai déjà préparés pour ensuite au fur et à mesure prendre les points que le *Minority Leader* a avancé pour justifier les raisons pour lesquelles l'opposition était motivée pour soumettre cette motion. En effet, j'ai voulu écouter religieusement pour mieux comprendre cette motivation et je crois que je confirme ma réflexion. Une motion déposée pour démontrer un affolement, pour... Donc, démontrer aussi comment... Cette peur, ce n'est pas de ce côté. C'est de l'autre côté et je vais dire peut-être après quelles sont les raisons, pourquoi les gens ont peur. Ils ont parlé de 42%, 06 janvier à St François, les filaos ont parlé. C'est pour cela aussi cet affolement. En plus, il y a les coqs qui chantent dans les bassecours et qui accaparent.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Child Development and Others (Mrs. R. M. F. Gaspard-Pierre Louis) : C'est pour ça aussi que je pense cet affolement est justifié. Et on trouve l'occasion, on doit maintenant voire comment faire pour riposter à cela. Comment faire pour répondre et pour... Surtout, essayez de conforter ses 42 % de 2017. Donc, la motion de blâme, je suppose, parle de... enfin, témoigne de tout ça. Ceci pour dire que ce mois de janvier 2019 aujourd'hui tire sa révérence. Un mois plutôt agité et mouvementé sur bien des plans. Je l'ai dit sur les plans politiques au niveau de la santé. Bien sûr aussi, on a eu les moments de fête. On a bien démarré l'année. Je me permets de faire une petite anecdote en parlant d'affolement, comment j'ai pris le temps durant la nuit passant de 31 décembre 2018 au 01 janvier pour voir la réaction des chiens quand il y a des pétards et des feux d'artifice.

En effet, Madame la présidente, il y a eu beaucoup de pétarades. Ceci pour dire que les gens ont accueilli 2019 avec dans la liesse populaire et

malheureusement que malheureusement, en cours de route pendant les périodes de festivités, on a eu la mauvaise nouvelle que le service de dialyse a dû être interrompu pour des raisons techniques et que puisqu'on sait l'importance de ce service pour les patients, un service vital où le temps et l'heure sont des facteurs déterminants. Le Commissaire de la santé nous a fait part qu'il a dû prendre la décision urgente pour assurer que ces patients ont recours à ses services. C'est pour cela qu'il a dû en indécision avec l'équipe dirigeante de l'hôpital, de la santé pour envoyer ces 26 patients à Maurice. Comme je vous disais, ceci a provoqué en nous comme tourment quand même parce qu'on sait, on connaît l'importance de ce service mais on a été quand même conforté du fait que le commissaire et son équipe a su prendre toutes les décisions qui s'imposent.

C'est-à-dire, le transfert de ces patients par l'urgence à Maurice, accompagné d'un proche et malgré les contrats sachant qu'au début de janvier, les contraintes pour les billets, pour le logement sont des contraintes réelles. Tout cela a été fait 5 au 7 janvier, ces 26 patients ont été transférés à Maurice parce qu'il y avait des résultats qu'on avait eus. Le *Minority Leader* a fait état d'un document. C'est parce qu'on est un gouvernement responsable, on a vu qu'il y a des résultats qu'il faut être vérifiés, qu'il faut continuer à vérifier. On a pris la décision qu'il faut pour ne pas mettre la vie de ces personnes danger. On les a envoyés à Maurice. Et là, tout à l'heure, je vais laisser mon collègue adjoint au Chef commissaire, de donner des détails sur comment les tests sont faits, sur quelle fréquence par rapport à la question de l'eau au niveau de Rodrigues. Ceci pour dire que les décisions ont été prises en temps qu'il faut.

Malheureusement, il y a eu beaucoup de démagogies déplacement de ces personnes. Et le *Minority Leader* tout à l'heure-là a parlé de sa responsabilité comme étant le porte-parole du peuple de Rodrigues. Ces patients ont été transférés du cinq au sept à Maurice. À quel moment il a fait montre de cette responsabilité en tant que porte-parole de ce peuple ? À quel moment ? Qu'est-ce qui a dû se passer avant ? Il y a des gens qui sont venus de loin en visite privée qui ont visité et c'est là où le *Minority Leader* qui se dit porte-parole, il commence à donner, à être ce porte-parole qu'il dit. Pourquoi ? Pourquoi il a attendu autant de temps ? C'est parce que le coq chante dans la basse-cour ? Mais ce n'est pas ça un porte-parole, Madame la présidente. Et, Madame la présidente, j'ai vu que le *Minority Leader* fait mention...

[Interruptions]

The Commissioner for Child Development and Others (Mrs. R. M. F. Gaspard-Pierre Louis) : Non, il vous fatigue parce que c'est de votre basse-cour qu'il mange, qu'il picore. Et on a vu, le test, le papier que le *Minority Leader* fait référence date du 16 janvier 2019 et à cette date, les patients étaient à Maurice.

J'ai bien dit, ils sont partis le cinq, certains au sept et ils sont retournés le 25. Donc, au 16 janvier, alors que le test dont ils parlent est sous sa main, ces patients sont à Maurice. C'est-à-dire qu'on n'a pas mis la vie de ces patients à risque. On a attendu que les résultats soient concluants et là aussi, je crois qu'il loupé une étape très importante dans toutes ces actions que le Monsieur le *Minority Leader* possède. A quelle date on a reçu et à quelle heure les résultats confirmant que cette eau peut être utilisée pour la dialyse ? Quelle date ? Quelle date ? Tout ça, je vais laisser tout à l'heure. Mes collègues vont le dire. Et pourquoi ? Pourquoi a fait partie de la chronologie ? Ils tentent de protéger qui ? Moi, je demande... Et pourtant, les journaux ont fait référence de tout ça.

Madam Chairperson: Commissioner, please address the Chair !

The Commissioner for Child Development and Others (Mrs. R. M. F. Gaspard-Pierre Louis) : Et Madame la présidente, permettez-moi de vous dire mon appréhension de l'interprétation du mot *quantification limits* dont le *Minority Leader* fait référence. *What is quantification limit* ? Tout le monde a un dictionnaire à l'Internet aujourd'hui. Allez vérifier. Et mon collègue, l'adjoint au Chef commissaire va venir dire qu'est-ce que ça veut dire *quantification limits*. Et on utilise des grands termes pour faire peur à la population. Et je vois, et moi, cette sélectivité, cette mémoire sélective dans la chronologie des choses me fait me poser beaucoup de questions. Madame la présidente, cette motion de blâme nous permet de rentrer dans le vif du sujet de ce grand travail qui a commencé depuis 2012 au niveau de la santé sous la direction du Chef commissaire. Un travail, des actions concrètes. Quoiqu'il a parlé des gouffres entre action et parole. Tout à l'heure, je vais dire. Des actions concrètes qui démontrent cet engagement du Gouvernement régional. Peu importe, ce n'est pas le Commissaire qui est concerné ; c'est l'équipe dirigeante.

Pour vous dire que diriger au sein de l'équipe depuis 2012 est vraiment affaire collégiale et collective. Et cette motion de blâme nous rendre jalouse je dois dire parce que ça, c'est une occasion exceptionnelle pour nous tous collègues, devant et la réalisation de ce secteur. C'est vrai, il y a beaucoup de choses à faire encore mais personne ne peut dire qu'on n'a pas investi dans le secteur de la santé. Peut-être juste pour dire, je pense que c'est important que je mentionne pour terminer sur le volet dialyse avant de parler des réalisations des projets que hier, avec mon collègue, le Commissaire de la santé, en vue de préparation de ce débat aujourd'hui on a pris le temps de rencontrer ces patients qui étaient envoyés à Maurice. Ces mêmes patients, Madame la présidente, ont été vraiment très positifs. C'est vrai qu'ils nous disent qu'ils ont été pris de court le fait qu'ils ont dû partir un peu à la va-vite mais ils connaissent aussi l'urgence de leur traitement. Ils acceptent tout ça. Ils nous disent que même si demain, il faut repartir, ils vont partir mais ils ont fait des petites propositions qu'on a trouvé

pertinentes et qu'on va considérer, que le Gouvernement régional sous le Commissaire de la santé, je suppose, je suis sûre va considérer.

Ces personnes, c'est vrai, ils ont parlé du fait qu'un moment, ils ont dû changer d'hôpital pour leur traitement. Et ça, c'était un peu inévitable. Parce que dans l'urgence, quand la Commission a communiqué avec le *Haemodialysis Coordinator*, à Maurice, eux aussi, n'étaient pas prêts pour accueillir ces patients mais ils ont voulu collaborer dans un souci d'aider Rodrigues. Ils ont collaboré et pour des raisons pratiques, dans un premier temps, ils ont dû envoyer ces patients un peu loin. Moi, j'ai écouté, j'ai lu donc, dans les médias, j'ai écouté aussi à la radio. Il y en a qui parle du logement où ils ont habité. Ces personnes eux-mêmes disent qu'au niveau de propreté, ils n'ont rien à dire. C'est ce qu'ils ont dit. Au niveau de la nourriture, ils ont mangé à l'heure. Ils n'ont rien à dire. Mais ils ont dit qu'il y avait des choses qui concernent les patrons et ça ne les concernent pas. Ce qui se passe à côté, peu importe quel hôtel, ça ne les regarde pas. Et ils ont même dit qu'il y a eu deux ou trois personnes qui se sont laissé manipulé politiquement.

Malheureusement, Madame la présidente... Madame la présidente, malheureusement, on est à Rodrigues. On sait comment ça fonctionne et comme je disais tout à l'heure-là, cet affolement fait qu'on doit courir dans tous les sens pour voir comment sauver sa peau. Donc, Madame la présidente, moi, je dis, je remercie ces patients qui ont collaboré, qui ont compris. D'ailleurs, le *Minority Leader* a posé une question : combien de patients ont décédé ces dernières années en faisant la dialyse ? Malheureusement, on fait dialyse, on meurt. On ne fait pas dialyse, on meurt. On n'est pas immortel. C'est-à-dire que peu importe... Pas tout ceux qui sont décédés qui sont des dialysés. Donc, malheureusement, et la dialyse, les personnes mêmes, ils savent que c'est une pratique pour les aider à prolonger leur vie. Ils sont conscients de ça. Donc, il ne faut pas faire de la démagogie. Il ne faut pas dire que ces personnes ont été maltraitées, on n'a pas eu une bonne prise en charge ainsi de suite.

Donc, comme j'ai dit, on a discuté avec eux. Ils ont proposé que... Il y a des petites choses. Par exemple, ils ont parlé... Ça, je peux... Donc, ils ont parlé de comment sécuriser les réserves d'eau. Et ils ont dit parce qu'il se pourrait qu'il y a des gens machiavéliques qui viennent faire du *tempering* avec ces réservoirs. Et mon collègue, le Commissaire de la santé leur a assuré parce que c'est déjà dans les projets. Et aussi, vous savez, on se pose la question parce que cette semaine même, on a eu des gens qui ont appelé pour demander si tel ou tel service marche. Les gens à qui ils ont parlé se sont posés des questions. Malheureusement qu'après, il y a eu des problèmes, des ruptures dans ce service. Donc, c'est là aussi où on se pose la question pourquoi et comment ces choses arrivent. Mais c'est malheureux en effet, c'est récurrent cette habitude de vouloir

utiliser le service de la santé pour semer la panique parmi la population et jeter le discrédit sur le gouvernement. Ici même dans cette Assemblée, le 23 juin 2015, lors du *Statement time*, Sir Ismael Valimamode alors Commissaire de la santé, disait ceci, je cite :

“The Commissioner for Health and Others (Mr. I. Valimamode): Mr. Chairperson, Sir, As Commissioner for Health and having served more than three decades in the Health Sector in Rodrigues, I am deeply pained and aggrieved following the recent adverse comment either by some section or the press or in press conferences on the Health Services in Rodrigues.”

Il poursuivit en disant:

“Les chiens aboient. I have been given the privilege to witness the step-by-step colossal improvement since the past decades in the Health Services especially during the past three years in Rodrigues.”

Et il continue et toujours:

“Mr. Chairperson, Sir, I suppose that the aim behind such manoeuvre is to create a psychosis, a psychose in the population, the main objective is once again to try to destabilise the present force in power in Rodrigues.”

Malheureusement, ces pratiques continuent et on essaye par tous les moyens de déstabiliser le Gouvernement. Je disais au départ que les développements dans le secteur de la santé émanent d’une vision, d’une détermination et d’une volonté claire du Gouvernement régional et cette responsabilité depuis 2017 confiée au Commissaire Roussety a été dans un esprit de continuité, du travail démarré en 2012 au sein de la santé. Et on a vu qu’il y a eu beaucoup de grandes mesures qui ont été mises en place pour le bonheur des patients, pour le bonheur de la population et pour le bonheur du staff en général. Une des mesures qui a touché la population, c’est la mise en place du *subsistence allowance*, c’est-à-dire, les Rs200 par jours pour accompagner les patients, pour donner aux parents qui accompagnent les patients à Maurice. Je me rappelle que cette mesure qui a été introduite en 2012 était au départ payée sous le *National Solidarity Fund* et était payable sur des critères de revenus. C’est-à-dire qu’au départ, seul les patients ayant un revenu moins de Rs10000 pouvaient être éligible à cette aide.

Dans un souci d’accompagner et de responsabilité surtout au niveau de l’Assemblée régionale à partir du 01 janvier 2015, le Chef commissaire, l’exécutif, avaient pris la décision qu’à partir du 01 janvier 2015, ce *subsistence allowance* qui était désormais sous le *National Solidarity Fund* comme j’ai dit, a

été transféré dans le budget de l'Assemblée régionale et depuis, le critère de revenue a été enlevé. C'est-à-dire que peu importe le revenu mensuel du patient, ce patient a droit à Rs200 pour l'aider pour le transport à Maurice. Et c'est un budget assez important. Donc, juste pour vous dire qu'en 2015, on a dépensé près de Rs1807400 pour ce service, pour cette *allowance*. En 2016 – Rs1091400, 2016/2017 – Rs2135900, 2017/2018 – Rs2239800 et 2018 à ce jour – Rs969000 déjà payées pour les patients à Maurice. Et c'est une mesure qui a aidé beaucoup, beaucoup de patients à Rodrigues. Au niveau des infrastructures, le Gouvernement régional n'a cessé de continuer de poursuivre les investissements pour améliorer le service.

Comme je vous ai dit au départ, il y a beaucoup à faire. C'est un secteur dynamique. C'est un secteur où il y a une exigence mais on ne peut nier qu'il y a eu cette volonté d'investir où les preuves sont tangibles. On a eu l'extension du centre de santé de La Ferme au coût de Rs22,092,336. On a eu la rénovation au premier étage de Queen Elizabeth Hospital. Plus de Rs16 millions. Amélioration du réseau électrique au QEH – près de Rs4 millions soit Rs3,988,775. Le *Minority Leader* a parlé longuement du laboratoire. Je suppose qu'il a les informations mais pour faire un peu de démagogie, il a dit que le laboratoire, il faut que ça soit mis dans le budget qui va venir. Madame la présidente, le contrat a été alloué pour aménager le laboratoire au premier étage de l'hôpital. Le contrat a été alloué pour un montant de Rs3,940,000 et le travail se fait, sera complété bien avant la fin de cette année budgétaire.

Donc, le travail se fait même si on ne veut pas voir. Il y a eu la construction des toilettes au niveau du département de la chimiothérapie pour donner un meilleur service au personnel. L'amélioration du département de la maternité pour accommoder la salle des femmes au coût de Rs2,777,000. La conversion de l'ancienne salle de maternité en salle de pédiatrie au coût de Rs19,179,824. La construction de la salle x-ray à Mont Lubin au coût de Rs2,300,115. La construction du *Waste Water Treatment Plant* qui est en cours et qui est réalisé à près de 90% pour un montant total de Rs21,756,749. La construction deux incinérateurs dont ils ont parlé. La nouvelle salle pour accueillir les hommes et qui disposent de 25 lits additionnels pour s'ajouter au 28 lits existants au niveau de l'hôpital de Crève Cœur pour séparer les différentes maladies : *surgical and orthopaedic patients*. Autant de projets, Madame la présidente, qui ont été fait. Est-ce qu'on peut dire qu'il n'y a pas cette volonté de faire avancer le travail ? Cependant, avant de poursuivre, je dois... Je suis un peu indignée aussi du fait que le *Minority Leader* a été ministre.

Donc, il a été *policy maker* au sein d'un gouvernement et je pense qu'il... J'espère qu'il maîtrise le rôle d'un *policy maker*, le rôle de l'administrateur et le rôle de technicien. Madame la présidente, je suppose. Je suppose qu'il maîtrise

parce que quand il parle du manque de gants au sein de l'hôpital, est-ce que le ministre va voir dans le stock de produits s'il y a des gants ? C'est le rôle du ministre ? C'est le rôle du ministre ? Est-ce que c'est le rôle du ministre, du Commissaire d'aller voir dans le stock des médicaments ?

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Child Development and Others (Mrs. R. M. F. Gaspard-Pierre Louis) : Est-ce que c'est le rôle du Commissaire de voir la prescription médicale...

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Child Development and Others (Mrs. R. M. F. Gaspard-Pierre Louis) : La prescription médicale donnée par un médecin? Est-ce que c'est le rôle du Commissaire d'aller voir le fonctionnement de telle ou telle machine ? Chacun ses responsabilités. Bien sûr, le Commissaire doit voir en général. Mais si le Commissaire va fouiller dans le tiroir des uns et des autres, quelle est la responsabilité de ces personnes ? C'est là, la question. Et quand il pose des questions de cette manière, je pense qu'il fait allusion et qu'il choisit aussi pour quel champ il attaque. Au niveau des équipements 2018/2019, pour cette année en cours, plus de Rs9 millions ont été investis pour l'acquisition des équipements. Des contrats donnés pour améliorer le service de nettoyage. Aujourd'hui, à l'hôpital, il y a un contrat au coût de Rs1,845,000 à une compagnie privée qui nous permet de créer de l'emploi mais de l'autre côté, qui nous permet de donner un service de qualité, un hôpital propre. Il y a la privatisation du service de sécurité. La sécurité pour le patient, pour le personnel, pour les équipements et les infrastructures, pour un contrat de Rs1,728,000 par an. L'embellissement de la cour de l'hôpital. Je pense que tous ceux qui ont des yeux, qui n'ont pas des problèmes oculaires, ils peuvent voir qu'il y a eu un embellissement au sein de l'hôpital. On a eu... Je pense que si on a les infrastructures, on a les équipements, le personnel, un personnel engagé, motivé, déterminé, *not biased*, est très important pour ce secteur.

[Interruptions]

The Commissioner for Child Development and Others (Mrs. R. M. F. Gaspard-Pierre Louis) : Vous avez parlé tout à l'heure-là des gants. Je n'ai pas dit que les personnels sont...

Madam Chairperson: Order, please !

The Commissioner for Child Development and Others (Mrs. R. M. F. Gaspard-Pierre Louis) : J'ai dit...

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order, please!

The Commissioner for Child Development and Others (Mrs. R. M. F. Gaspard-Pierre Louis) : J'ai parlé de la qualité. Je vais répéter.

Madam Chairperson: Respected Members from a sitting position!

The Commissioner for Child Development and Others (Mrs. R. M. F. Gaspard-Pierre Louis) : Je vais répéter...

Madam Chairperson: ... use to rise on a point of order. Or else, Commissioner, please proceed.

The Commissioner for Child Development and Others (Mrs. R. M. F. Gaspard-Pierre Louis) : Je vais répéter les qualités importantes pour tous fonctionnaires mais surtout pour les gens qui ont entre leurs mains, la vie des gens. Des gens motivés, déterminés, engagés, *not biased*, c'est important, pour que tout ce qu'on a comme service peut fonctionner comme il se doit. Et à l'heure où je vous parle, le personnel administratif, technique au niveau de la santé s'élève à 606 effectifs. Il y a la consolidation du service au niveau des *Nursing Officers*. On vient d'avoir une vingtaine qui sont rentrés le 02 janvier après leurs trois ans de formation à Maurice. L'Assemblée régionale a recruté en août dernier 2018, 20 infirmiers/infirmières additionnels qui s'ajoutent, qui fait qu'on a actuellement à Maurice, 56 *Nursing Officers* qui ont terminé, qui sont en formation à Maurice pour venir servir le secteur de la santé à Rodrigues. On a eu en plus de ça, la venue de 12 infirmiers/infirmières de Maurice qui nous aident à mettre en place des services additionnels. La formation continue des *Nursing Officers* pour obtenir leur diplôme. C'est un investissement qui continue à se faire.

On a eu les nombreux exercices de promotion qui sont des éléments motivants pour un personnel dont plus d'une dizaine de *midwife* à partir de 2015 au poste de *Senior Midwife*. On a eu l'amélioration du service de *laundry* avec le recrutement du personnel additionnel. On a eu, on a accueilli 2018/2019, le retour de trois médecins Rodriguais qui ont été se former pour devenir des spécialistes dans la médecine interne, la psychiatrie et la NCD respectivement.

On a eu l'arrivée des spécialistes qu'on n'avait pas avant tels que le néphrologue pour les suivies des dialysés. On a eu le *posting* des spécialistes sur une base continue dont l'orthopédiste, la pédiatrie, la médecine interne. Les visites régulières des cardiologues, spécialistes, ENT, ophtalmologues presque chaque deux mois soit au moins six fois par an. Nous venons d'avoir les agents de santé communautaires qui étaient au nombre de 34 au départ qui aujourd'hui, se dénombrent à 99 pour aider à travailler sur le terrain pour sensibiliser les gens.

Donc, ceci pour dire que la Commission de la santé, le Gouvernement régional n'épargne aucun effort pour consolider le personnel de l'hôpital pour assurer qu'il y a un service de qualité qui est donné. Je ne vais pas mentionner ici, Madame la présidente, toutes ces formations qu'on a fait pour avoir des *specialised nurse* à Maurice, des possibilités d'échanges que les infirmières ont eu, des infirmiers au niveau international, les différents tests qu'on a faits. Donc, pour vous dire que la volonté/la détermination est réelle au niveau du Gouvernement. Mais on maintient qu'il y a encore des choses à faire, qu'il y aura toujours des choses à faire. Madame la présidente, ceci pour dire aussi que je suis un peu peiné que le *Minority Leader* dise que le Rodriguais, beaucoup se contentent de peu. Malheureusement et s'ils se contentent de peu, malheureusement qu'ils ont vu aussi que même ce peu, vous n'arrivez pas à les donner. Malheureusement. Et, Madame la présidente, nous, on va continuer.

Le Commissaire de la santé, je suis sûre qu'en étalant toutes ces réalisations visibles, concrètes, il réalise combien d'efforts il met pour aider à voir un meilleur service à Rodrigues. Et je dois juste dire que malheureusement, il y a des domaines où on souhaiterait et moi, je suis particulièrement occupée par la stabilité dans le service de gynécologie. C'est un domaine où on a voulu depuis des années avoir quelqu'un en permanence et je crois que j'ai une collègue, ma collègue tout à l'heure va parler de tout ça. Elle va donner des informations, combien de fois on a fait des tentatives pour recruter du personnel au niveau de la gynécologie que ce soit à Rodrigues ou même au niveau international pour avoir ce service à Rodrigues. Malheureusement, jusqu'ici, on n'a pas pu mais on continue à le faire. Bien sûr, la formation va continuer. Le Commissaire de la santé, très bientôt, va venir avec des projets je suis sûre, par rapport au *master plan*, pour donner du support, pour donner un meilleur encadrement et des infrastructures de qualité pour la santé. On vient récemment d'étendre les horaires de visites à l'hôpital qui était avant de 06h30 à 07h00 et qui est maintenant passé de 06h15 à 07h15. Autant de petite chose mais qui en ajoutant, fait de belles choses. Et moi, je vais peut-être continuer en disant qu'il y a trop de démagogie. Ceux qui ne veulent pas voir ce qui se fait sont des « *gros poumons* ». Ceux qui ne veulent pas voir sont des « *gros poumons* ». Ce carton rouge, Madame la présidente, ce n'est pas pour le Commissaire de la santé en qui je trouve les qualités, les qualités d'un homme engagé, quelqu'un qui se lève tôt,

qui n'a pas froid aux yeux, quelqu'un qui est persévérant. Moi, j'ai eu l'occasion. J'ai fait mon entrée ici en 2006, en décembre 2006 aux côtés de mon collègue, le Commissaire de la sante. On a eu l'occasion presque 13 ans de cheminer ensemble et je trouve que c'est quelqu'un surtout qui a une autorité constructive, quelqu'un qui écoute, qui peut-être a une grosse voix, qui fait croire qu'il est en colère mais c'est quelqu'un qui aime son peuple, qui possède un grand cœur, qui veut aider tout le monde. Et, Madame la présidente, c'est vrai que chacun des fois, on fait face à des malchances quand on traite certains dossiers. Il y a des dossiers où on lance, on essaye. Ça prend plus de temps. Je me souviens en 2012/2017, il a eu la malchance donc, avec le dossier de dessalement. Aujourd'hui, il y a des gens qui... Hier, j'étais à l'hôpital je le disais, j'ai témoigné, il y a quelqu'un qui est venu avec une photo montrant comment la disposer des seringues usagées. Alors que le protocole pour disposer de tout ça est clair, pourquoi est-ce que cette personne est responsable de ça ne prend pas la peine de suivre le protocole. Qu'est-ce qu'il anime ? Pourquoi ? C'est pour dire, c'est pour qu'après, on vient dire que le commissaire n'est pas compétent ? Donc, on voit beaucoup de gens qui trouvent des occasions pour dire tout et n'importe quoi et entre-temps, moi, moi je souhaite bonne chance, bon courage à mon collègue dans son travail. Moi, je vois qu'il est persévérant comme il est, je n'ai pas de doute qu'il va continuer à porter de lui-même pour aider à améliorer le secteur de la santé à Rodrigues. Donc, Madame la présidente merci de m'avoir donné l'occasion de dire ces quelques mots et je suis sûre que la population arrive à reconnaître tout ce que le gouvernement fait pour donner ce meilleur service et surtout comme le chef commissaire le dit toujours pour que notre peuple sent heureux. Donc, j'ai cette bonne continuation à mon collègue et je lui dis de continuer. Comme il dit toujours, je vais reprendre un peu ces termes, d'habitude, c'est le chien aboie la caravane passe. Lui, il dit que la caravane aboie et le chien passe. Donc, voilà, Madame la présidente.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. Chief Commissioner, please, the Motion.

SUSPENSION OF S.O 9(3)

The Chief Commissioner: Madam Chairperson, I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the provisions of paragraph (3) of Standing Order 9.

The Deputy Chief Commissioner rose and seconded.

Question put and agreed to.

Madam Chairperson: Third Island Region Member.

Mrs. M. T. Agathe: Merci, Madame la présidente, de me donner l'occasion de exprimer sur cette motion de blâme contre le Commissaire de la santé. Avant d'intervenir, je voudrais dire ceci : que Madame la Commissaire a employé une stratégie pour détourner l'attention du vrai débat.

[Applause]

Mrs. M. T. Agathe: Madame la président, tout d'abord, je voudrais dire combien cette session d'aujourd'hui revêt une importance capitale pour l'avenir de notre île comme nous le savons tous, Madame la président, que le fonctionnement de la santé publique d'un pays reflète la gouvernance de ce même pays. Ceci pour faire ressortir que notre système de santé publique est catastrophique. Il en découle naturellement que Rodrigues va très, très mal.

[Applause]

Mrs. M. T. Agathe: Et que si la bonne résolution/solution n'est pas prise dans le délai, nous allons vers une mort lente et certaine de notre île. Madame la présidente, permettez-moi d'avancer raison pour lesquelles d'après moi ne peut plus ne doit pas accorder sa confiance et son soutien au Commissaire de la santé. Depuis le début de son précédent mandat et ce présent mandat, le commissaire Simon Pierre Roussety n'a fait qu'accumuler bavures sur bavures.

[Applause]

Mrs. M. T. Agathe: La goutte d'eau qui a fait déborder le vase de l'incompétence du Commissaire. Je redis, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase de l'incompétence du Commissaire, ce sont ces questions autour de ses décisions prises concernant le calice qui est actuellement au top 10 dans le pays. Cette situation est très mal gérée et n'a ni tête ni queue car le Commissaire a réagi trop tard et le problème reste entier. Je me demande Madame la présidente de la majorité osera venir défendre l'indéfendable. En août 2018, dans cette même chambre, j'avais posé une question au commissaire de la santé concernant le surpeuplement du *male ward* de l'hôpital de crève-cœur. Une de ces solutions a été le transfert des patients dans les autres centres de santé. Donc, nous voyons, Madame la présidente, que le transfert, le va-et-vient des patients d'un établissement à l'autre, c'est la solution magique du Commissaire Roussety comme il a fait avec les patients dialysés, envoyés à Maurice et renvoyé vers Rodrigues en catastrophe.

Madame la présidente, il est temps que le commissaire comprenne que les patients ne sont pas des girouettes et qu'il a le devoir moral de bien traiter les Rodriguais surtout ceux qui tombent spécialement sous sa responsabilité. Le commissaire ne mérite plus la confiance de cette assemblée car il ne suit même pas la ligne de son parti à l'instar de cette fameuse démocratie participative, principe tant chéri par le Chef Commissaire. Le commissaire Roussety n'a-t-il pas démontré clairement il est le seul maître à bord et prend seul toutes les décisions ? Et si encore ces décisions étaient bonnes, Madame. Madame la présidente, est-ce que quelqu'un peut venir nous dire si le commissaire est diplômé en médecine ? Et pour ajouter à cela, l'arrogance de la présente directrice de la santé à Rodrigues.

[Applause]

Mrs. M. T. Agathe: Peut-il nous expliquer comment le choix de cette directrice actuelle pour être en charge de la santé entière à Rodrigues a été effectuée ?

Madam Chairperson: Respected Member, please ! This is not allowed.

Mrs. M. T. Agathe: D'accord, Madame. permettez-moi, Madame, de dire ceci : nous avons un personnel soignant, très dévoué, *committed* et au top chez nous.

[Applause]

Mrs. M. T. Agathe: Mais le Commissaire vient souvent fait fi de cela. Est un encouragement pour les médecins et ceux qui s'occupent des malades avec tant de dévouement comme Madame d'avant moi bien de le dire. Qui de la majorité pourra dire le contraire ? Au lieu de prôner cette démocratie participative, il exerce une *policy* que j'appellerai une monarchie exclusive. Pour cela, Madame la présidente, en toute logique, le Chef commissaire devrait être le premier à sanctionner le commissaire de la santé en lui donnant une belle leçon en votant cette motion de blâme. Si vraiment le chef commissaire tient à ce concept pour l'avancement de Rodrigues. Maintenant, Madame la présidente, comme je suis femme, parlant de la santé des femmes, surtout des femmes enceintes ! Chaque personne ici dans cette chambre a une maman, une sœur, une épouse, une fille pour une proche dans sa famille. Nos femmes enceintes subissent la danse des gynécologues pour leur traitement prénatal. Dans quel pays sommes-nous pour qu'à chaque consultation prénatale, une femme enceinte est auscultée par un différend gynécologue ? Nous en avons parlé ici dans cette chambre et qu'a fait le Commissaire Roussety ? Rien et rien malgré toutes ses promesses. Pour ce manquement à l'égard des femmes, tous ceux qui sont pour

le bien-être de, le bien-être des enfants et de bien-être de la famille doit sanctionner donner une bonne correction au commissaire de la santé en votant cette motion de blâme, Madame la présidente. Venant aux agents de santé. Madame la présidente, nous connaissons 'cette' dicton 'Rodriguaise' qui dit : « *Lerat li mordé apré li soufflé* ». Certes, le nombre des agents de santé a augmenté ainsi que leurs *stipend*. Mais nous savons tous aussi comment ces agents ont été payés et avec quel retard. Madame la présidente, le Commissaire lui-même à une question posée par la minorité n'a pas pu donner l'assurance que les outils de travail de ces agents de santé sont aux normes. On avait parlé des appareils de tension pour tester diabète tout ça. Cela démontre qu'il s'en fiche pas mal de la santé peuple, de ce pays et jusqu'à l'heure, Madame la présidente, M. le commissaire n'a pas encore donné un bilan du travail de ces agents de santé qui sont très, très actif sur le terrain. Comment pouvons-nous accorder encore une fois confiance à ce commissaire ? Mes collègues de ce côté de la chambre vont à leur tour démontrer l'incompétence sans limite du commissaire Roussety. Pour clôturer, Madame, parce que moi je n'aime pas parler beaucoup mais j'aime bien parler.

[Applause]

Mrs. M. T. Agathe: Je vais donner un résumé qui pour moi, exige et explique que cette motion de blâme contre le commissaire de la santé doit être votée en bloc et nous voulons une île Rodrigues en bonne santé et pour montrer au peuple la responsabilité et la considération que nous lui portons en tant que parlementaires. Madame la présidente, le Commissaire Roussety doit être sanctionné pour son arrogance et son one-man-show et son manque d'humanisme, pour ses mauvaises décisions qui vont à l'encontre de l'avancement du pays et ses citoyens, pour ses incompétences car il ne peut pas prévoir il réagit toujours après qu'un délit soit commis et ne donne pas au les renseignements. Ses nombreuses réponses répétitives aux questions qui lui sont adressées dans cette chambre comme à chaque fois il nous dit : *I need notice, I have already answered* ou tout simplement *I shall not answer*. Madame la présidente, la finalité de ce débat reste tout de même entre les mains et la conscience de chacun des parlementaires ici présents. Je fais un appel à chaque membre pour voter entre son âme et conscience car n'oublions-pas que tout un chacun, le serment que nous avons prêté pour siéger dans cette Assemblée et que l'histoire retiendra cette date, le 31 janvier 2019 et qu'une page de notre histoire sera écrite. *Anou pa zoué avek lavenir nou peuple, Madame la présidente. Si dans ene panié enan ene poisson pourri, bisin absolument debarasse li pour conserve les autres.* Merci, Madame la présidente, merci pour votre écoute.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, respected Member. I suspend the House for 30 minutes.

At 03.46 p.m., the sitting was suspended for 30 minutes.

On resuming at 4.18 p.m. with the Chairperson in the Chair.

Madam Chairperson: Commissioner for Youth and Others.

The Commissioner for Youth and Others (Mrs. M.R.L. Edouard-Ravina): Je vous remercie, Madame la présidente, de me donner l'occasion cette après-midi de débattre sur cette motion de blâme contre mon collègue M. Roussety et surtout pour lui témoigner notre soutien, notre solidarité et pour légitimer notre gouvernement et en plus consolider notre esprit d'équipe et notre sens d'appartenance à notre parti, à notre gouvernement et à notre pays. Permettez-moi, avant d'aller plus loin, Madame la présidente, de souhaiter à la population de Rodrigues mes meilleurs vœux, mes meilleurs vœux de paix, meilleurs vœux de bonheur, d'Espérance, meilleurs vœux de courage, de sérénité, mes vœux d'épanouissements et mes meilleurs vœux de santé.

Madame la présidente, mon intervention aujourd'hui sera une intervention pour donner encore plus de confiance à la population dans notre service de santé. Ayant suivi l'actualité de ces dernières semaines où il y a eu tant de polémiques créant dans un certain extrême une psychose et un élan de panique dans la population, il est de notre devoir en tant que gouvernement responsable de renforcer la confiance dans la population. Madame la présidente, c'est clair que le Minority Leader vient avec un rapport datant du 9 janvier alors que tous nous savons la chronologie autour du départ et retour de même patients et surtout les tests, nous lui demandons pourquoi il n'est pas venu avec le dernier test en date pour justement venir discuter et s'étaler longuement sur les résultats en même temps pour montrer la bonne volonté de ce côté de la Chambre.

Madame la présidente, ce que je tiens à dire cette après-midi, c'est que au niveau du service de dialyse il y a eu un problème en effet et que dès que le problème a été noté le service a été interrompu et dès que les choses sont revenues à la normale, les services ont repris. Madame la présidente, de ce fait je peux dire que cette motion, *c'est ene coute l'épée dans délo.*

Madame la présidente, tout comme ma collègue, Mme. Franchette Gapard Pierre-Louis, nous avons un peu la nostalgie de notre collègue, Ismaël Valimamode, et dans son intervention il avait parlé de psychose comme elle l'a mentionné, j'irais plus loin je cite pour dire ce qu'il avait dit à cette époque-là en 2015, *I quote : Thus by creating unnecessary psychosis psychoses in the*

population, the main objective is once again to try to destabilise the present power in force » end of quote.

Madame la présidente, il nous faut rétablir la vérité, il nous faut consolider la confiance dans notre service de santé. Est-ce qu'on peut s'opposer au fait et au résultat scientifique pour nos propres intérêts et parfois-même nos fantaisies, Madame la présidente ? Le point que je voudrais faire ressortir ici c'est que le service de santé à Rodrigues est en marche vers un service de proximité rapide et efficace ou le patient est encadré par un personnel qui partage ces valeurs et comprend ces besoins. Madame la présidente, je suis aussi peiné, la Membre Agathe a parlé de la considération des femmes au niveau de la santé par le Commissaire mais je suis peiné de voir comment elle a traité la Directrice de l'Hôpital d'arrogante en sachant qu'elle ne puisse pas se défendre dans cette Auguste Assemblée cette après-midi.

Madame la présidente, nos patients ont aussi cette grande chance d'être accompagné par leurs familles et leurs proches tout au long de leurs soins. Madame la présidente, cette motion nous amène dans un processus de débat, un processus d'échange. Le Secteur de la santé suscite de grand moment d'expression citoyenne et il y a divers revendication formuler. Mais notre gouvernement reste résolu et déterminer pour donner du souffle à notre système de santé et du dynamisme à ceux qui y sont engagés. Cette motion, Madame la présidente, nous invite a réitéré notre confiance en notre collègue, le Commissaire à la Santé. Madame la présidente, notre collègue à toute notre appui, notre solidarité et notre amitié. A travers cette motion, je condamne toute tentative pour rompre les liens de ce gouvernement à la population. Le Minority Leader a lui-même annoncé les couleurs de cette motion, une motion qui vise à diviser, une motion qui vise « descendre un Commissaire » comme dit l'expression Créole, *ene motion ki pé veille bef mort*. Aujourd'hui, c'est la santé un domaine fragile, Madame la présidente. Un domaine qui demande que le peuple soit rassuré, qui est utilisé comme prétexte pour rompre ce lien entre le Gouvernement Régional et le peuple. Nous voulons aujourd'hui, Madame la présidente, rassurer le peuple que la santé reste au cœur de notre mission et notre action gouvernemental. Nos mesures améliorent de manière concrète la vie des Rodriguais. Nous notons avec satisfaction que la salle pédiatrique a été rénové ainsi bien que la salle des soins intensifs et le relogement de la salle de dialyse elle-même, la salle pour accueillir les patients et surtout au niveau du Male Ward une ségrégation des cas médicaux a été faite pour un meilleur soin des messieurs.

Madame la présidente, ces mesures très apprécier de la population sont les témoins que le bien-être et le mieux forte de la population reste au cœur de nos préoccupations. Nos objectifs nous les réalisons dans la concertation et dans la mise en pratique de la démocratie participative. Madame la présidente, après

plusieurs demandes et propositions de la population, la Commission de la Santé est venue avec une mesure très populaire mais aussi qui prend en compte les valeurs Rodriguaises, qui est celui de l'esprit de famille et de courtoisie.

Madame la présidente, la Commission de la Santé a décidé d'étendre les heures de visite aux malades le matin parce que les heures passent de 6h30/7h à 6h15/7h15, Madame la présidente. Le peuple de Rodrigues applaudit cette mesure et montre leur soutien à la l'Assemblée Régionale, ce gouvernement OPR en place, pour cette action humaine et prend compte les plus faibles. Madame la présidente, nous maintenons le cap. Nous maintenons le cap et nous promettons et avait promis au peuple d'être résistant à toute les tempêtes. Nous sommes résistants à bien des tentatives de nous diviser. Résistant au tentation de nous décrédibiliser, de décrédibiliser notre Commissaire à la Santé et par extrapolation décrédibiliser notre gouvernement. Résistant au parti qui vienne d'ailleurs, qui a un moment de l'histoire a fait le malheur des Rodriguais et qui aujourd'hui se positionne dans une île Rodrigues autonome comme son sauveur. Résistant à une opposition silencieuse quand le peuple attend sa réaction et trop bavard et démagogique a d'autre moment créant à chaque instant des polémiques. Madame la présidente, nous sommes résistant à tous ceux qui utilisent ce Gouvernement Régional et cette August Assemblée comme un grand défouloir.

Madame la présidente, ayant suivi les débats sur les réseaux sociaux, nous pouvons dire que sur ces mêmes réseaux, ils y résignent tout ce qui est spontané et instantané. Nous allons encore plus loin sur les réseaux sociaux où certains propos, Madame la présidente, sont odieux. On peut y voir des informations qui prête à confusion et qui circule d'autant plus facilement et des propos et des informations non vérifier. Madame la présidente, mon point ici est clair c'est que l'opposition puisse son information sur ces mêmes réseaux et prétendre qu'ils sont sur les terrains et sont proche de la population. Il est certes qu'ils sont sur les terrains mais c'est un terrain virtuel mais surtout c'est un terrain glissant où ils risquent de laisser leur peau.

Madame la présidente, cette motion nous donne donc l'occasion d'éclaircir la situation et de dissiper les doutes possibles. Malgré tous les brouhahas que fait les Membres de la Minorité autour des services de dialyse, autour de la Commission de la Santé et de son Commissaire, nous restons de ce côté de la Chambre encore plus soudé dans notre équipe et solidaire avec notre collègue, Simon Pierre Roussety.

Madame la présidente, faisons cette petite réflexion et posons cette même question pertinente. Fallait-il que l'opposition Rodriguaise attendre qu'un parti de Maurice aille à l'hôpital, entre dans l'unité de dialyse sans permission et manque de respect envers les Rodriguais pour qu'enfin, ils se décident, je cite :

« *A faire le pied de grue a l'hôpital de Crève-Cœur* » fin de citation, Madame la présidente. Madame la présidente, notre opposition manque-t-il de créativité, de proactivité et de ressource pour s'adonner à ce genre d'action, Madame la présidente ? Ne parlons pas des conférences de presse hebdomadaire, Madame la présidente. Je ne vais pas m'attarder dessus car la réaction du peuple, Madame la présidente, à ces conférences de presse nous ramène a cette grande leçon de nos parents, je cite : « *Ne parler jamais la bouche pleine, c'est moche et ne parler jamais la tête vide, c'est pire.* » fin de citation. Madame la présidente, si l'opposition n'est plus crédible et n'est plus considéré comme une opposition forte, nous comprenons sa tentative de nous rabaisser à son niveau et de nous rendre responsable de leur échec politique et dans certains cas, de leurs suicides politique.

Madame la présidente, nous rappelons à la population de notre programme de Santé pour Tous, Engagement 21 dans notre programme électoral 2017-2022, qui vise à, je cite : « *Promouvoir le bien-être à travers le service de santé rapide, de qualité et de proximité.* » fin de citation.

Madame la présidente, Rodrigues en ce moment est un grand sentier de développement et de progrès. Nous avons eu et nous avons encore une occasion de servir le peuple, d'être au côté de notre peuple pour réaliser ensemble la mission qu'il nous à confier. Ensemble nous avons su prendre des décisions importantes, des fois impopulaires mais crucial pour l'avancement et le progrès de Rodrigues. Madame la présidente, respectant et appliquant le principe de subsidiarité, nous le Gouvernement Régional, nous comptons sur le personnel de l'opposition, qui est un personnel qualifié et qui se chiffre aujourd'hui à plus de 600 pour réaliser ce projet de service de la santé de proximité. On a besoin de l'énergie de toute un chacun pour rassurer et accompagner la population à avoir encore plus confiance dans le système de santé, confiance dans le personnel soignant qui se dévoue et qui a de la patience avec nos patients. Il est clair, Madame la présidente, que la mission de la Commission de la Santé reste de protéger et sauver des vies. Si nous regardons la chronologie des évènements comme mentionnaient auparavant sur le dossier de dialyse, nous voyons que la première priorité était de protéger la vie des patients dialysaient. Le Commissaire n'a hésité à aucun moment a envoyé des patients à Maurice le lendemain même afin que leurs traitements ne soient pas interrompus. Les patients ont été logés par la Commission avec d'autres facilités. Dans un moment de remous, Madame la présidente, il a pu et su s'entourer de ces techniciens pour informer et rassurer la population de la situation dont la dernière en date est du 28 janvier passé.

Madame la présidente, en somme, le service de santé travail dans l'intérêt du patient. De plus, au niveau du service de dialyse à Rodrigues, nous pouvons noter des patients qui y sont réguliers, des Rodriguais qui y sont réguliers mais

nous notons aussi qu'il y a plusieurs Mauriciens en vacance à Rodrigues qui y ont recours. D'après leurs observations, de ces chers amis Mauriciens, le service de dialyse à Rodrigues est un des meilleurs qu'en au niveau de l'accueil qu'au niveau du personnel soignant de l'attention qui leurs aient donnés et surtout de la petite attention après leurs services de dialyse, un petit thé ou un petit café, leurs est offert pour qu'ils soient un peu plus relax et rentrer chez eux tranquillement.

Madame la présidente, il nous faut aussi noter que pour avoir accès au service de dialyse, les patients sont offert un service de transport gratuit avant et après leurs séances de soins. La question se pose ici, cette après-midi, pourquoi ces aspects positifs autour du traitement des patients dialysaient n'est mentionné à aucun moment par l'opposition ? Et autre, *attention seekers*, pour rassurer la population eux-mêmes, les patients eux-mêmes et leurs familles et pour donner encore plus de confiance à la population de Rodrigues dans notre service de santé et notre personnel. Rappelons-le, Madame la présidente, quand 2009, une même situation s'est produit sous le règne du MR, preuve que les *unforeseen circumstances may arise*. Il nous faut noter, Madame la présidente, avec grande satisfaction qu'aujourd'hui, le service de la santé est Rodriganisé presque à 100%. Je salue et j'apprécie profondément l'efforts fournies par la Commissaire de la Santé et l'action accompli pour un plus grand nombre de personnel Rodriguais et qualifier. Et, par exemple, en ce moment il y a ce projet pour octroyer des bourses aux médecins pour qu'ils puissent se spécialiser dans les domaines où ils excellent. Madame la présidente, les actions de la Commission de la Santé sont accès en deux grandes catégories, notamment, le côté préventif et l'aspect curatif.

Madame la présidente, cette après-midi j'aimerais m'étaler un peu sur la politique préventive de la santé et surtout sur l'aspect communautaire qui nous est cher pour embrasser un service de santé proche de notre population. Nous voulons que chaque Rodriguais ait accès à la santé dans les meilleures conditions possibles. Son Commissaire agi avec fermeté et sérieux pour rassurer que cette santé qui est gratuite est essentielle soit le reflet vivant de notre mission, de notre vision - La Santé pour Tous.

Madame la présidente, les actions de prévention sont mises en œuvre avec la Commission de la Santé en collaboration avec d'autres Commissions de l'Assemblée Régional, partenaires sociaux et privé dans certain cas. Madame la présidente, le Diabétique-Pro, nos amis de Swiss, Swiss Diabetic Association for Rodrigues diriger par le Dr. Zeemuman, Diabétologist font en sorte qu'avec la Commission de la Santé nos patients diabétique soient suivis et encadrer au niveau communautaire, assure que chaque patient soit autonome pour prendre en charge sa santé, recommande des soins approfondis en cas de besoins et surtout propose des programme et activité sportive pour encourager une culture sportive et d'effort menant a une hygiène de vie saine et un sentiment de mieux être. De

plus, Madame la présidente, nous apprécions le fait que la politique de prévention de la Commission s'étant au dépistage des maladies sexuellement transmissibles et les maladies non-transmissibles, tel que, le dépistage pour le cancer du col de l'utérus, dépistage cancer du sein, dépistage diabète et hypertension et le VIH SIDA.

Madame la présidente, qui parle de santé parle aussi de prévention, je l'ai mentionné tout-à-l'heure, il y a un mécanisme d'éducation qui est mise en place justement pour permettre à la population de mieux prendre conscience de leur alimentation et pour assurer que nos enfants dans nos écoles soient eux-aussi armer pour se prendre en charge. Il nous faut saluer le fait que les vaccins sont accessibles dans les écoles primaires tout comme dans les centres communautaires autour de l'île et dans les écoles secondaires aussi dans certains cas. Les enfants bénéficient aussi des tests pour les yeux aussi bien que des verres pour ceux qui ont des problèmes de vue sponsoriser par la Commission et la Teaching Eyes Surgery Foundation de Swiss.

Madame la présidente, ayant parlé de prévention nous devons faire ressortir que la Commission de la Santé encourage aussi le dialogue communautaire autour de la santé. En outre, Madame la présidente, la santé communautaire elle-même domine l'action gouvernemental et reste le souci et un des principaux axes d'interventions de la Commission de la Santé et de son Commissaire. Cette politique de santé et matérialiser à travers la rénovation des différents centres de santé communautaire dans les villages autour de l'île, notamment je cite quelques exemples, Baie aux Huitres, Petit Gabriel entre autres, et aussi bien que la décentralisation de certains services aux Area Health Centres à Mont Lubin et à La Ferme.

Madame la présidente, cette politique de santé communautaire est matérialisée à travers la réactualisation des services offertes par les Agents de Santé Communautaires et l'amélioration de leurs conditions de travail de ces mêmes agents. La politique de santé communautaire est aussi visible à travers la collaboration étroite qui est établie entre la Commission de la Santé et la RCSS, qui est porte-parole de la population, scellant ainsi nos liens et attachements à notre peuple. La santé communautaire offre une possibilité au Gouvernement Régional d'offrir un service décentraliser et aussi nous souhaitons mener encore plus d'actions pour un service qui va vers la population à travers la mise en place d'un service de médecin de famille. La Commission de la Santé collabore encore une fois avec ma commission et d'autres commissions et la RCSS pour rénover, pour réactualiser le programme physique dans village annonçait par le Chef Commissaire dans son discours 2017-2018, afin de promouvoir la santé dans nos villages autour de Rodrigues.

Madame la présidente, pour renforcer notre politique de démocratie participative, assurer que la population puisse être entendu, un comité multisectoriel présidé par le Commissaire de la Santé a été mise en place pour rassurer un plus harmonieux et un travail qui répond au besoin de la population. Ce faisant, la Commission de la Santé reste à l'écoute de cette même population. Madame la présidente, notre bonheur réside dans notre santé et le bonheur des personnes âgées et alités est possible grâce au visite régulier des médecins, des Community Health Nurses pour des soins à domicile. Grace à cela beaucoup de familles sont soulagés du fait qu'ils n'ont pas à payé le frais de transport et faire appel au service ambulancier.

Avant de conclure, Madame la présidente, j'aimerais dire un mot sur le fait que Madame la Membre Agathe a souligné que le Commissaire à la Santé ne prend pas en compte la cause des femmes, la cause des femmes enceintes et des enfants. Madame la présidente, permettez-moi de faire une petite chronologie brève pour que tout le monde ici et la population voit l'effort et la volonté de notre Chef Commissaire de ce gouvernement du Commissaire à la Santé pour faire en sorte qu'on ait un gynécologue à plein temps à Rodrigues. Malheureusement, ce n'est facile, c'est vrai, mais l'effort et la volonté et là et les actions ont été menés.

Madame la présidente, le 25 juillet 2014, le poste pour un gynécologue a été *advertised* et ça a été *non-responsive*, nous n'avons pas eu de candidat approprier qui répond aux critères. Même exercice en aout 2015, et nous avons fait la même expérience où nous n'avons pas eu des personnes qualifier. En février 2016, le *Island Chief Executive was delegated power to employ Specialist/Senior Specialist on contract from India and other countries*. Et, on 22 February...

Madam Chairperson: Second Island Region Member, please. Commissioner, please. Second Island Region Member, please. Would you like to rise on a point of order? Commissioner please, you may proceed.

Mrs. M.R.L. Edouard-Ravina: Thank you, madam. On 22 February 2016, advertisement was issued for posting on contractual basis of the same post which I mentioned earlier. A selection exercise was carried out in April 2016 and there was approval for recruitment of someone from July 2016. On 28 June 2017, the post of Specialist/Senior Specialist was advertised again and it was not responsive. On the 21 May, the approval from the Public Service Commission has been sought for recruitment of Specialist from abroad and we are still awaiting the reply from the said commission. Meanwhile, action was taken to employ two Technical Advisers in the field of obstetrics and gynecology. On 18 June 2018, a case was made to the Ministry of Civil Service and Administrative

Reforms for the employment of two doctors as Technical Advisers in the field of obstetrics and gynecology. *Donc*, following a mail, there was recruitment, someone replied to the recruitment and following the approval from the Civil Service and from the Prime Minister's Office, only one was offered the employment but unfortunately, the same person was offered another job elsewhere and he declined the offer. So, as at now, *on continue l'effort pour avoir un gynécologue et pour essayer d'avoir un service à plein temps pour mieux encadrer nos dames, nos femmes enceintes et nos enfants*.

Madame la présidente, j'ai voulu faire cette petite chronologie parce que la Membre Agathe a voulu faire croire que l'autonomie est une baguette magique. Une baguette magique et qu'on ne fait à émettre un souhait et c'est réalisé, comme on dit, aussitôt dit aussitôt fait. Mais elle ne prend pas sa responsabilité en tant que politicien et membre de cette assemblée pour faire comprendre au peuple que l'autonomie demande de l'effort, du sacrifice, du travail, de la solidarité et de la fierté pour être réussi. Pour ça, j'aimerais citer une béatitude pour les politiciens que le Pape a dit : « *Heureux l'homme politique qui reste fidèlement cohérent* ».

Madame la présidente, je vais conclure. Je vais conclure et je vais donner un bon conseil au Minority Leader: « *Make sure everybody in your boat is rowing and not drilling a hole in the boat when you are not looking. Because you are focusing on so many things except on what is happening in your team* ». *That is a good advice, please take it and work on it.*

[Applause]

Madame la présidente, nous portons en nous la capacité de nous surpasser avec les moyens que nous avons. Prendre en charge les affaires du pays, qui a dit que ce serait facile ? Rien n'est facile dans la vie, Madame la présidente. Cependant, nous sommes engagés dans une stratégie de transformation dans le Secteur de la Santé et cela prendra du temps. *It is clear, Madam Chairperson, from the different interventions we heard, the minority side is confusing movement and progress because Rodrigues is indeed progressing, it is not moving.*

Madame la présidente, nous pouvons comprendre l'exigence de notre société dans le domaine de la santé. Nous évoquons aujourd'hui ici-même dans cette August Assemblée, les attentes et les ambitions placer dans ce secteur de la santé pour la population. Nous inspirons de cela, nous restons déterminer à améliorer la vie et le quotidien de Rodriguais. Notre combat, Madame la présidente, pour une meilleure île Rodrigues, nous le menons avec humilité et une détermination sans faille. C'est pourquoi, Madame la présidente, je qualifie cette motion de blâme du Minority Leader comme étant une stratégie pour mettre à

terre le Gouvernement Régional à travers notre collègue. Nous sommes pour l'unité de ce côté de la Chambre. Notre équipe est pour l'unité et nous restons unie et nous resterons uni à notre peuple. Nous avons une volonté de diriger ensemble, de gouverner ensemble. Madame la présidente, je dis non, un non catégorique à cette motion de blâme contre notre collègue Simon Pierre tout simplement parce qu'il mérite notre respect et surtout *parski OPR mari*. Merci, Madame la présidente.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. The Third Island Region Member. Excuse me, the Fifth Island Region Member.

The Fifth Island Region Member (Mr. Z. Félicité): Thanks, Madam the Chairperson, for giving me the opportunity to speak on this motion of 'No Confidence'. Juste avant de commencer il y a un point que... of no confidence. So, juste avant de commencer, la Commissaire de Sport a parlé de *unforeseen circumstances*. C'est vrai, il peut arriver mais pas deux fois et avec la même personne. Ils ont aussi parlé de *subsistence allowance* de Rs 200 par jour pour accompagner les patients à l'île Maurice. Mais est-ce que Rs 200 par jour est suffisant ? Vu qu'on sait que le coût de la vie à augmenter.

Madame la présidente, dans le Budget 2017-2018, le Commissaire de la Santé avait comme la de promouvoir le bien être à travers un service de santé rapide et efficace. Il a aussi parlé d'un service de santé de qualité et qui inspire confiance à la population. Comment peut-il maintenant parler de confiance quand nous avons vu ce qui est arrivé à ces patients de dialyse ? Madame la présidente, après nos débuts de cette année, les patients de dialyse sont contraints de partir à l'île Maurice pour effectuer leurs traitements. Vous imaginez dans quelle état d'esprit ils ont vécu cela ? Ils étaient bouleversés et choqués. J'espère sincèrement qu'ils ont eu l'aide d'un psychologue pour leurs accompagnements dans ces moments difficiles. On a pu comprendre que le système bouteille de transformation d'eau brute en eau purifier afin d'alimenter les appareils de dialyse est tombé en panne. Et, ce qui est grave et choquant, il n'y a qu'un seul appareil pour transformation d'eau. Un seul.

Madame la présidente, en tant que Commissaire responsable de la santé, il aurait dû prévoir et faire provision pour un deuxième appareil de filtre bien avant pour éviter une telle situation. On dit que gouverner c'est prévoir. Quelles sont ces priorités en tant que Commissaire de la Santé ? Alors, qu'il y a un seul appareil pour la transformation d'eau brute, à notre grand étonnement on nous a fait comprendre que les équipements du Département de Dialyse de l'hôpital de Crève-Cœur sont tombés en panne faute de maintenance. Comment peut-il être

irresponsable à ce niveau. Alors qu'on sait très bien que la maintenance de cette appareil de traitement d'eau étant d'une importance capitale pour le bon fonctionnement de cette appareil ? pourquoi la maintenance n'a pas été fait comme il se doit ? Est-ce vrai que le contrat de maintenance n'avait pas été renouvelé après la période de garantie offert par les fournisseurs ? Et, de ce fait, les entretiens n'ont pas été assuré pendant plusieurs années. Et, les réservoirs accumulaient dans les ... présent dans l'eau avec pour conséquence de conduire ont été obstrué et de ce fait que le système tombe en panne ? Est-ce vrai que les personnels n'ont pas reçu des formations adéquate dans les opérations de ces équipements ?

Madame la présidente, le Commissaire de la Santé a mis en danger la vie de ces patients. Il s'agit pour moi d'un acte de négligence qui aurait pu coûter la vie à plusieurs de ces patients. Forcément, avez-vous confiance en ce Commissaire de la Santé ? Mon, non. Il n'a pas été en mesure de s'assurer qu'il y a un entretien continue pour que cette appareil ne tombe pas en panne. Aujourd'hui, c'est là à côté la vie d'un patient et nous lui valait ... que les autres patients ont subis à l'île Maurice et même à leur retour à l'île Rodrigues. Il est de sa responsabilité en tant que Commissaire de s'assurer, voir et même peut voir à ce que les services fonctionnent correctement et que la population reçoit un service impeccable et de qualité. Malheureusement, Madame la présidente, le Commissaire de la Santé a échoué. Et, on l'invite gentiment de se retirer en tant que Commissaire de la Santé.

Concernant le Centre de Santé de La Ferme, j'aimerais soulever quelques points. Surtout concernant le service ambulancier à l'hôpital de La Ferme. Nous savons qu'il y a un manque d'ambulance à Rodrigues. Nous sommes en 2019 et vous imaginez qu'il y a que deux ambulances au Centre de Santé de la Ferme. Donc, l'une est en mode de stand-by devant l'hôpital alors qu'il y a une seule qui transporte les patients de leurs domiciles à l'hôpital de La Ferme en cas d'urgence. C'est inadmissible. C'est inadmissible qu'il y a seulement deux ambulances pour couvrir tous ces villages dans les Régions 1 et 2. La population se plaint quand le service ambulancier prenne trop de temps pour secourir des personnes en détresse. Bien souvent l'ambulance arrive avec plus d'une heure de retard. Vous imaginez si jamais, il arrive une catastrophe dans ces régions où il faut transporter plusieurs personnes en même temps ? Essayons d'imaginer la catastrophe. Pourquoi le Commissaire de la Santé n'a pas fait provision pour l'acquisition des nouvelles ambulances afin d'améliorer la qualité de ce service ?

Madame la présidente, j'ai été choqué de constater de certaine façon qui doit faire une radiographie à l'hôpital de Crève-Cœur où ils doivent attendre plus de trois heures temps avant de partir. Trois heures temps ! Vous ne devez pas traiter des patients de cette façon sans aucun respect surtout ces gens qui sont

déjà malade. Bien souvent, ces patients arrivent à l'hôpital de Crève-Cœur sans avoir pris leurs déjeuners. Et, le Commissaire de la Santé ose parler d'un service de qualité et rapide. Peut-on savoir de la Commissaire de la Santé c'est quoi un service de qualité ... pour lui ?

Madame la présidente, qu'en est-il des équipements de premier soins dans ces ambulances ? Bien souvent, ces équipements ne fonctionnent plus ou n'existent pas. Cela démontre clairement l'incompétence du Commissaire de la Santé qui n'a pas pris des bonnes décisions pour le bien-être de la population.

Madame la présidente, il y a aussi la gestion des déchets médicaux qui posent un gros problème au Centre de la Santé de La Ferme et dans la Région 1. Les déchets médicaux sont disposés dans une poubelle n'ont clôturé juste à côté d'un incinérateur du Centre de Santé de La Ferme. Alors, qu'on sait que les sacs poubelles sont souvent des proies des chiens, chats ou rats. Et, ces déchets qui n'est agréable pour personne, pour l'environnement et pour la santé en général. Il y a un incinérateur au Centre de Santé de La Ferme. L'incinérateur a été installé en vue de se débarrasser de ces déchets médicaux. Alors, pourquoi on n'utilise pas l'incinérateur du Centre de Santé de La Ferme ? Ce qui est choquant, ils continuent de brûler les déchets médicaux à Délo Verte en pleine air alors qu'on a acheté un incinérateur neuf au Centre de la Santé de La Ferme. Les habitants de ce village se plaignent de cette situation, surtout pour leurs santé vues de la population causer par ces déchets.

Madame la présidente, la dernière fois, ils ont disposé de l'amiante à Montagne Plate. Comme-ci la Région 1 est devenu un dépotoir ? Car nous connaissons tous les dangers associés à l'amiante.

Pour terminer, Madame la présidente, j'aimerais dire au Commissaire de la Santé qu'il a échoué dans ces fonctions en tant que Commissaire et il ne mérite la confiance de la population. Merci.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Respected Member. The Commissioner for Social Security and Others.

The Commissioner for Social Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Merci, Madame la présidente. Donc, nous voici réunis une nouvelle fois pour la deuxième session spéciale. Donc, pour discuter, pour débattre sur une motion de blâme contre un Commissaire depuis que nous avons été élu en 2017. Donc, c'est un petit peu étonnant parce que c'est le vœu de la population de mettre un parti politique au pouvoir et je pense et je crois fermement que c'est le Chef

Commissaire qui a le pouvoir de nommé ces Commissaires. Donc, Madame la présidente, force est de constater que la population de Rodrigues attend de nous des actes politiques concrets plutôt que des postures politiciennes sans queue ni tête, comme avait bien dit un petit peu plus tôt, la Membre de l'autre côté de la Chambre. Comme cette motion justement qui est purement politique essayer de déstabiliser ce gouvernement démocratiquement élu par la population Rodriguaise en février 2017.

De ce côté de la Chambre, nous nous engageons à poursuivre tous nos efforts comme on a fait preuve depuis 2012 afin d'améliorer d'avantage le sort de toutes ces personnes qui vivent sur le sol Rodriguais. Madame la présidente, cette motion de censure qui vise directement mon collègue Commissaire de la Santé nous permet une nouvelle fois de révéler les vraies différences entre la politique de santé de l'OPR et celle du MR. Mes deux collègues Commissaires ont déjà démontrés tous ce que nous avons fait depuis 2012 et il y a encore beaucoup de choses que nous allons réaliser jusqu'à la fin de ce mandat et bien sûr d'autres collègues vont venir un petit peu plus tard avec d'autre grand projet à venir. Mais cette motion m'a permis de faire un flash-back, un flash-back par rapport à ces cinq ans et demi que le MR était au pouvoir. Parce qu'on parle de la bonne gouvernance, on dit que mon collègue est incompetent mais moi je vais essayer de démontrer que vous étiez encore plus incompetent quand vous étiez au pouvoir. Si mon collègue est incompetent, vous étiez 10 fois plus incompetent. Non, si vous dites ça. C'est pourquoi à la fin vous allez me dire. Et, d'ailleurs, Madame la présidente, quand je regarde un petit peu du deux côté de la Chambre, je vois le *front bench* de la majorité. Je dois dire que nous sommes tous ici des personnes chevronnaient, nous avons de l'expérience, nous avons passé à travers l'opposition en 2006, décembre 2006 à janvier 2012 et bien sûr, mon collègue lui, il était candidat battu mais il a toujours été un membre actif. Pour vous dire que nous savons qu'est-ce que nous voulons, nous savons où nous devons aller. Et, si je regarde de l'autre côté justement je peux voir que le Membre Grandcourt est le seul rescapé de la première gouvernemental d'août 2006 à février 2012...

Mr. F. A. Grandcourt: On a point of order. Madame la présidente, ce n'est pas très correcte de me traiter de rescapé. Okay. Il aurait pu utiliser le mont doyen ou je ne sais pas, pas rescapé, je ne suis pas un rescapé, Madame la présidente. Donc, j'invite le Membre, le Commissaire a retiré dans cette Chambre.

Madam Chairperson: Respected Members, many words used in a debate are of questionable taste but it is not of the function of the Speaker or Chairperson to judge the good taste of the Members using it. So, it is not valid. You can proceed.

Mr. J. D. Baptiste: Donc, justement cette équipe qui a l'époque est considéré comme *the dream team*, comme une équipe imbattable qui restera au pouvoir pour au moins 30 ans, voir même 40 ans. Et, ils étaient encore plus confident parce que selon eux ils avaient le soutien du gouvernement central. Mais, Madame la présidente, cinq ans et demi au pouvoir, après cinq ans et demi au pouvoir toute a basculé. C'était vraiment la consternation parce que les Rodriguais ont réalisé que la révolution économique, grand slogan du MR qui épatait la population, surtout les jeunes à cette époque-là, n'a jamais eu lieu. Dont, je ne vais pas m'attarder là-dessus mais vous connaissez évidemment la suite, le vrai changement est survenu et le grand retour de l'OPR. Donc, c'est pourquoi aujourd'hui, je me pose la question pourquoi il y a eu un changement si spectaculaire en ci-peu de temps et la Membre avait bien dit que la gestion de la santé reflète également la capacité d'un gouvernement à gérer un pays. Et, probablement, ça me fait penser que c'est probablement la réponse à la décision de la population de renvoyer l'ancien gouvernement de l'autre côté de la Chambre, Madame la présidente. Et, d'autant plus cette motion d'aujourd'hui m'a donné l'opportunité de faire une rétrospective. Rétrospective de la gestion du MR. Et, j'ai parcouru un petit peu à travers les différents Hansards. Donc, et avec un accent particulier sur le Secteur de la Santé. Et, je vais m'attarder un petit peu là-dessus, un petit peu plus tard. Mais juste pour vous dire, pour résumer, le Secteur de la Santé était vraiment malade, était gravement malade à cette époque-là. Et, c'est pourquoi, je n'arrive pas à comprendre et j'ose vous posez la question. Comment aujourd'hui cette même équipe pourquoi vous venez nous dire, pourquoi vous pouvez nous dire que le Secteur de la Santé va mal. Donc, bien sûr je ne prétends pas que toute est en rose comme dit cette expression anglaise, *there is always roof for improvement*. Et, nous travaillons dans cette direction. Mais je dois dire quand même que dans l'ensemble, les choses sont sur la bonne voie, en très bonne voie. Mes collègues qui sont intervenus avant moi on donnait quand même un aperçu, le ton, par rapport à toutes ces réalisations, c'est pourquoi les gens, les Rodriguais voient que nous avons vraiment cette volonté de travailler et de faire avancer cette petite île Rodrigues.

On a bien sûr élaboré sur ces listes des projets, donc il y aura encore des politiques concrètes que les gens attendent de nous. Ici, mon collègue Commissaire Simon Pierre Roussety, Commissaire de la Santé, que je respecte beaucoup, qui a toujours siégé à mes côtés durant toutes ces années à l'Assemblée. Voilà, et oui lors de nos trois derniers mandats consécutifs, je pense qu'il mérite quand même un minimum de respect. Un minimum de respect justement d'autant plus qu'il est un de nos Senior Citizens. Et, moi en tant que Commissaire de la Sécurité Sociale se sont mes protégés privilégier. Et, justement c'est malheureux parce que tout à l'heure-là, c'est vraiment odieux d'entendre une personne âgée méprisait d'autre personne âgée dans cette Chambre, Madame la présidente.

/UNREVISED/

[Applause]

Ça, c'est malheureux. Alors, que nous nous sommes-là *we want to promote old-aged people. We want to make them ..*

[Interruption]

Madam Chairperson: Order, please. Order.

Mr. J. D. Baptiste: *Pa touch emo ban troisième âge. Pa traite mo ban troisième âge d'incompétent.* Donc, revenant justement...

Madam Chairperson: Second Island Region Member, please. Second Island Region Member you can rise on a point of order.

Mr. J. D. Baptiste: Revenant justement sur le parcours de mon collègue, Simon Pierre Roussety quand nous étions dans l'opposition à cette époque-là. Si vous faites des recherches dans les Hansards qui sont disponibles dans la librairie de cette Assemblée, vous allez constater que durant pratiquement toutes les sessions parlementaires de 2007 à 2011, il interpellait ou intervenait particulièrement sur les dossiers ayant trait au Service de la Santé, ayant trait à la santé. Et, je ne pense pas qu'après feu Ismêel Valimamode, il y a quelqu'un d'autre ici qui est mieux placé et qui maîtrise mieux ce dossier, Madame la présidente. D'ailleurs, de 2002 à 2006, il était le Président du Health Advisory Board qui avait comme objectifs de faire le pont entre la population et le Commissaire de la Santé et proposait des politiques et des solutions concrètes pour mieux répondre aux besoins des patients. Et, je suis heureux qu'il va venir de l'avant parce qu'on a déjà pris la décision, on va... c'est déjà fait, ce comité va revenir et c'est déjà là. Et, c'est justement ce comité qui va nous permettre d'avoir des données réelles, réalistes et non pas en se basant sur des *gossiping* ou sur des choses qu'on essaie de faire croire à la population, Madame la présidente.

Je ne sais pas si c'est une coïncidence alors que l'OPR représentait la minorité à l'Assemblée Régionale après les élections de décembre 2006, la toute première question parlementaire adresser au Commissaire de la Santé venait du Membre à l'époque Roussety. C'était un mardi 13 février 2007, Madame la présidente. Et, cette fameuse PQ B/5 de M. Simon Pierre Roussety ne concernait rien d'autre que les appareils de dialyse à l'hôpital de Crève-Cœur, Madame la présidente. Pratiquement, ...

[Interruption]

Madam Chairperson: Respected Members, there is too much interruptions from a sitting position, please. I should be able to hear the speech of the Commissioner without any disturbance.

Mr. J. D. Baptiste: Pratiquement 10 ans plus tard, soit le 11 février 2017, il devint le Commissaire de la Santé, poste qu'il occupe et je pense qu'il va continuer à l'occuper. Donc, je pense que c'était son destin. Et, c'est une coïncidence également probablement aujourd'hui, 31 janvier, à la radio j'entends parler des effet méridés, effet méridés. Aujourd'hui, ce 31 janvier 2019, nous débattons dans cette même Assemblée une motion de blâme déposer par les membres de la minorité, déclencher probablement par le problème de dialyse. Et, pour ceux qui ne savent pas ou pour ceux qui ont la mémoire courte, effet méridés, 31 janvier 2007, cette date marquait la fin du suspense des patients dialysaient Rodriguais qui avaient dû être renvoyé à Maurice pour leurs traitements. Oui, Madame la présidente. Oui, Madame la présidente. Ce n'est pas la première fois que ça arrive. Ce n'est pas la première fois. C'est le gouvernement MR, à cette époque-là qui était au pouvoir et on a envoyé des patients dialyser à Maurice pour cause des pannes des appareils de dialyse, Madame la présidente.

[Applause]

Mr. J. D. Baptiste: Et, les 13 patients, ils y avaient patients concerner sont restés à Maurice pendant une durée d'au moins 35 jours, Madame la présidente. 35 jours ! Car quatre appareils de dialyse de l'hôpital de Crève-Cœur, comme j'ai bien dis étaient tombé en panne. Il y avait seulement quatre. Et, justement ...

Madam Chairperson: Order.

Mr. J. D. Baptiste: Justement, ces quatre appareils c'est le Commissaire – j'ai pris le Hansard, je ne vais pas m'attarder pour lire tout ça. Mais je vous demande d'aller consulter le Debate No. 2 of 2007 – Sitting of 13 February 2007. C'est disponible à la librairie. Vous pouvez aller consulter. Mais le Commissaire d'alors avait bien dit, *for the information of the House the first two dialysis aparatus arrived in Rodrigues on 11 June 2002 and the two additional one reached the island on 31 March 2006 and commissioned on 14 April in the same year.* Donc, ça c'était en 2006. Quand nous avons pris le pouvoir en 2012, il y avait toujours quatre appareils de dialyse, Madame la présidente. Et, ce n'est qu'en 2013, ce n'est qu'en 2013 que nous avons fait acquisition de six autres appareils additionnels. Voilà, ça c'est pour la petite histoire.

[Applause]

Donc, juste pour rappel, pour ceux qui n'était pas là, pour ceux qui n'auront probablement pas l'occasion d'avoir accès à ces documents, donc l'interpellation du 13 février 2007. Donc, c'était Simon Pierre Roussety, je cite : « *Whether as regards to dialysis machine installed at QEH, she would state on what date the dialysis machine broke down in December 2006 and the reasons of its break down, etc. ?* » Donc,...

Madam Chairperson: No cross-talking, please.

Mr. J. D. Baptiste: Donc, comme j'ai bien dit juste avant, je vous propose d'aller consulter le Hansard No. 2 de 2007 et d'en tirer les conclusions nécessaires avant de venir ici pour essayer d'impressionner les gens. Et ça, n'impressionne personne de toute façon ou d'essayer de créer des psychoses au sein de la population, Madame la présidente. Néanmoins pour le besoin de cette motion, je vais attirer l'attention des Membres de cette Chambre sur quelques points. Et, bien sûr, moi je ne vais pas parler des *gossiping* mais des *facts*, comme répondu en me basant sur les réponses fournis par le Commissaire du MR de la Santé d'alors. Et, ça va nous aider, bien sûr à mieux comprendre et à comparer la façon dont les deux gouvernements ont géré ces épisodes malheureux. C'est vrai, ce sont des épisodes malheureux, quand même, de panne de dialyse qui a mon avis ne ressort pas de l'incompétence des Commissaires. En principe, vous me dites le contraire, ça veut dire que vous aviez aussi des Commissaires incompétents mais vous n'avez pas pris la décision qu'il fallait à cette époque-là. Donc, pourquoi essayer aujourd'hui de venir nous donner des leçons, Madame la présidente. Donc, 25 décembre 2006, cadeau Noël, *dialyse tom en panne, quatre appareils*. Pour diverses raisons techniques. Le MR était au pouvoir depuis août 2006. Des techniciens dépêchaient dans l'île pour effectuer des réparations mais ce n'est que le 31 janvier soit 38 jours plus tard que les machines rentrent en fonction. Et, regardez, *after thorough investigation of the Osmosis Unit, not less than the following were found to be defective*. Il eut une longue liste ici. Une longue liste ! Et, vous essayez aujourd'hui de venir nous pointer du doigt, Madame la présidente. Donc, avec l'OPR, les appareils n'étaient pas opérationnels du 5 au 27 janvier, donc soit 22 jours. Et, là pour nous, la chose la plus importante c'était quoi ? la chose la plus importante c'était de prendre des décisions, des décisions qu'il fallait, des décisions urgentes. Et, certainement cette décision c'est par rapport à la prise en charge des patients. Parce que le Service de la Santé concerne avant tout les humains. Et, notre priorité était de permettre aux patients concernaient de poursuivre leurs traitements à temps. Que ce soit à Maurice ou en Inde, l'essentiel c'est que maintenant tout le monde est là et ils continuent à faire leurs traitements à Rodrigues. Grace à notre proactivité sous l'impulsion du Commissaire avec bien sûr, qui a donné les instructions et les administrateurs qui ont également suivis ces instructions - *ki enan pé dir incompetent, mo pa kone comment li appel ça incompetent* – dès le lendemain les

patients ont pu prendre l'avion pour Maurice. Mais qu'est-ce qui s'est passé sous le régime du MR ? ce n'est que trois jours, c'est dans la réponse du Commissaire, trois jours après le non-fonctionnement de l'appareil que les premiers patients ont été envoyé à Maurice. On avait pris tellement de temps, on avait pris tellement de temps pour prendre une décision qu'un des patients dialysaient avait même décidait de faire le déplacement sur son propre frais et n'a jamais était rembourser par l'Assemblée Régional, Madame la présidente, le Gouvernement MR. Par contre, comme j'ai bien dis dès le lendemain en ordre prioritaire, les patient concernaient été déjà à Maurice. Nous avons pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer que tout se passe dans les meilleures conditions. C'est pourquoi nous avons ici la conscience tranquille. On a fait ce qu'il fallait. Et, moi personnellement, j'ai parlé à trois de ces patients concernaient quand ils ont retourné. Deux d'entre eux sont entièrement satisfaits. Bien sûr, en sus de ce que le Commissaire a rencontré moi j'ai parlé à trois personnes et ils sont tous très satisfaits. Il y a seulement une personne qui m'a fait une petite remarque qu'on a bien noté qu'il y avait quand même de va et vient devant le pensionnat. Et, ça c'est hors de notre contrôle mais quand même on a pris bonne note de tout ça. Mais cette personne a ajouté que l'organisation du système de dialyse à Rodrigues est nettement supérieure à ce qu'on a à Maurice, Madame la présidente. Donc, nous avons pris en charge tous les frais de déplacement incluant les billets d'avion. L'hébergement, les repas, le transport entre autre pour ces patients. Et aussi leurs accompagnateurs. *Is it not a caring government, Madame la présidente ?* Mais qu'est-ce qui c'était passé en 2007 ? Donc, je vais donner la réponse venant de l'ex-Commissaire lui-même, à une question supplémentaire posait par un Membre de l'OPR de l'époque – *A meal and transport allowance were given to them and if not if they will get reimburse for their stay.* Voici, la réponse du Commissaire, Madame la présidente, *I quote: « Madam Chairperson, it has never been brought to my knowledge that patients sent to Mauritius are paid per diem for things like that or the patients who are in hospital, nine of them living at relatives' place and the others stay at hospital, in hospital people get foods, get drink, get a place to sleep. Mr. Chairperson, Sir, really the question of the Respected Member surprises me because it has never been the practice when we send people to Mauritius they normally stay in hospital, patients they stay in hospital, they may request to be at their relatives' place then at their cost ». Voilà la gestion du Gouvernement MR qui prétend être pour la population, Madame la présidente.*

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order ! Order, please !

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order, please!

The Commissioner for Social Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Comme disent certaines expressions chinoise : « *Celui qui veut aller plus loin sur le chemin de la vie doit savoir où mettre ses pieds* ». Voilà, Madame la présidente. Nous, par contre, au sein de la majorité, nous sommes attentifs aux préoccupations des gens. Nous restons toujours à l'écoute et dans la mesure du possible, nous prenons les décisions nécessaires pour répondre à leurs besoins et les soulager dans les épreuves. Et c'est comme ça que nous agissons depuis notre arrivée au pouvoir depuis 2012 et c'est comme ça que nous allons continuer à agir jusqu'à la fin de notre mandat et pourquoi pas au-delà ? Parce que je sais que nous allons revenir, Madame la présidente. Donc, les Rs200 qu'on parlait n'existe pas. Ça me fait... enfin, c'est un petit peu drôle, c'est triste même. Peut-être le membre n'a pas beaucoup d'informations. Quand il nous questionne sur les Rs200, c'est peu et ça n'existe pas ! Ce n'est qu'en 2013 quand nous avons écouté le peuple, les patients qui sont transférés à Maurice, nous avons cru bon qu'il fallait tout mettre ça en place Madame la présidente. C'était en 2013 quand j'étais Commissaire...

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Social Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Quand j'étais Commissaire...

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Social Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): If you want, I can table it, the letter from the decision taken by the cabinet in Mauritius. I met the then Commissioner for Social Security, Mrs. Bappoo and I asked her to consider the possibility of paying a stipend to our patients who were transferred to Mauritius from the National Solidarity Fund. This happened very soon and obviously, there was... M. Genave était le DH de ma Commission. Il est très au courant aujourd'hui, c'est lui le commissaire de la santé, Madame la présidente... Pardon, le DH de la santé, Madame la présidente.

[Applause]

The Commissioner for Social Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Voilà, il y a beaucoup de choses.

[Interruptions]

The Commissioner for Social Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): *Rodé, rodé kot été. Donc...*

Madam Chairperson: Order, please!

The Commissioner for Social Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Et bien sûr, maintenant, nous sommes allés plus loin parce que comme ma collègue a si bien dit, *it is paid across the board*. C'est pourquoi en 2015, donc, nous avons pris la décision d'accorder un budget spécial et tout le monde peut avoir accès, peut avoir cette facilité d'avoir justement ces *allowances*, Madame la présidente. Donc, juste pour vous dire en 2006 et 2012, pour moi, c'était la période la plus sombre. On faisait vraiment face à une série de problèmes, de scandale et heureusement que ça va beaucoup mieux aujourd'hui. Et on peut avoir un débat là-dessus plus tard mais aujourd'hui, on parle du service de la santé. Venez avec votre motion de blâme contre moi, vous allez comprendre. Toujours en référent... je ne veux pas aller au-delà, en dehors. Je veux simplement parler par rapport à des choses que vous allez pouvoir vérifier, que les gens auront accès aussi parce que je ne vais pas bluffer aujourd'hui. Je ne suis pas là pour bluffer. On est sérieux. On dit la vérité, rien que la vérité, Madame la présidente. Donc, je vais mentionner quelques cas comme confirmé par le commissaire de la santé à travers les différentes PQs où la plupart posée par M. Simon Pierre Roussety. Par exemple, B/157 – 09 octobre 2007 par rapport au x-ray apparatus :

« X-ray apparatus at casualty department broke down on 20 April this year. Consequently, all x-rays examinations were performed in the main X-Ray Department near female ward. »

Le 28 août 2007:

“[...] X-Ray machine at the Main X-Ray Department also” ... les deux, “...also broke down”.

And as a result the:

“portable X-Ray apparatus [...] was brought to the X-Ray Room at the Casualty Department”.

Donc, en panne du 20 avril 2007 au 27 septembre 2007. Patients with complex cases... Là on parle de la vie des gens. Le *Minority* a parlé là-dessus. On parle de la vie des gens. Patients with “complex cases could not be handled [with x-ray, with such x-ray machine].” C'est la réponse donnée par le

Commissaire lui-même. « [...] *patients needing x-rays of abdomen and spines had been requested to call later when the machines would be operational again.* » Ça, c'est comme ça. Et ce qui est encore plus triste, Madame la présidente : *it is only on 27 September 2007 that a secondhand apparatus was negotiated from SSR Hospital.* Ici, nous achetons des appareils, des machines neuves. C'est ça, le respect des Rodriguais. C'est ça, le respect envers les patients ; non pas pour aller demander des appareils qu'on utilise plus, dépassés, *outdated*, Madame la présidente. Et ce n'était pas tout. Ce n'est pas tout. *We have extended this service to Mont Lubin Hospital.* Maintenant d'essayer isponible x-ray à Mont Lubin également. Nous avons un scanner.

Tout ça, c'est le gouvernement de l'OPR, Ismaël Vamimamode, Simon Pierre Roussety, donc, c'est la compétence de ce Gouvernement, de cette équipe. Et, Madame la présidente, durant toute cette période, il y avait également un climat de tension qui régnait à tel point que les personnels ailleurs de la santé étaient vraiment découragés. Certains médecins voulaient à tout prix retourner à Maurice. Quelques dentistes, quelques médecins et dentistes pour faire prévaloir leur droit ont même dû prendre l'extrême décision de quitter l'hôpital pour aller manifester leur colère au bureau du Chef de département à Port Mathurin comme confirmé par le commissaire d'alors lui-même. Allez lire *Hansard debate no. 11 of 09 October 2007*. Allez voir, Madame la présidente, allez voir. Par conséquent, il y a eu ce jour-là, ce mercredi 27 septembre, il y a une interruption des services de santé à l'hôpital de Crève-cœur par les médecins de la matinée donc, du 27 septembre.

Pour quelle raison ? Pour quelle raison en raison du non-paiement depuis trois mois the allocation incitative payable mensuellement conformément à leur contrat de travail au cours de leur *tour of service* à Rodrigues. Donc, c'est ça gérer un pays, Madame la présidente ? Et réagissant à travers une déclaration dans la chambre pour essayer de contredire un article paru dans le journal, *Le Rodriguais Autonome*, parler du découragement des médecins en poste à Rodrigues, *debate no. 4 of 22 quatrième mois 2008*. Il a tout de même affirmé qu'un couple médecin a formulé la demande à ce qu'il soit transféré à Maurice et a aussi parlé du cas de dentistes qui s'est senti menacé et qui a demandé de retourner à Maurice. Tous ça sont là, Madame la présidente.

L'histoire retiendra aujourd'hui que grâce à la vision de l'OPR, nous avons des médecins Rodriguais en poste. Nous avons des médecins Rodriguais, des généralistes et aussi des spécialistes mais aussi nous sommes fiers. Nous pouvons dire que nous avons beaucoup de demandes par rapport aux médecins Mauriciens qui veulent rester à Rodrigues pour exercer leur profession. Donc, c'est pour nous, un bon signe, ce qui veut dire qu'il y a ce climat de confiance qui règne au sein du service de la santé, Madame la présidente. Et c'est ça, la bonne

gouvernance. C'est pourquoi je soutiens à fond mon collègue, Commissaire Simon Pierre Roussety et il mérite sa place aujourd'hui comme Commissaire de la santé. Et sous le MR, toujours, tout était permis à cette époque-là. Tout était permis. Allez voir la question no. 9 of 17 septième mois 2007. Même des passe-droit. Donc, on retient cette date du dimanche 08 juillet 2007. Tard dans l'après-midi où le Gouvernement MR s'est permis de pénétrer dans la salle de Mont Lubin sans autorisation, sans respect du personnel, pour les personnels et patients qui s'y trouvaient.

C'est ça, Madame la Commissaire : passe-droit. Et ce qu'ils ont essayé de faire. Il y a même eu une altercation avec un des employés qui avait par la suite été transféré « *punitivement* » parce qu'il voulait lui faire comprendre qu'il fallait respecter les fonctionnaires et qu'il n'était pas sensé venir se comporter ici comme un Zorro. Malheureusement, on a revu des agissements semblables à l'hôpital de Crève Cœur la semaine dernière. C'était la semaine dernière ? Oui, par certaines personnes qui se prennent pour des tout-puissant. Et dommage que certains membres de cette Chambre qui jouent dans l'ombre de cette autre personnalité tous en perte de vitesse et craignant leur survie politique ont essayé de faire un *replay*, de faire un *remake*. Voilà qu'est-ce qui se passe, voilà pourquoi vous voulez revenir au pouvoir pour justement faire croire que vous êtes des tout-puissant et que vous pouvez faire tout ce que vous voulez.

Débat 14, no. 14 of 18/12/07, B206 – *Biochemistry Analyser* du laboratoire du QEH qui était hors de service pendant un mois soit du 12 novembre 2007 au 11 décembre 2007. Entretemps, les patients avaient besoins de ce service étaient tous pénalisés, Madame la présidente. Et tout à l'heure-là, le leader de la minorité a parlé également des *blood tests*. C'est vrai, ça arrive malheureusement mais ça ne date pas d'aujourd'hui. Les cartes... Comment on appelle ça ? Le dossier parfois, on égare certains dossiers. Et ça, c'est vrai. Ça arrive de temps en temps et en 2007, le Commissaire d'alors avait affirmé que c'est vrai. Parfois, il rencontre des gens qui font des plaintes. *And, what he said ? He admitted that he received complaints from some patients saying that their blood tests were untraceable.* Donc, *debate no. 5 of 19/05/09.*

C'est en 2009. *He has also been informed by the Health Director that certain blood results have been wrongly dispatched to other Area Health Centres as the pathological request form were not properly filled. Unfortunately, ce qu'il a dit, despite the measures and circulars issued, this problem at time persisted.* Et c'est vrai, malheureusement, nous aussi, nous avons constaté ça. C'est pourquoi nous ne voulons pas prendre des mesures... Comment on appelle ça là ? *Done panadol.* Des mesures palia... Non palliatives ? Nous ne voulons pas venir avec des mesures palliatives. Et that is why this Government through the Commissioner Simon Pierre Roussety, took the bold decision to find a long-term

solution to this shortcoming with the coming into operation of the E-Health System by the end of this year. Le contrat a déjà été alloué, Madame la présidente. Le contrat a déjà été alloué. Il n'y aura plus de problèmes de circuler les dossiers à gauche, à droite, de Mont Lubin à La Ferme, dans les différents centres de santé.

Donc, ce ne sera plus un problème. Donc, c'est ça le but de ce Gouvernement. Nous voulons trouver des solutions durables, des solutions à long-terme, non pas essayer de faire quelque chose de gauche et à droite pour faire plaisir à une personne et puis, le problème persiste plus tard. Donc, indeed, tests results will be directly input into the system after analysis on the account of patient, just like you can obtain results. Par exemple, dans les laboratoires privés comme Greencross. Donc, c'est ça un gouvernement qui a une vision, qui vraiment travaille pour l'amélioration du service de la sante. Mais tout à l'heure-là, peut-être j'allais oublier de mentionner quelque chose. Le *Minority Leader* parlait de peut-être nombre de personnes décédées.... Donc, je ne veux pas entrer dans le débat mais juste pour vous dire en 2007, *there was one case of a certain person who died the very day he was admitted in hospital*, dialysé on the 28 December. Il n'avait pas été transféré à ce moment-là sur Maurice.

Ça, c'est la réponse aussi du Commissaire. Je ne viens pas faire de polémique mais il faut savoir... Voilà, il faut savoir ... Voilà, *nou ine debisté zot*. Donc, pour continuer sur quelques d'autres problèmes juste pour vous dire, à Mont Lubin *Health Sector* en 2008, il y avait le cyclone Ivan.. Il y avait un cyclone Ivan. On a dû évacuer en catastrophe, les patients à 19h00 durant l'avertissement de cyclone de classe 2 pour cause de problème de générateur que Simon Pierre avait posé en 2008. *Problem with ECG machines at Mont Lubin* pendant la même période, Madame la présidente. Donc, pourquoi essayer de déclarer que vous êtes plus royalistes que le roi ? Pourquoi, Madame la présidente ? *Debate 9 of 21/10/2008*. Moi, je dis tout ça pour essayer de faire comprendre aux membres de la minorité pourquoi ils ont été éjectés du pouvoir. Parce qu'il y avait justement cette mauvaise gestion.

B158. *With regard to water consumption*. M. Simon Pierre Roussety toujours asks the Commissioner for Health and Others as regard to the water consumption of the QEH: Would he for the benefit of the House state whether, the water distributed from Sunday 05 octobre 2008 to date for utilization at all sections of QEH hospital was of bad quality and if the affirmative etc. Et la réponse: "*Mr. Chairperson, Sir, I am informed that water from the taps at [QEH] on Sunday 5th October, 2008 was turbid...*" Ki sa veu dir sa turbid? "[...] so the answer to part (a) of the question is yes."

[Interruptions]

The Commissioner for Social Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): No but is yes.

“However, However, the Acting Health Director has informed my office that the outflow of turbid water from [...] taps were on and off, as a result of its mixing up with clear water from normal network feeding [...] hospital.”

Tout ça pour vous dire qu’il y avait beaucoup, beaucoup. Je ne vais pas énumérer sur tous ces problèmes. La liste est tellement longue. Je vais peut-être prendre encore deux ou trois autres cas pour terminer. Ma collègue, Madame Gaspard-Pierre Louis posait des questions par rapport au transfer of patients to Mauritius. Conditions, they stayed in Mauritius et tout ça. Quelle a été la réponse ? « *I am said that in some cases, patients are at times accompanied by both medical [...]* » etc. This does not mean that every patients are being accompanied. *It happens very often*, très souvent *that patients are not accompanied by relatives to Mauritius*. Aujourd’hui, c’est très important justement pour cet aspect psychologique au lieu d’avoir recourt au membres de l’opposition, ils ont leurs familles à côté d’eux lors de leur transfert à Maurice, Madame la présidente.

Il y a eu des questions par rapport au *breakdown apparatus* de colonoscopie, *lack of ambulances*, *breakdown of ambulances*. Tout ça et on ne peut pas oublier le temps que ce Gouvernement a pris pour pouvoir mettre en opération la nouvelle maternité de Crève Cœur qui était déjà un bâtiment complet pratiquement après. Donc, qui avait été construit par le gouvernement OPR. Ça a pris au moins deux ans et c’était plus *straightforward*, Madame la présidente. Donc, je ne vais pas m’étaler davantage sur tout ce que vous avez fait parce que voilà, c’est justement pour cette raison que vous êtes de l’autre cote de la chambre et vous allez rester là encore plusieurs années, Madame la présidente.

[Applause]

The Commissioner for Social Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): Donc, cette motion de blâme contre un commissaire pour moi est aussi une attaque contre le Chef commissaire lui-même parce que selon le RRA Act, c’est le Chef commissaire élu de cette Assemblée, il a été élu par le peuple et par cette Assemblée et il nomme ces autres commissaires. Et c’est le parti qui décide. C’est le Chef commissaire qui décide et personne d’autre n’a le droit d’ingérer dans les affaires du parti et dans les affaires du gouvernement, Madame la présidente. Donc, aujourd’hui, tout ça, pour nous, nous sommes là pour travailler. Nous avons été élus par le peuple de Rodrigues et nous allons continuer à assurer qu’il soit vraiment content, satisfait du travail qu’on fait. Et bien sûr, nous

sommes optimistes qu'au bout de ce mandat, vous allez constater encore beaucoup, beaucoup, beaucoup de développement, beaucoup d'autres projets qui vont venir.

Et voilà, comme avait bien dit Monsieur Winston Churchill, l'ancien Premier ministre britannique : « *un pessimiste voit la difficulté dans chaque opportunité ; un optimiste (nous, nous sommes optimistes) voit l'opportunité dans chaque difficulté* ». C'est pourquoi nous avançons et nous allons continuer à avancer. Et pour terminer, je vais prendre l'autre citation anonyme toujours sur l'optimisme : « *optimisme et pessimisme sont également nécessaires à la société* ». Donc, c'est aussi bon d'être pessimiste. L'optimiste invente l'avion (nous, nous inventons l'avion), le pessimiste invente le parachute. Donc, vous, vous allez continuer à vous parachuter, Madame la présidente. Donc, voilà, pour nous, la motion de blâme renforce... cette motion de blâme renforce la cohésion...

Madam Chairperson: Commissioner ! Minority Leader! This private conversation cannot go on.

The Commissioner for Social Security and Others (Mr. L. D. Baptiste): la motion de blâme renforce la cohésion du Gouvernement et en même temps fragilise la minorité qui n'arrive plus à mobiliser ses troupes depuis un bout de temps. D'ailleurs, aujourd'hui, une bonne partie de leur électorat courtise les bleus. C'est pourquoi ils ont eu chaud et essayé de noyer le poisson dans l'eau, Madame la présidente. Sur ceux, merci pour votre attention.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. The Fourth Island Region Member.

Mr. J. R. Augustin: Merci, Madame la présidente. En entendant le Commissaire Baptiste s'intervenir sur les actions que le MR a 'fait' en 2007, je me suis posé la question : n'est-ce pas un héritage laissé par le Gouvernement OPR de 2002 à 2006 ?

[Applause]

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order!

Mr. J. R. Augustin: Madame la présidente, tout à l'heure, il y avait le membre Gaspard-Pierre Louis qui avait parlé concernant le rapport que le *Minority Leader* a déposé.

Madam Chairperson: Commissioner. The Commissioner.

Mr. J. R. Augustin: Le Commissaire... que le Minority leader a déposé. Il a parlé sur la date. Madame la présidente, ce n'est pas question de date. Le Commissaire de la santé lui-même, il a procédé que le service de la santé, utiliser l'eau de dessalement pendant quatre ans et l'analyse y reflète ce qui a été servi de dessalement pendant ces quatre ans. Ce n'est pas une question de date, ça. C'est une question de combien de temps, combien d'années, ils ont utilisé quelle eau ils ont utilisé pour le dessalement.

[Applause]

Mr. J. R. Augustin: Madame la présidente, le Commissaire de la santé a fait au moins deux conférences de presse. Deux conférences de presse et là, Madame la présidente, dans cette Assemblée, le Commissaire Gaspard-Pierre Louis a fait comprendre que c'est que hier que le Commissaire de la santé a pu rencontrer les patients qui font de la dialyse. Mais la question que je me pose, Madame la présidente, pourquoi pendant tout ce temps, le Commissaire n'a pas cru bon de rencontrer ces gens qui font de la dialyse ? Mais pourtant, Madame la présidente, pourtant, l'année dernière, le Commissaire de la santé, il était l'invité des Rodriguais qui étaient à Maurice. Il était parti voir les Rodriguais qui étaient 'admisés' dans les hôpitaux à Maurice. C'est bien ça. C'est une bonne décision. Mais là-bas, il a vu les difficultés que les Rodriguais y rencontrent et il a même versé ses larmes, Madame la présidente.

[Interruptions]

Mr. J. R. Augustin: Mais aujourd'hui, aujourd'hui pour ces mêmes patients qui font de la dialyse, il prend autant de temps pour aller les rencontrer. Pourquoi, Madame la présidente ? La Commissaire Gaspard-Pierre Louis aussi, elle a parlé de Rs200. Les Rs200 que le Gouvernement, le support financier de Rs200 que le Gouvernement régional donnait à ces gens qui partait en traitement à Maurice. Mais quand je regarde le budget, le discours du budget de 2015, qu'est-ce qui est écrit, Madame la présidente ? Je cite, paragraphe 152 :

« M. le président, le support financier de Rs200 par jour alloué aux patients transférés à Maurice pour des soins de santé a été revu. En 2015. Une unité a été mise en place à l'hôpital de Crève Cœur pour assurer un paiement plus rapide. »

Mais c'est dommage, Madame la présidente. Les gens qui sont partis en traitement à Maurice, ils attendent ces Rs200 depuis septembre de l'année dernière.

[Applause]

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order!

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order!

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order!

[Interruptions]

Mr. J. R. Augustin: Madame la présidente, dans une de ces conférences de presse, le Commissaire de la santé, il a dit ceci, je cite, Madame la présidente, concernant le problème de dialyse à l'hôpital de Crève Cœur :

« Je ne démens pas le fait que le problème est grave... » Il concède qu'il y a un grave problème concernant les dialyses. *« ...et je rassure la population qu'il n'y a eu aucun décès lié à l'utilisation de l'eau de dessalement. »*

[Interruptions]

Mr. J. R. Augustin: Je redis, oui :

« Je ne démens pas le fait que le problème est grave... » Il concède que le problème est grave. *« ...et je rassure la population qu'il n'y a eu aucun décès lié à l'utilisation de l'eau de dessalement. Il y a eu dysfonctionnement d'un filtre et entretemps, nous avons fait l'acquisition des nouveaux équipements pour le dialyseur. »*

Oui, il a présenté ses sympathies. C'est bien. Les questions qu'on se pose, c'est qu'il y a besoin, qu'il y a aussi besoin de réponses, Madame la présidente. Pourquoi le service de la santé a cessé d'utiliser pour le dialyse qui provenait de Le Chou ? Qui a autorisé ou bien qui a conseillé le service de la santé à utiliser l'eau de dessalement pour le besoin du dialyse ?

[Interruptions]

Mr. J. R. Augustin: L'eau de dessalement que bien sûr, le Commissaire dit avoir utilisé pendant quatre ans. Pourquoi le Commissaire a renoncé que le service de santé dorénavant utilisera l'eau provenant de Le Chou. Est-ce qu'il y a eu un problème lié à l'utilisation de l'eau de dessalement ? Est-ce qu'il y a eu un service de maintenance et des personnes formées pour travailler sur ces appareils ? Depuis quand date les dernières maintenances sur ces machines ? Je ne pose pas que des questions pour avoir des réponses ; j'ai aussi ma contribution à apporter pour améliorer justement ce service. Au lieu de transporter, c'est une proposition, au lieu de transporter l'eau du camion citerne pour le besoin de dialyse tous les jours à l'hôpital de Crève Cœur. Pourquoi pas faire un réseau spécial de Le Chou jusqu'à l'hôpital de Crève Cœur ? Bien sûr, on connaît l'époque clôturé, mettre de la sécurité tout ça. C'est une proposition. Est-ce qu'il y a eu un protocole entre l'Assemblée régionale et le ministère de la santé en ce qui concerne les transferts des patients à Maurice et retour et aussi assurer le bien-être de ces patients et accompagnateur entres autres ? Est-ce que la Commission envisage de faire... Qu'est-ce que la Commission envisage de faire afin que les incidents survenus à Maurice, que mes collègues ont longuement parlé là-dessus, ne se reflètent pas à l'avenir ? Et j'avais noté aussi pourquoi pas mettre en place un *advisory board* au sein du service de la santé et là, j'ai... la Commissaire a parlé de cette unité. Madame la présidente, cette Motion de blâme a sa raison d'être. Qu'est-ce qu'on est en train démontrer, Madame la présidente ? Que le système de santé actuel le Gouvernement régional s'est engagé à fournir n'inspire plus confiance à la population malgré les différentes actions préconisées dans les deux précédents budgets. Je fais référence à l'engagement 6 : promouvoir le bien-être à travers un service de santé rapide et efficace. Beaucoup de questions ont été posées au Commissaire de la santé depuis 2017, partant du problème d'hygiène et sanitaire, des patients qui sont allés se faire soigner à Maurice, le service d'ambulance, le service physiothérapie entre autres et on n'a pas eu les réponses concrètes à ces questions. Il y a aussi pas mal de problèmes dans les hôpitaux, pas mal de problèmes que les patients y rencontrent, Madame la présidente, et j'ai aussi témoin de ce problème. Combien de patients qui ont fait la queue pour être admises dans les salles à l'hôpital de Crève Cœur ? Il y en a qui attendent, qui dorment sur les bancs à l'hôpital de Crève Cœur pour attendre qu'il y a quelqu'un qui a sa carte de décharge pour pouvoir être admises à l'hôpital. Combien de personnes, combien de patients, ils ont dû attendre combien d'heures pour pouvoir avoir une ambulance pour arriver à l'hôpital ? Et des fois quand il y a ce retard, on a des gens qui meurent aussi. Beaucoup des dossiers... nos collègues ont parlé là-dessus, perdus mais par contre, il y a des dossiers qui prennent les places des patients et qui dorment sur les lits justement à l'hôpital de La Ferme. Et, Madame la présidente, il y a beaucoup de problèmes

à l'hôpital et il y a beaucoup de promesses aussi non tenues. Et justement dans le budget de 2015, depuis le budget de 2015, je revois encore paragraphe 151 la deuxième phase de rénovation du centre de santé de La Ferme sera complétée. Jus qu'aujourd'hui, Madame la présidente, on attend toujours. Mes collègues aussi ont parlé du laboratoire qui est recouvert de prélat et dans ce même budget, dans ce même discours budget de 2015, paragraphe 151, les centres de santé de Mont Lubin et de La Ferme seront pourvus d'un service de radiologie et d'un laboratoire. Là, on a appris qu'il y aura un nouveau laboratoire installé à Crève Cœur mais qu'en est-il du centre de santé de La Ferme et de Mont Lubin ? Madame la présidente, je ne vais pas aller trop long mais je fais aussi des propositions. Il y a eu des problèmes et j'espère que le Commissaire en question, il va pouvoir régler ces problèmes. Et, Madame la présidente, la Commissaire Franchette Gaspard-Pierre Louis, il a parlé du recrutement des personnels, différents recrutements mais je me demande s'il est patent de recruter un directeur de secteur Rodriguais pour l'hôpital de Rodrigues. Il y en a mais si ce n'est pas le moment de recruter parce qu'avec l'accueil qu'on a reçu à l'hôpital... *Non pa ti akoz sa*. Parce qu'il y a le Rodriguais, le Rodriguais est là.

[Interruptions]

Mr. J. R. Augustin: Le Rodriguais est là...

Madam Chairperson: Order !

Mr. J. R. Augustin: *Nou kapav, nou pa kapav?*

[Interruptions]

Madam Chairperson: You please address the Chair!

Mr. J. R. Augustin: Merci, Madame la présidente. Et j'espère que le Commissaire de la santé, il va prendre les taureaux par les cornes pour pouvoir régler tous ces problèmes. Merci, Madame la présidente.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, respected Member. The Commissioner for Agriculture and Others.

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee): Madame la présidente, merci de me donner la chance de parler sur cette motion que d'après moi, n'a pas vraiment de sens parce que pour venir vraiment de parler du debut meme, quand on m'a dit qu'il y avait une motion de blame sur le

Commissaire de... Je ne savais pas. J'ai eu un message me dire : *motion de blame, motion de blame, tou dimoune pe affolé, motion de blame*. Je pensais qu'il y avait quelque chose de fort, que : *mo dir Simon to dehors mem ha cou la*. Je croyais que... Au début, j'avais peur, je dois dire. Oui, je me dis qu'est-ce qu'ils ont contre Simon là, qu'est-ce qui se passe. Je ne savais pas trop. Après, je téléphone à Simon, je téléphone à mes collègues, je dis : qu'est-ce qui se passe ? Et puis, j'ai vu que là, je confirme aujourd'hui.

Madam Chairperson: Commissioner, you please address to the Members of the House in an orderly manner. Commissioner Roussety.

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee): Commissioner. Sorry, Commissioner Roussety. Big respect to you, Commissioner. Donc, ça confirme aujourd'hui, après avoir entendu les membres de l'autre cote parler de cette motion qui d'après eux, est là pour casser le gouvernement par exemple. Je vois qu'il y a des gens bien cravatés, bien costumés derrière qui sont venus : *Gouvernement pou kassé zordi*. Mais c'est du n'importe quoi. C'est du n'importe quoi. Quand j'ai entendu... *Zot allé zot tou ? Pou zot pa gagne écouté ?* Quand j'ai entendu le *Minority Leader* parler au début, je me suis dis : je confirme que c'est... on me fait perdre mon temps, Madame la présidente. Je perds mon temps à venir là. J'avais beaucoup d'autres choses à faire mais malheureusement, je sens que je perds mon temps parce qu'il n'y a rien. Il n'y a rien qui montre que cette motion valait la peine d'être de débattre ici.

Même après, quand on a entendu mes collègues parler, surtout le Commissaire Baptiste qui est venu avec d'effets flagrants, je pensais... Comme le *Minority Leader* avait dit, comment nous, on va débattre ? Qu'est-ce qu'on va dire ? Moi, je disais plutôt lui, il aurait mieux fait à ce stade même là, de retirer cette motion. Parce qu'il n'y a pas, il n'y a rien ! On est en train de perdre notre temps ! On va manger encore un peu ici. On va rester encore le soir pour discuter sur un truc qui n'a pas de sens, qui n'a pas de sens. Il n'y a pas de sens. Et le *Minority Leader*, je vais commencer par lui, a dit : *people fear for their lives with regards to la santé, le service de la santé à Rodrigues*. Mon collègue, Baptiste, lui a fait comprendre que *people should have feared for their lives when the MR was there in power*. Parce que maintenant, il y a beaucoup de progrès. Ma collègue, Franchette Gaspard-Pierre Louis a montré tout ce qu'on a fait, tout ce qu'a fait le Commissaire mon ami, Vallimamode, qui aurait dû être auprès de moi, là aujourd'hui et que continue mon collègue, Simon Pierre Roussety que j'apprécie beaucoup, je pense que quelqu'un qui a...

Je ne vais pas servir de ce mot là parce que c'est *unparliamentary* mais vous savez de quoi je parle. Il a ça. C'est quelqu'un qui a... Le *Minority Leader*

a dit : l'autonomie de Rodrigues, il faut que ça soit un exemple. On dit que ça soit un exemple pour le monde. Mais oui ! C'est vrai ! Je lui donne raison. C'est un exemple, l'autonomie. On est un exemple pour le monde. Ce n'est pas vrai ? Qui dit le contraire ? Qui dit le contraire que Rodrigues, l'Assemblée régional actuelle n'est pas un exemple pour le monde ? On est un exemple pour le monde et nous, fiers de l'être. Et vous aussi, vous êtes là-dedans parce que c'est les Rodriguais. C'est Rodrigues qui est un exemple pour le monde. Donc, mais vous aurez dû nous dire merci pour avoir mis Rodrigues à ce niveau. Il a dit aussi : il faut convertir les paroles en action. Mais c'est quoi tout ça ? Mais c'est ce qu'on fait ! Mes collègues ont parlé de ça.

Je ne vais pas perdre mon temps... *pas pa tardé là-dessus* mais je vais venir directement parce que je trouve qu'il n'y a pas mal de choses qui a été dites mais qui sont... C'est exactement ce qu'on fait. Il a dit aussi santé, la santé, ça doit être une section prioritaire. *Bein oui !* On est d'accord là-dessus ! Vous n'êtes pas d'accord que c'est une question prioritaire ? Vous savez combien d'argent on investit tous les ans dans la santé ? Vous savez combien on va investir cette année, cette année encore ? Mais oui ! On est d'accord avec vous que c'est une priorité et c'est une priorité pour nous. Où je ne suis pas d'accord, le *Minority Leader* a dit aussi, il parle de démission. Là, je vois le *hidden agenda behind this Motion*. Il veut que le Commissaire démissionne ou que le Chef commissaire demande la démission de... On démissionne si on a fait quelque chose de mal ! Qu'est-ce qu'il a fait ? De qu'est-ce que vous lui reprochez ? On a fait le tour. Il y a quelques membres qui ont parlé. Il y en a d'autres qui vont parler.

Qu'est-ce que vous reprochez au Commissaire ? C'est ça, je dis la pertinence de cette motion. C'est quoi votre pertinence ? Qu'est-ce qu'il y a de si extra pour dire que... motiver tout le monde, emmener tous ces gens là pour dire motion de blâme contre le Commissaire Roussety ? Qu'est-ce qu'il a fait ? Je n'ai pas trouvé. Il a parlé aussi de... Je vois que comme a si bien dit ma collègue, Franchette Gaspard-Pierre Louis, on parle de : il ne faut pas dire que les officiers sont coupables ! Ah bon ? Ah bon ? Est-ce que c'est le Commissaire qui vérifie le filtre ? C'est toute une équipe de la santé, qui gère la santé. Donc, il ne faut pas parler. Il faut dire ce qu'il y a. Dossier disparu. Le Commissaire prend des dossiers, emmène à la maison ? Est-ce qu'on emmène des dossiers à la maison ? Je suis Commissaire mais malheureusement, il n'y a personne devant moi qui a été Commissaire là. Donc, vous ne savez pas ce que c'est. Vous, vous avez été ministre. Vous devez savoir, *Minority Leader*. On parle d'incompétence du Commissaire. C'est un gros mot. Madame aussi a parlé d'incompétence, a traité de truc, de catastrophique. Ce sont des mots graves ! On ne peut pas dire quelqu'un d'incompétent sans pouvoir trouver que cette personne est incompétente.

Heureusement que vous êtes ici et vous avez le limité parlementaire. Si vous étiez dehors, on vous aurait mis à la cour. Vous auriez prouvé c'est quoi ce mot de 'incompétence'. On ne peut pas dire ça. On parle de laboratoire. Le laboratoire fuit, tout le monde le sait, et on prend la décision pour couvrir, on l'admet c'est clair, oui. Qu'est-ce que c'est une décision ou pas ? Moi, je vais dire que c'est une bonne décision. C'est quoi laboratoire ? Est-ce un laboratoire, c'est le bâtiment ou c'est ce qu'il y a à l'intérieur, les appareils, tout ce qu'il y a, qu'est-ce qu'il faut. Qu'est-ce qu'on fait ? Qu'est-ce qu'on aurait dû faire ? Qu'est-ce que le Commissaire aurait dû faire ? Fermer le laboratoire en attendant qu'on fait l'autre. En attendant, on prend son temps, on construit un tout neuf et entretemps, on ne fait plus de test. C'est ça que vous vouliez ? C'est ça que vous critiquez mon collègue, Commissaire Roussety ?

Il aurait dû, c'est ce qu'il a fait, bon, résoudre le problème parce que c'était un problème de gouttes, de quelques gouttes d'eau qui tombaient et ce n'était pas un problème de matériel. Ce n'était d'outil. Le laboratoire reste le laboratoire. C'est pour ça vous, vous pensez de l'autre côté de la Chambre que vous avez construit un « *labattoir* » à Baie Diamant. Vous n'avez pas construit un abattoir. Vous avez construit un bâtiment *to house the thing*. Le « labattoir », on est parti avec mon collègue à Maurice visiter l'abattoir de Roche Bois. C'est tout autre chose ! Il n'y a pas. Il y a des équipements. Il y a des trucs... Ce n'est pas... On aurait pu faire mon bureau là-bas à Baie Diamant. Je n'avais pas de bureau. J'aurais dû aller là-bas. Ça aurait été super d'avoir un bureau là-bas. C'est maintenant qu'on est en train de faire l'abattoir.

Donc, un laboratoire pour vous dire ce n'est pas le bâtiment. Ce n'est pas le bâtiment, le laboratoire. Le *Minority Leader* a parlé d'incinérateur, de problème d'emmener les déchets là-bas à Camp Pintade, Baie Topaze. Il a dit aussi... Vous avez été mon professeur d'agriculture, M. le *Minority Leader*. Vous avez dit dans cette Assemblée là, il y a quelques minutes ou bien quelques heures : l'eau percole. Si l'eau percole, donc, les animaux peuvent boire. Comment les animaux boivent de l'eau qui percolent ? Il faut définir le mot percolation. Quand l'eau percole, ça veut dire ça rentre dans la terre. A moins que 'le' percolation, c'est ça. J'ai fait l'agriculture à l'université aussi. *This is percolation*. Il y a un autre truc qui s'appelle *runoff*. Donc, quand on parle de *runoff*... Vous m'avez mal enseigné, Monsieur mon prof d'agriculture.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee):
Quand on parle de *runoff*, si l'eau passait... was running off, à ce moment-là,

j'aurais dit que peut-être les animaux pourront boire. Mais si ça percole, il n'y a pas de souci. En plus de ça, et ça percole et quel est le niveau de là où on fait le travail par rapport au niveau de la mer ? Mais quel problème il y a ? Il n'y a pas de problème. Non, percolation. Donc, biologie, il faut savoir ce que les... A partir de maintenant, ressaisissez bien les mots que vous utilisez parce que... Là, il parle de... Je pense que tout est tourné d'après ce que je comprends autour de ce truc de dialyse. Je ne vais pas m'attarder là-dessus parce qu'il y en a plein qui ont parlé.

Mon collègue, Commissaire Baptiste vous a montré que finalement, le travail a été bien fait. Et je profite l'occasion pour féliciter mon collègue, Commissaire Roussety pour avoir pris les bonnes décisions en temps voulu. On a montré qu'avant, vous ne prenez pas les décisions en temps voulu. Nous, on a pris les décisions en temps voulu. En plus, quand j'ai vu le rapport que nous a donné le Commissaire Roussety, il disait que les patients étaient *on full board*. Vous savez ce que ça veut dire ça ? Moi, je pars à Maurice en vacance ; je n'arrive pas à partir *on full board*. *Full board* veut dire, ça veut dire pour les gens qui ne comprennent pas *full board*, je vais m'attarder un petit peu...

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order, respected Members in a sitting position, please!

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee): Pour les gens qui ne comprennent pas c'est quoi *full board*, ça veut dire vous vous levez le matin, vous vous asseyez tranquille, vous attendez. Le petit déjeuner servi. Après un petit moment, soit vous allez faire votre dialyse, soit si c'est pour l'après-midi, on vous sert le repas de midi et après la réunion qu'il y a eu avec les personnes, les patients, ils ont dit que : wow, au niveau de propreté, il n'y a pas de problème, au niveau de nourriture, il n'y a pas de problème. Et ils n'avaient pas le souci. Même s'ils font de la dialyse, je pense que ces gens-là, peut-être à la maison, ils cuisinaient. Mais là, ils étaient : wow ! Plus wow ... Comment on appelle ça, là ? Ils étaient des rois. Quel traitement mon collègue, le Commissaire Roussety a donné à ces patients ? Ça demande...

[Interruptions]

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee): Ça demande...

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order!

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee):
Troisièmement, par rapport à...

Madam Chairperson: Second Island Region Member, please!

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee):
Troisièmement, il n'y avait pas une question de prix. Il n'y avait pas une question de coût. Le Commissaire lui a si bien dit...

[Interruptions]

The Chief Commissioner: Madam Chairperson, on a point of order, please. I am listening to my colleague who is delivering his speech on the Motion. Well, he should not be interrupted by Members of the other side. Could they stop reacting to his speech? Okay.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Yes, indeed, Members from a sitting position, please! I have been saying it several times.

Mr. J. L. R. Perrine: Both sides! Not only us here!

[Interruptions]

Madam Chairperson: Respected Members, I am ruling on a Point of Order from the Chief Commissioner, please! We should be able to hear the speech of each and every Member in this Assembly without any interruption. Members will have time to intervene. Each Member will have time to intervene when the time comes. So, please, you allow Members to speak, to make their speech without any interruption. This is clear in our Standing Orders. So, please!

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee):
Madam Chairperson, pour terminer sur le truc de *full board*, après la session de dialyse ou même quand il n'y a pas de dialyse parce que je sais qu'on ne fait pas de dialyse tous les jours. Même pendant qu'il ne faisait pas de dialyse, après les patients s'allongeaient sur leurs lits, attendre le dîner. Ce n'est pas magnifique, ça ? Pourquoi on dit que c'est catastrophique ? Ce n'est pas magnifique de la part de mon collègue, Simon Pierre Roussety, collègue Commissaire ? Comment se fait-il qu'on peut dire qu'il a fauté ? Qu'est-ce que vous lui reprochez ? Même dans le truc de dialyse, vous ne le reprochez rien. Vous ne pouvez pas. Il n'y a

pas de sens, il n'y rien qui montre qu'il a fauté. Il n'a pas fauté et il mérite de continuer et on va soutenir.

[Applause]

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee):

Ce que je trouvais, que j'avais peur aussi, je vois le *Minority Leader* aurait tiré un rapport comme ça là : j'ai le rapport, j'ai le rapport ! Comme si c'était la pièce maîtresse de cette motion. J'ai le rapport : mais quel rapport ? Mais le rapport, oui ! Effectivement, le rapport est vrai ! Malheureusement, je maudis cette personne malhonnête qui par rapport... qui a retiré ce rapport apparemment du dossier et qui a fait circuler et je demande qu'il y ait une enquête. un *departmental enquiry*. On est là. On est fort là-dedans maintenant. On va une.... On doit trouver ce coupable. C'est malhonnête et je vais dire un truc. Pour cette personne, je vais dire un truc. Je vais profiter pour dire. Dans quelques heures, ma collègue aurait dû le dire mais elle a oublié, je pense. Dans quelques heures, on va commémorer l'abolition de l'esclavage. Dans quelques heures.

Si vous avez oublié ça. Et c'est quoi l'esclavage ? Et on est toujours esclave. Esclave moderne. Cette personne qui a fait ce travail là, c'est une esclave ! C'est votre esclave ! Vous faites cette personne devenir esclave. Cette personne a menti, cette personne a triché. C'est de l'esclavage pure, simple. J'ai d'autres trucs par rapport à l'esclavage que je vais venir tout à l'heure pour clore mon... C'est de l'esclavage pure et simple. Donc, tricher, c'est rendre... Demandez à quelqu'un de tricher, de voler un document officiel d'un dossier pour vous donner, pour que vous venez vous servir de ça même si ça n'a pas de sens, je vois. Voilà. Donc, je trouve que vous êtes en train... Vous êtes les colons !

Madam Chairperson: Commissioner, please address the Chair !

The Minority Leader : On a point of order, the Commissioner said that we are '*colons*'. I would like that he withdraws that.

Madam Chairperson: You have to withdraw, Commissioner.

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee):

I withdraw the word. Yes, l'esclavage est toujours là, Madam Chairperson. Il y a des gens qui poussent ces gens qui essaient de tricher, qui essaient de tracer pour avoir un petit papier pour soi-disant casser le gouvernement. C'est grave. Je trouve ça....

Madam Chairperson: Commissioner, please ! No personal attack, please !

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee): *Okay, Madam, I remove.* Donc, et puis, le *Minority Leader* a aussi dit comment on va défendre. Au début même de son discours, il disait : comment est-ce que vous allez défendre ça aujourd'hui ? Moi, je lui pose la question sur 'la' même genre de truc. Comment lui... Je croyais que quand il disait ça, il allait montrer quelque chose qui allait rendre ce débat difficile comme si comment nous, comment lui, il allait mettre ces trucs pour qu'on ne puisse pas défendre. Mais je n'ai pas trouvé. Je n'ai pas trouvé, *Madam Chairperson*. Finalement, quand je suis rentré là, mon collègue me disait : « *Richard, je suis venu là avec ça* ». Il me dit : « *t'as rien préparé ?* » Je dis : « *non, pas besoin.* » *Liverpool contre Manchester, ou pa koné ki pli fort.* Mais je savais, je savais, *Madam Chairperson*, qu'il n'y avait rien de... Je n'avais pas besoin de préparer autant.

Merci à mon collègue qui a fait un travail par rapport au fait. Donc, il n'y avait pas besoin de ça. Bon, c'était... C'est tellement facile de défendre que je pense que... Et puis, il parlait d'urgence. Mais oui ! D'urgence, quand on est en urgence, on prend décision qu'il faut ! On agit. Et quand nos patients sont partis pour Maurice et tout le monde sait. Moi, je le sais plus que ça parce que j'ai ma sœur qui fait de la dialyse à Maurice. Je sais. C'est organisé à Maurice. Il y a des gens qui sont, à chaque heure, chaque temps, il y a des gens. C'est un truc que les gens 'fait' normalement. Mais pourquoi ? Ou on arrive, on casse le système. Donc, il faut trouver un moyen de mettre ces gens là, de les faire entrer dedans. Et ce qui a été fait, *Madam Chairperson*.

Donc, encore une fois, je ne sais pas, carte rouge. Et c'est quoi quand il sait bien quelle carte on donne. Carte blanc ? *Alé, mo done Simon Pierre ene carte blanc. Parski carte rouge mentère.* Pour parler dialyse à Rodrigues, je vais témoigner quelque chose que j'ai vécu parce que je vous dis ma sœur fait de la dialyse. Ma petite sœur. Elle est venue ici une fois en vacance. Elle ne voulait pas venir. Je lui ai dit : écoute, il faut que tu viennes à Rodrigues – écoute, je fais de la dialyse. Comment je fais ? Je dis : il y a ce service à Rodrigues. Elle est venue, ma sœur, elle est venue. Quand elle est arrivée là, elle est partie faire. Elle m'a dit : c'est mieux...

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee): Le service à Rodrigues est mieux qu'à Maurice. C'est ce que m'a dit ma sœur que je témoigne ici aujourd'hui. C'est mieux qu'à Maurice. *Mette ene kestion, mo repone toi.*

[Interruptions]

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee): Guette to zafer toi. Apres, je croyais. Je me disais que le membre, le Minority Leader n'a pas pu montrer que c'est important pour nous, peut-être de soutenir la motion pour dire : oke Simon, to bisin alé em. Mais il n'y a pas eu ! Je croyais que le membre Zepth allait venir avec quelque chose de plus pertinent. Mais non ! J'essayais, je commençais à noter. Je dis, il n'y a rien à noter. Il n'y a rien à noter. Qu'est-ce qu'il a dit ? Qu'est-ce qu'il a dit pour que nous soutenons cette... Ce que je l'ai entendu dire, c'est : *bisin fer akisasyon lambulance. Akisasyon lambulance, bisin fer ene prison pour lambulance, akiz lambulance.*

[Interruptions]

The Commissioner for Agriculture and Others (Mr. J. R. Payendee): *Amene moi kot toi. Amene moi kot toi. Amene moi kot toi.*

Madam Chairperson: Commissioner, please address the Chair.

Mr. J. R. Payendee: Et puis, sorry Madam. J'ai vu le Membre Reddy parlait de ... Je profite l'occasion pour remercier le Membre qui est sage. Je le vois sage. Lui aussi, il n'avait rien contre Simon Pierre, sauf que de venir faire des propositions. Il faut lui dire merci. On dit merci pour ces propositions. Mais le but d'aujourd'hui ce n'était pas des propositions. Il était supposé nous montrer que le *boug* n'est pas bon, il faut le mettre dehors. Il faut qu'il démissionne, il faut qu'il parte. Mais il n'a pas trouvé. Donc, merci il est sage d'ailleurs ces cheveux sont un peu comme moi donc on voit très clair qu'il a été sage. Il a parlé de, ce que j'ai retenu de Reddy, aussi il y a des problèmes à l'hôpital...

Madam Chairperson: Commissioner, please. An orderly manner, Respected Member.

Mr. J. R. Payendee: Mais le Membre Respector, Reddy Augustin, Madam Chairperson. Le Membre a dit : « *Il y a plein de problèmes à l'hôpital. Il y a plein de problèmes à l'hôpital* ». Je lui ai dit même, assit je n'aurais pas dû mais je n'ai pas pu tenir, Madame, excusez-moi. J'ai dû dire : « *Ben, c'est tous ce que tu sais. Il y a des problèmes ?* » C'est quoi les problèmes ? Quels sont les problèmes qui montre qu'aujourd'hui on doit être là pour défendre cette motion. Pourquoi on doit être là. Mais il n'y a rien. Peut-être, moi j'aurais dû écouter les autres mais je crois que... il n'y en a pas d'eux, il y a rien d'eux. Il y a rien d'eux. Donc, ma collègue Franchette a fait un bilan pour montrer que le Commissaire Roussety a beaucoup fait. Pas seulement pour la santé, je dois dire. Je profite l'occasion parce que je dois re-féliciter aussi pour l'Infrastructure Publique, qu'il a bien fait aussi. Il a fait beaucoup de chose. Je profite l'occasion, je pas très eu

cette occasion mais puisque je l'ai aujourd'hui officiellement devant tout le monde, je dis qu'il a bien fait. Il a fait beaucoup de travail. Il y a aucune raison pour cette motion. Par contre, ce que je ne savais pas et je n'étais pas là d'ailleurs. Mon ami, collègue Commissaire Baptiste, là si bien dit. Cette motion aujourd'hui pour moi est très importante. Parce que ça nous a donné la chance de retourner un petit peu en arrière. A travers le travail de recherche qu'à fait mon collègue, il est reparti en arrière, il vous a montré que vous n'étiez pas meilleur. Si vous n'êtes pas meilleur, pourquoi vous venez donner des exemples ? Pourquoi vous dites que les autres ne sont pas bien ? *Comment dir ça là ? Ene chose dan to lizié to pas trouvé. To trouve ene ti la paille. Mo enan ene pouter kan to ouvert to lizié...* Donc, merci encore. Là c'est important pour moi, je ne savais pas, parce que je suis un jeune Commissaire. Mais eux, ils ont plus d'expérience que moi, ils étaient là quand toutes ces questions... ils étaient dans l'opposition, ils ont vu, ils ont témoigné l'incompétence. Là c'est l'incompétence. Il y a des preuves, Madame, ma tante Agathe, Madame la collègue...

Mrs. M. T. Agathe: On a point of order. I would like to know to whom the Commissioner is addressing? Is it to you or to me?

Madam Chairperson: The Commissioner should be addressing the Chair. Commissioner, please.

Mr. J. R. Payendee: Je profite l'occasion pour dire... Non, je retire ça, parce que c'est un truc de famille. On parle d'un truc de famille là. On est de la famille.

Madam Chairperson: Order!

Mr. J. R. Payendee: Madam Chairperson, je ne vais pas continuer parce que je trouve qu'il y a rien dans cette motion de blâme. Je pense que, quand j'ai entendu, j'ai même entendu un politicien à Maurice dire : « *C'est bien que le MR vient avec cette motion de blâme* ». Parce que, eux ils pensaient que *ban la pou vine...* Je peux dire un truc en Créole ? *Vine casse ene gro paké*. Mais ce n'est pas vrai. Excusez-moi, si ce n'est pas... c'est Créole. De temps en temps, on peut mettre un petit... Mais l'inverse qui est vrai, le paquet est cassé. Donc, Madame la présidente, ils croyaient qu'ils allaient... Quand j'ai vu des gens tout à l'heure en dehors de la Chambre, ricanaient, costumaient dire que wow. Moi, j'ai une façon de dire à tous mes collègues le savent très bien quand il y a quelque chose de gros, de fort, je dis wowww, ça c'est magnifique. Mais là, il n'y a pas de wow dedans. Il n'y a pas. Il n'y a pas de ... Il n'y a rien de montre... Donc, mon collègue, est-ce que vous avez vu mes collègues quelque chose de fort qui montre que cette motion devait être là. Mais je vais retourner sur le taux d'esclavage pour clore mon débat.

Encore une fois, voilà merci, je dois dire ça. Pourquoi vois-tu la paille qui est dans l'œil de ton frère et n'aperçois-tu pas la poutre qui est dans ton œil ? *Bé li encor là ça. Ene chose biblique ça. Jesus Christ avait dit ça. Vrai pas vrai? Vrai.* Donc, l'esclavage, l'esclavage plutôt est toujours là. On va commémorer. J'ai dit à ma collègue l'autre jour, faut changer ce nom. Je ne veux plus entendre abolition de l'esclavage. Je veux entendre la libération des esclaves. C'est différent. On est libéré.

Madam Chairperson: Commissioner, please address the Chair.

Mr. J. R. Payendee: Maid, Madam Chairperson, est-ce que c'est vrai? J'aimerais bien que ma collègues, Commissaire Rose De Lima que vous repreniez ça demain dans votre discours. L'esclavage est toujours là. Aujourd'hui, ce qu'on est en train de faire c'est de l'esclavage, pure et simple. Avoir une motion de blâme uniquement parce qu'il faut essayer de faire du mal aux autres, c'est de l'esclavage. Avoir la motion de blâme pour essayer de déstabiliser le gouvernement, qui a été élu démocratiquement. Pour moi c'est de l'esclavage encore une fois. J'ai dit l'esclavage par rapport l'esclavage encore une fois. J'ai dit l'esclavage par rapport à cette personne qui pour moi doit être puni. L'esclavage aussi est là, parce qu'on parle, on juge, on est en train de juger le Commissaire Roussety. Et, il y a rien qui soutien, il n'y a rien, rien. Pas de preuve. Il n'y a rien de concret. Donc, essayer de dire aux gens que : wow, il y aura motion de blâme aujourd'hui, parce que le Commissaire Roussety a fauté au lieu de dire merci au Commissaire Roussety pour le travail qu'il a fait. Attend ! Si c'était mal fait, pas une personne qui aurait dû... il n'y aurait pas une. Combien de personnes sont partis ? Les 26 personnes. Est-ce qu'il y a la preuve... ça aussi il faut faire attention hein ! Est-ce qu'il y a la preuve que cette personne qui est parti pour Maurice est mort à cause la personne a été transféré. Il y a 26 personnes... L'esclavage emmenait des gens à l'Assemblée ici aujourd'hui avec cette idée, l'esclavage moderne que on va changer ce que le peuple a voulu, a mis en place, c'est-à-dire, le Gouvernement Régional. On n'a pas été choisi comme ça. On est élu. Les élus du peuple. On est les représentants du peuple. Tout à l'heure vous disiez, vous êtes les représentants du peuple. C'est nous les représentants du peuple. C'est nous, qui sommes les représentants du peuple. Parce que c'est nous qui dirigeons.

Madam Chairperson: No cross-talking, please.

Mr. J. R. Payendee: Je vais lancer un petit message pour clore mon débat. Parce que je pense qu'il est important que je dise ça. Sortait de cette esclavage, sortait de ça. C'est grave ce qui se passe aujourd'hui. Sortait de cette esclavage, parce que vous avez eu l'occasion de diriger et vous n'avez pas été mieux. On

peut seulement critiquer si on est meilleur. On ne peut pas critiquer si on n'est pas meilleur. *Hein, mone dir toi amene moi dan la cour.*

Madam Chairperson: Order !

Mr. J. R. Payendee: Donc, vous n'êtes pas meilleur. Donc, cette motion n'a pas sa raison d'être et moi en tant que Commissaire, parce que peut-être demain vous allez venir avec *ene contre moi*, mais n'essayez même pas. Ni ne pensez même pas. Parce qu'il n'y a pas. Et, il n'y aura pas. Parce qu'il y a que du bien. Donc, je profite. Mon collègue a fait la même chose, c'est que... pas que lui, je parle de tous mes collègues, le Chef Commissaire et les autres, pour tous le travail dure qu'on fait pour faire avancer le pays, pour faire avancer l'autonomie. Et, nous on n'est plus des esclaves. Si vous voulez rester dans l'esclavage, restez-y. Et, demain ma collègue, tu vas parler de ça, hein. J'aimerais bien entendre quelques mots sur cette libération. Nous on est libéré. *Noune libéré, nou pane libéré ?* On est libéré. Libérez-vous de vos... libérez vos esprits. Arrêtez de venir pour n'importe quoi, sautez sur des petites occasions qui peuvent vous montrer que *saute lor ene ti l'occasion pou cas gouvernement...*

Madam Chairperson: Order !

Mr. J. R. Payendee: Non, retirez, sortez de cette esclavage. Dans quelques heures... Combien de temps il reste ? Je ne sais pas compter. Quelques heures même. Réfléchissez là-dessus. Donc, je profite l'occasion pour remercier... peut-être pour le débat parce que j'ai appris beaucoup de chose par rapport à ce qui a fait mon collègue-là, par rapport au statistique. Et, je profite pour féliciter mon collègue Commissaire, Simon Pierre Roussety pour le bon travail qu'il fait. Je lui souhaite longue vie et il sera là tout le temps. Merci.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. The Second Local Region Member of No. 1.

The Second Local Regional Member of La Ferme (Mr. J. N. Volbert): Merci, Madam Chairperson, de me donner l'occasion de m'exprimer sur cette motion de blâme déposait par la minorité contre le Commissaire de la Santé de ce présent gouvernement.

Je vais dire, je ne vais pas réfuter le Commissaire de l'Agriculture car comme d'habitude c'est le show. Il fait du show et il n'y a rien de concret dans ce qu'il a dit pour défendre son collègue Commissaire de la Santé. Ceci dit, Madam Chairperson, Rodrigues traverse depuis un bon bout de temps, voir

quelques trois ans ou légèrement plus le moment le plus sombre de son histoire en ce qu'il s'agit la gestion au niveau de la santé.

[Applause]

C'est vrai, Madam Chair, Rodrigues n'est pas autonome dans le Secteur de la Santé mais néanmoins, Rodrigues gère le côté administratif. Et, vue le longue de visite, Madam Chair, effectuait par le Ministre de la Santé du Gouvernement National et aussi les visites répéter du Premier Ministre de même que le Ministre Mentor, la question au niveau du service de la santé aurait pu et aurait dû être soulevé pour une nette amélioration, pour une amélioration visible pour le bien-être de ce peuple.

[Applause]

On ne peut non seulement se venter du soi-disant, de la bonne relation qui existe d'après les dires des dirigeants de ce gouvernement. D'ailleurs, à chaque fois on entend le Chef Commissaire, nous rappel cela. Mais au lieu vous auriez pu saisir de cette aubaine et non seulement pour faire de la publicité pour venir en aide en améliorant le service afin que le Rodriguais ait un service digne de ce nom.

Nous, du côté de cette Chambre, de ce côté de la Chambre, Madam Chair, nous avons beaucoup parlé, c'est vrai. Nous avons attiré l'attention de tous ceux concerner pour une amélioration dans ce service. Des dénonciations non pas manquer à travers la presse écrite, je précise bien. La presse écrite, Madam Chair, car la presse parler baptiser le Chef Commissaire lui-même comme radio pintade. Et là, je lui donne entièrement raison au Chef Commissaire. Voilà. Cette radio pintade est l'outil propagande de ce gouvernement. Nos questions parlementaires n'ont jamais rapporté dans son intégralité pour que ce public qui est soit des informations et aussi qui paie des redevances. A travers les réseaux sociaux, il n'y a pas que les élus du MR, mais aussi les membres du public qui à travers dénonciation ne sont pas là que pour critiquer mais également inviter ce gouvernement à prendre conscience et rectifier le tir. Parfois, Madam the Chair, les critiques aident à avancer positivement. Ça fait longtemps que les Rodriguais ont tirés la sonnette d'alarme sur tous ces problèmes dans les Centres de Santé et également dans le seul hôpital qu'on a à Rodrigues.

Madam the Chair, pour la première fois depuis l'accession de Rodrigues au statut d'île autonome, un gouvernement se succède à lui-même. Vous vous montez que vous avez le mandat clair et net, pourquoi ? Est-ce que pour nous dire et nous faire comprendre que le peuple vous avait fait confiance. Et, si c'est oui, vous devez donner l'exemple. Vous donnez l'exemple pour que ce peuple puisse comprendre et vous vous puissiez montrer à ce peuple dont vous pouvez ce que

vous pouvez. On vous entend souvent dire cette fameuse phrase : *De nou ki là*. D'ailleurs, tout à l'heure, on a entendu ça, *nou ki là nou fer céki nou envi*. Croyez-vous que ce peuple qui a placé sa confiance en vous à deux reprises consécutivement est fière de ces paroles ? Il y a aussi des belles paroles et des slogans qui ne font que rêver. Le peuple, ce peuple de Rodrigues attend de vous des résultats pour améliorer son sort, améliorer son quotidien. Après sept ans, le problème de la santé est plus qu'inquiétant voir catastrophique. Ce département est divisé en amateurisme.

[Applause]

Il n'y a pas du sérieux voulu. A quand un Directeur à plein temps pour diriger notre service de santé. En ce moment, on a une Directrice par intérim. Pourquoi, elle n'a pas voulu nous recevoir ? Elle a peut-être oublier que nous sommes des élus, nous sommes des élus de cette assemblée. Et, nous représentons une partie de la population. Et, sinon nous sommes l'opposition de ce peuple. Si, avec les Membres Parlementaires de l'opposition elle agit de la sorte, j'ai des doutes avec les autres ... du public. En passant, je rappelle à tous ceux qui sont chez nous, ils doivent nous respecter pour que cela soit réciproque.

[Applause]

Madam Chair, la construction d'un nouvel hôpital qui figurait dans le programme électoral de ce gouvernement n'est qu'une illusion. Une histoire qui nous fait dormir debout. Et, là le slogan « *Une île Rodrigues de nos rêve et noue nan vision mais nou pénan million* », ne sont que des rêves. Des rêves qui ne se réaliseraient jamais. Ce gouvernement a laissé passer deux occasions en or. Deux occasions en or.

Premièrement, l'ex-maternité à Crève-Cœur aurait pu être démolie complètement et un bloc de deux ou trois étages, comme c'est le cas à Maurice, construit dans cette espace dans ce lieu pour abriter une salle médicale, une salle surgical, une salle orthopédique et pour les patients mâle et femelle. Actuellement, les trois salles susmentionnées où les hommes sont répertoriés en deux salles seulement. Et, dites-vous bien, répertoriés en deux salles seulement. Et dites-vous bien, ces deux salles ont des espaces restreints et manque des facilités requises. La salle des femmes, *a Female Ward* et on a tous en une. Trois en une. Trois salles émergeaient en une seule salle. La salle gynécologie, la salle surgical et la salle d'orthopédique. Et là, je vais vous dire que c'est un manque de vision totale, Madam the Chairperson.

Deuxièmement, Madam Chairperson, tout le monde attend la construction de ce nouvelle hôpital à Mont Lubin. Mais hélas, cela n'a pas été le cas. Cela n'a

pas été le cas. On a vu la construction d'un quartier général de la Sécurité Social dans ce lieu et l'endroit approprier, l'endroit idéal pour un hôpital moderne. Et là, avec votre slogan, « *capave pas capave* », eh oui, c'est sûr que tout le monde a la réponse. Annoncer par le Commissaire de la Santé, la construction d'un incinérateur moderne à La Ferme Area Health Centre et à Queen Elizabeth Hospital. Mais encore une fois, ce ne sont que des effets d'annonces. Le peuple en a marre. Ce peuple qui vous a élu, en a marre de tous ces ... Ce peuple veut des actions concrètes. A La Ferme l'incinérateur est construit dans un lieu non-approprier et la fumée émanant de l'incinérateur incommode les gens ainsi que les personnels à l'intérieur du Centre de Santé de La Ferme ainsi que les malades. Les déchets sont collectés à Queen Elizabeth Hospital, à Mont Lubin et à La Ferme et transporter dans un camion non-approprier, traversant des nombres villages jusqu'à Camp Pintade. Pour le Centre de Santé, Madam the Chair, au Centre de Santé de Mont Lubin, comme toujours, le problème perdure. Pas de Rest Room pour les infirmiers de service. La prolifération des chiens errants dans le bâtiment et le plus gros problème, c'est le problème sanitaire. Les toilettes sont dans un état, de très mauvaises états. Et là, je dépose, Madam Chair, je *table a photograph of the toilet at Mont Lubin Health Centre*. Deux photos, et l'autre aussi.

[Interruption]

Le X-Ray machine en panne depuis plus d'un an. Et, le laboratoire où beaucoup d'argent a été injecté n'a jamais vu le jour et n'a jamais utiliser. A La Ferme, la Commission de la Santé a déjà pris possession du bâtiment qui est en construction depuis plus de cinq ans. Même si les travaux n'ont pas encore assuré. Des dentistes à La Ferme, pas de Dentiste permanent comme c'est le cas à Mont Lubin et à Queen Elizabeth Hospital. Pas de Téléphoniste et de Transport Officer le soir. Tout récemment, Madam the Chair, tout récemment deux dames ont faillis se faire tuer par un ventilateur au Centre de Santé de La Ferme. Pourtant le commissioning a déjà été effectué. Il y a un manque d'ambulancier et aussi des aides chauffeurs former puisse qu'on n'a pas de SAMU en service. Justement, en ce qu'il s'agit de SAMU, là encore c'est du n'importe quoi. La raison évoquait pour la non mise en place de ce département pourtant répondant à une question de la minorité, le Commissaire de la Santé avait promis la mise en place de ce département incessamment. On se demande quand est-ce incessamment ? Et, pourquoi ça a pris du retard ? Et, ça prend du retard. Pas plus loin que la semaine dernière, une touriste de 73 secouru en mer, dans l'Est de Rodrigues, ramener à terre par des volontaires mais hélas elle a rendu l'âme pendant son transfert à l'hôpital et qui sait si on avait une unité de SAMU, la personne aurait pu être sauvé. J'ai dit qui sait.

[Interruption]

Madam Chairperson: Order.

Mr. J. N. Volbert: Car il y avait que l'ambulancier et l'aide chauffeur qui sont partis recuperaient...

Madam Chairperson: Respected Member, this is hypothetical. You should avoid this.

Mr. J. N. Volbert: Le Mess qui est prévue pour le staff de la nouvelle salle d'opération se trouve dans le sous-sol de la maternité. Très souvent ce lieu est débordé d'excrément et de l'eau usé. Le Doctor's Mess en rénovation depuis deux ans où plusieurs millions de roupies ont été injecté n'est pas encore terminé. *Madam Chair, there is a lack of incentive to the personnel.* Plusieurs postes de Ward Managers sont toujours vacants. Actuellement, il y a des Acting Managers, Ward Managers pour superviser deux salles. Par exemple, la salle de dialyse et les Males Ward, le ICU et le Out-patient Department. Et pourtant, provision a été faite dans ce present budget qui expire dans un mois pour le remplissage ce poste.

Madam Chairperson: Please, address the Chair, Respected Member.

Mr. J. N. Volbert: Il y a aussi des Sage-femme qui compte de plus e 25 ans de service et qui sont toujours des simple Sage-femme non pas été promu Senior Sage-femme. Madam the Chair, ce que je vais dire est choquant, c'est choquant peut-être et je vais dire parce que des femmes, la salle des femmes, ces trois en un, comme je vous ai dit, le Female Ward, the Boss Ward et la salle de maternité. *Minor patients, les jeunes filles are actually admitted in Maternity Wards. The other two wards are full, full load where medical treatment, medical patients, surgical patients and ... are all admitted together. There is a lack of certain medicine, plusieurs médicaments qu'on sert dans la composition pour la médecine servant dans le chimio sont en manque. The AIDS Unit, Madam the Chairperson, there is a decrease in the number of sensitisation programme in respect of MST and HIV/AIDS.* Le taux de maladie sexuellement transmissible détecter par semaine est alarmant. Trois à quatre cas recensait dans le Centre de Santé de Mont Lubin et de La Ferme. Il y a une nette amélioration – augmentation pardon, dans la propagation de VIH. Que fait le AIDS Unit et son Officier en charge ?

Records Office, Madam the Chair, des dossiers à même le sol. Des résultats qui disparaît. Et, pas de staff dans les Centres de Santé le soir à La Ferme et à Mont Lubin. Là aussi je dispose une photo la façon donc les dossiers sont disposés à l'hôpital.

[Interruption]

Madam Chairperson: Order.

Mr. J. N. Volbert: Ceci étant dit, Madam the Chairperson, dans un article paru dans le Quotidien du Mauricien datant 19 juin 2018. Un élu de ce parti de l'autre côté ayant affirmé qu'un élu national que le problème majeur de ce Gouvernement Régional est et reste le Service de la Santé. Il avait rappelé qu'à ce jour la date qu'il avait fait l'interview, il y avait un manque de Spécialiste et beaucoup de patients doivent faire le voyage à Maurice pour avoir un bon soin. Il avait aussi fait ressortir, je cite : « *Il faut améliorer des infrastructures et disposer d'un personnel qualifié.* » fin de citation. En ce qui concerne la partie – disposer d'un personnel qualifié, Madam the Chair, je ne suis pas d'accord car tous les personnels de l'hôpital sont qualifiés. Ils ont suivi leurs cours de BSc en Médecine. Or, nous constatons que le Membre élu de ce parti, le Secrétaire de ce parti est catégorique que le Service de la Santé n'est pas approprié pour ce peuple. De ce fait, il donne une grosse claque au Commissaire de la Santé. Aujourd'hui, c'est à vous de donner non pas une claque mais deux claques à ce Commissaire. Au nom de ce peuple qui vous a fait confiance.

En début d'année, Madam the Chair, 26 patients dialyser ont été transféré à Maurice pour des soins. C'était vraiment du cafouillage. Un cafouillage total. Et, dites-vous bien un stress énorme pour eux et les patients et pour les proches. Nous avons appris des patients eux-mêmes que ça n'a pas été du tout facile pour eux pendant le séjour à Maurice. Plusieurs d'entre eux ont dû voyager quatre heures par jour à chaque fois pour aller faire leurs dialyses à Souillac. De Rose-Hill à Souillac, deux heures temps, aller à Souillac et deux heures temps retour vers Rose-Hill. Ça fait quatre heures temps. Et, ce n'est pas évident. Tout le monde a voulu savoir quelle était le véritable problème pour avoir transféré ces patients dialyser à Maurice. Le Commissaire a fait des conférences de presse entourer de ces Officiers. Tantôt l'appareil était tombé en panne, tantôt les filtres étaient en panne. Il a même dit ceci : « *Ban membres minorité pé fer démagogie* ». Et nous, nous étions à l'hôpital lundi dernier à l'appel des patients parce qu'il y avait... Des rumeurs circulant à l'effet que l'eau était contaminé. J'ai dit des rumeurs. On a été voir la Directrice pour en savoir plus mais on n'a eu des informations que nous cherchions. Right ? Elle a tout simplement dit que toute était correcte, toute était correcte, il y a aucun problème avec l'eau. Mais aujourd'hui, le Minority Leader, tout à l'heure, ce matin a déposé un rapport qu'il y avait un problème avec l'eau.

Je vais terminer ici. Je ne vais pas être long, Madam Chairperson. Je laisse le soin aux Membres du gouvernement s'il veut voter c'est à eux de voir, c'est sur leur conscience. Parce que comme je vous ai dit, j'ai dit tout à l'heure que le

peuple suit de très près ce qui se passe avec cette problème de dialyse. Merci, Madam the Chairperson.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Respected Member. I suspend the House for one hour for lunch. For dinner, sorry.

At 6.54 p.m. the House was suspended for one hour.

On resumption at 7.79 p.m. with the Madam Chairperson, in the Chair.

Madam Chairperson: The Deputy Chief Commissioner.

The Deputy Chief Commissioner (Mr. N. Lisette): Madam Chairperson, since early this afternoon, this Assembly has been diagnosing the health of our Health Sector. I rise to support the Commissioner for Health and the Regional Government and to speak against the motion that has been tabled by the Minority Leader. In so doing, I will talk about the records of this government and the policies that it has triggered so far in the Health Sector. When I have listened to different Members from both sides of this House, it appears that all of the Members have more or less the same objective – to improve access for patients to Health Care System. But I do not believe, the Minority on this line and I can read a market line of hypocrisy. Some of the Members of the minority have shown a massive display of principle going as far as qualifying the Health Sector as if it is dead or simply it is under coma. The Minority Group is putting the Health System under microscope and they are looking only at the bad side of thing. But what about the good things that are happening in the Health Sector, Madam Chairperson? I will not go as far as saying that everything is perfect. But the No Confidence Motion is not a fair and accurate account of the situation of the Health Sector nor of the reflection of the work that my colleague, Mr. Simon Pierre Roussety, Commissioner and the Regional Government is doing. You know health is a challenging port-folio. It is made of human beings and in human system, there are times when things do need to be lifted up, to be fixed, to be reinvigorated or to be reformed. But up to now, there has been no serial failures in the department that warrants a No Confidence Motion.

As I have said, Madam Chairperson, there are many interesting things that are happening in this Health Sector. They are attacking, the Commissioner for Health and there is someone who said, I think the Minority Leader, said it. He spoke about *incompétence criminel*. *Incompétence criminel*, even someone else mentioned about the *gestion catastrophique des choses*. But we have to place matters in the right perspective in the sense that we have to look at things or we

have to look at how institution works. This is why at the very beginning of my speech, I will come to a legalistic approach as well as scientific approach as to the motion of no confidence that has been tabled by the Minority Leader.

Let us start with what the RRA Act says. Section 38 of the RRA Act states that where a Commissioner is assigned responsibility for a department of the RRA, he shall exercise general direction and control over that department in accordance with the policy of the Executive Council. This is why, the motion that has been tabled by the Minority Leader seem simplistic but yet it raises question that go much further. Passing a motion of no confidence in the Commissioner for Health implies indirectly that you are passing a motion of no confidence in the Executive Council as a whole. Yes. So, this is why, I have stated, Mr. Chairperson, if we look clearly at Section 38 of the RRA Act, we have to discuss further what it does imply. You know, when we come to the what is known as the classic doctrine of Ministerial Responsibility, and here I am going to mention, Commissarial Responsibility. What does it state? It states that a Minister is responsible for every action of his department for the Minister stands as the link between the Civil Service and the Parliament. This means that the Commissioner for Health has the responsibility to answer questions and to give information to this Assembly as regards to department that are under his control. But when we look at practical matters of things, what do we see? In practical terms nowadays, several factors diminished the extent to which a Commissioner can assume full responsibility for every action that happens in his department. This is why, I do not agree at all with the motion of no confidence that has been tabled against the Commissioner for Health because when we look at the way that institution works and in the way that the complexity that government works these days, then we cannot at all instances accuse the Commissioner of all wrongs that is happening in his department. This is the point, Madam Chairperson. Why is it so? Because as we look at the way that government functions these days, there is what is known as the size of the department. The Commissioner he is in charge, of I think, three or four departments which is under his aegis. Nowadays, now right now, I am delivering a speech there may be someone who may be playing with a pump in Bassin Gallard. Am I directly responsible for that failure? Am I responsible directly for that failure, Madam Chairperson? And, this is why I am asking the question, if there is a filter or whatever equipment fails at Queen Elizabeth Hospital, does it falls directly and does the responsibility of the Commissioner in such a way that the minority will come and say that the Commissioner will have to resign as Commissioner. There is the complexity as I have mentioned of modern government which has somehow changed the way that government functions and which makes the classic doctrine unworkable. This is why, from a legalistic point of view, Madam Chairperson, we define these days between two terms, we have the terms which is known as accountability and the term which is

known as responsibility of Commissioners or any policy makers. That has to be made clear.

To strengthen my point, I give two examples. The plastic doctrine that everything that happened in a department under the aegis of a Commissioner or a Minister that he has to resign whenever things happen wrong, this has been dispelled in the West Minister System in England, following what is known as the Cristal Down Affair in 1954. That affair relates to an issue of state land. In a report that was recommended by the Parliament in England itself, let me tell you what was stated. It clearly defines the role of the Public Officers, the Civil Service and it also defines the role of the Policy Maker. He said in the Report, the ... Report of 1996: *"I am using accountability to mean that the Minister must always answer questions and give an account to Parliament."* This is right. *"For the action of his department. Whether he is responsible in the sense of attracting personal criticism or not, I am using accountability to leave out the blame element of it. The blame element is an open question. There are cases where he is accountable in which he may be personally blame worthy and there will be occasions where he is not personally blame worthy."* Yes, can we say what has happened in the Health Sector that the Commissioner for Health is personally blame worthy of that? Can we say it? If we come with the element which I am going to come forward later, you will see that, the blame is not on the Commissioner. The blame is not on the Commissioner.

Yes, let me give you other examples, Madam Chairperson, of cases that have happened even in England, which is I should say the cradle of our democracy. In 1994, Madam Chairperson, the Home Secretary, Michael Howard did not resign following escape from Whitemoor Prison and the findings of escape equipment and weapons in prison. If tomorrow we happen to see or to find cannabis, weapons or whatever illegal equipment in Point La Gueule prison, does it mean that the Commissioner responsible for Prison Affairs will have to step down? I go further, in 1982 the Home Secretary, Mr. William Whitelaw did not resign and this is quite high profile, I should say, he did not resign over a breach of security at Buckingham Palace, which resulted in an intruder entering the Queen bedroom. Imagine yourself, an intruder getting in the Queen's bedroom, which relates to an internal security affairs and even under such a circumstances, the Home Secretary did not resign. So, when we look at what have happened in the Health Sector, I still ask the question who is to be blamed or who is going to carry the blame? There are so many examples that I can come up with, I can display in this House. But what I will say on this point, to conclude, is that we are here in the Court of Parliament because this is Parliament, it is the Court of Parliament and I know that if we go in the Court of Justice, the Commissioner for Health will not lose his case. That is for sure.

The second point that I want to raise and here I will come to the document that was tabled by the Minority Leader this morning. It is true that when we look at first site, it appears that there are discrepancies as regards to the result that has been provided by the Ministry of Health and Quality of Life. I have two things, Madam Chairperson, because before coming in Parliament yes today, I called upon my technical team in my commission to question about the quality of water, both at the desalination plant and also the water that we are providing to the hospital for dialysis. The Minority Leader has been Minister and there is a Regulation in Mauritius, the Environmental Protection Act of 1991 which clearly stipulates the standard that potable water should have. The standard. And, I can say in this House as regards to desalination plant, all standards are followed. Yes, it is followed, Madam Chairperson. Why? Because, we have every day daily monitoring test. Physical test, Madam Chairperson. This is every day we have daily monitoring test by the laboratory of my Commission. Yes, I am coming to that.

Madam Chairperson: Second Island Region Member, this is not allowed.

The Deputy Chief Commissioner: Madam Chairperson, weekly test, microbial test which is done by the Public Health. We have to issue every month, on a monthly basis and this perform by the SJS Laboratory, a full physico-chemical on desalinated water on the brine and sea water. Every month we have to give these results to the Minister for Environment in Mauritius as per the EIA Report that has been provided to us. Yes. If we look at the standard, Madam Chairperson, what do we see? And, here I am going to make a comparison of the results of the information tabled by the Minority Leader and that of what the Law of Mauritius states. I will start with something which is quite understandable by everybody. If I look to the EPA 1991, it states that the Ph of water whenever it is distributed, it should be between 6.5 and 8.5. This is the Ph. That should be the Ph. 6.5-8.5. If I refer to the result here, the one that was tabled by the Minority Leader. The Ph, it is 7.03. It is within the range. And, next to that range what do we see? We see the quantification limits, the quantification limits and this where the Minority Leader has gone wrong. Because he has misinterpreted what is the real meaning of quantification limits. For his understanding, let me define it. It is better that everybody knows. The quantification limits is the lowest amount of a sample which can be quantitative detected with suitable precision and accuracy. It does not relate as Minority Leader has said this morning, it does not relate to the maximum threshold, that is, that should be present in the water. Yes, Madam Chairperson. It does not relate to that, Madam Chairperson.

Madam Chairperson: Order.

The Deputy Chief Commissioner: It does not relate to that. Yes. On this basis, I should say, Madam Chairperson, that the Minority Leader has misled the House this morning when he has misinterpreted the... I am going to interpret this. Yes.

The Minority Leader: On a point of order. He said that I have misled the House... This is not misleading.

[Interruption]

Madam Chairperson: Respected Members, am I allowed to rule? Commissioner, Deputy Chief Commissioner misleading is very strong because...

The Deputy Chief Commissioner: I am going to substantiate, Madam Chairperson.

Madam Chairperson: I am going to advise you to choose better words to uphold the dignity of this House, please. And, I know and I am sure you are able to do this. Thank you.

The Deputy Chief Commissioner: I am going to substantiate what I said and I maintain what I said, Madam Chairperson. Because I am going to substantiate. I am going to substantiate.

Madam Chairperson: Deputy Chief Commissioner you should not be challenging the ruling of the Chair. Deputy Chief Commissioner, please.

The Deputy Chief Commissioner: Let us go forward, Madam Chairperson, with the analysis. If I refer to the information that has been tabled by the Minority Leader. If I take this EPA 1991, do you know what is written there? The permissible standard for lead. Yes, the permissible standard for lead. You know what? It is see – 0.01 mg per litre. In this document you know what is written here? 1.0. Yes, for lead. Yes, I am coming to this.

Madam Chairperson: Gentlemen, this personal conversation cannot go on.

The Deputy Chief Commissioner: If they refer to lead which is a poisonous metal, Madam Chairperson, the permissible threshold for potable water, it is 0.01 mg per litre. Here, under the quantification limits, it is written 1.0. This mean it is I think, almost 100 times higher what is allowable under the Potable Water System. I go further. I refer to the EPA. Once again, the EPA 1991,

once again. For Chloride, he was talking about sodium chloride. Okay. The permissible level, you know what it is here, it is 250 mg per litre. *250 miligramme par litre*. Yes. In the information that the Minority Leader tabled and he mentioned it this morning, that it is 121 % higher that is required. Because he misled, misread, sorry, he misread, I remove the 'l' replace it by a 'r'. Because he misread or he misinterpreted the definition for chloride, the result obtained is 165.5. *Ici délo 250, ici 165.5* and the quantification limits *c'est 0.024*. Yes, this is what is detectable by the method that is being used and it is stated there if he looked clearly in the table next to the result, it was written HPC, the Highest Performance Iron Chromatography. This means the limit that can be detected by the high performance iron chromatography, it is 0.024. This is the real interpretation of the matter. Yes. So, I can say that, there is nothing to fear. And, when the Commissioner went and have his press conference and say, yes, I guaranty the population that the water that is being used for hemodialysis is good, I confirm also that the level, the standard of water being used at Queen Elizabeth Hospital is good for performing that analysis.

[Applause]

Madam Chairperson: Deputy Chief Commissioner, please! Second Island Region Member, I am going to call upon your patience, please. I know you are eager to address the House and share your valuable contribution on the motion of the Minority Leader. The waiting time is almost over. Please. Thank you. Yes, Deputy Chief Commissioner.

The Deputy Chief Commissioner : Because I see so many excitements, I will go further. Yes, I go further. Yes, everybody knows here that mercury is one of the poisonous metal. Poisonous. You know what? The permissible level is 0.01. Here, it is not detectable. Not detectable! Si. And next to not detectable, it is written 0.5. In the result, it is written *non detectable*. There is not mercury in the water and next to the result, it is written 0.5. Just to make sure that my interpretation of that definition is good, Madam Chairperson. Yes.

Madam Chairperson: First Local Region Number of No. 1, you will soon be telling us your side of the story. So, please! Deputy Chief Commissioner, you may proceed.

The Deputy Chief Commissioner : There was another point that was raised by the Minority Leader. He said people fear when they go to hospitals. *Dimoune gagne peur kan ale l'hospital*. Let us see the figures: 248,511 outpatients, 11263 admissions inpatients, 18170 *operation*, surgery. This is the statistics for 2017 and I am sure that the figure is even higher for 2018 because I

do not have the official figure. My question is when we look at these figures, I think it is... They are amazing figures. We are having almost 711 patients per day who are going to hospital for care. I have stated before. I am sure, I am certain that of these seven... 711 patients that visited... that visit rather our hospital every day, not all 711 will be satisfied. That is for sure. But when we see the figure that I have just stated, almost 300 visits per year, how many complaints we will have per year? Almost insignificant.

Of course, if there are any complaints, it is the duty of the Commission for Health to ensure that the service that is being delivered is improved. And, this is where to show how caring we are and this, I should say, a landmarked decision that was taken by the Commissioner for Health when he, himself, he decided last year to set up a complaint and suggestion desk at his Commission. This is service delivery because we want people to come and complain whenever they want to have a redress or whenever they feel that they are aggrieved by the service that has been provided at either *les dispensaires*, the *Area Health Sector* or *Queen Elizabeth Hospital*. Everybody had the option and still has the option to go for making a complaint, to make suggestions anonymously, Madam Chairperson. We are not forcing people to make complaints with names. We also allow them in a spirit of transparency to make complaint anonymously to a desk that has been set up. Brilliant decision of the Commissioner for Health. Is that not great? It is great, Madam Chairperson. This is openness.

Unfortunately, I am sure maybe the Commissioner will be able to give the statistics of the many complaints that have been addressed to his Commission and the percentage redress that has been brought about by his Commission. We have in Mauritius, the CSU, the Citizen Support Unit. We have in a way in Rodrigues also set up our own CSU in our own specific way, Madam Chairperson, and we have it online also. And, we have it online also, Madam Chairperson. So, I am sure everybody will agree that the Health Sector is under growing pressure. This is normal. It is normal, why? Because as standard of living improves, people lives longer. Of course, there are additional strains that is put on the system. There is an observation. I made a simple observation, Madam Chairperson, and it is worldwide. We see today people with more mental health problem worldwide and even here in Rodrigues. Why? There is the effect of loneliness.

We have also the effect of Internet which of course, which has brought countless opportunities but we are only beginning to understand the risks it might also '*plause*' to our mental well-being. So, for reason good and bad, the Health Sector is facing rising demands for more treatment, for more people, for longer and for ever more complex care. This has meant that despite more funding which has been spent out this morning by my colleagues, more funding, yes. If I refer to the budget for 2018/2019, Rs 359 m. of budget goes for the Health Sector. Rs

359 m. including salaries of the staff, including capital projects which is enormous. If someone does not recognise that we are investing enormously in the Health Sector, then, I think that someone, he should be a blind man. Speaking of doctors and nurses, who can deny today the massive inflow of our native inmates in the sector?

This has already spelt out this morning through the guided policy and vision of the OPR party since the setting up of the Rodrigues Regional Assembly. There has been and there is still investment in our youth and this is undeniable, Madam Chairperson. Speaking of vision, Madam Chairperson, we have a clear one. Our vision is that patient lies at the heart of the health service. The principle and it is also a principle of the Republic of Mauritius, the principle is instructed by the fact that our Health Sector provides care no matter who you are and what your means and transforming it into the principle that everyone deserves the right care in the right setting at the right time. And, I note here that just for the year 2018, the Commission for Health has spent Rs 2.3 m. for spending patients abroad and in Mauritius. Rs 2.3 m., Madam Chairperson. There has been a continued endeavour to help our citizen. And, you know what? If we look at cases where the patient cannot have... where treatment is not available in Mauritius, the Ministry does provide help under its scheme from Mauritius itself and many a times, the Rodrigues Regional Assembly also helped to top up if there is any lack in that. This is human. This is a humane health service. We could have said that the scheme for Mauritius provide for such and such amount but somehow, we have derogated in providing our citizen from Rodrigues additional funds, especially positive discrimination, Madam Chairperson, for those who are suffering from cancer patients, from cancer, eyes defects or whatever it is for those treatment that are not available in the Republic of Mauritius. And you dare say that this Government is not responsible, is not humane?

[Interruptions]

The Deputy Chief Commissioner : Yes, from what we have heard this morning, this is the spirit that you want to spelt out in this Assembly and that population at large. Yes, there is the principle of fairness and, Madam Chairperson, this is our defining creed for our health service. So, I can end up here on this point by saying that the Commission for Health has continuously demonstrated a humane approach to all requests that have been forwarded to it. Yes, I do not know, Madam Chairperson, of any case of treatment to be done abroad which has been sent to the Commission for Health which we have not taken into consideration. All cases. All cases. All cases have been taken, Madam Chairperson. This is why for the Health Sector to function, we have been building and we are still building on the workforce we need. You know, there has been much attack which has been made to the HCD this morning. The Health Director.

Yes, you know, institutions function in a way. Institutions function in a way, Madam Chairperson. Even myself, Madam Chairperson, even myself as Deputy Chief Commissioner, I cannot dash into the hospital and claim that I should have a visit at any time in the dialysis section, in the surgery section or even in the male ward or whatever it is. I cannot do that! And, I think even the Chief Commissioner will never do that. This is why the way that the Health Director has acted, she has acted professionally and this is what the RRA expect from her.

[Applause]

The Deputy Chief Commissioner : We expect our officers to act like this, Madam Chairperson. Yes, last week. Last week, I am informed that the leader of opposition, the leader of opposition happened to try to visit the dumping site at Roche Bon Dieu and one of our officers said that you have no right to be there without the prior approval of either the DH or the Commissioner and he was kicked out.

[Applause]

The Deputy Chief Commissioner : He was kicked out. Yes, he was kicked out by the...

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order! Order ! Commissioner, please address the Chair !

The Deputy Chief Commissioner : At the dumping site of Roche Bon Dieu, the leader of opposition...

Madam Chairperson: Commissioner, please address the Chair!

The Deputy Chief Commissioner : You are the Minority Leader. Do not confuse by the Minority Leader and the leader

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order! Order from both sides of the House, please !

[Interruptions]

/UNREVISED/

Madam Chairperson: Respected Members! Respected Members, please!

[Interruptions]

Madam Chairperson: Respected Members, please! Yes, Deputy Chief Commissioner, you may proceed.

The Deputy Chief Commissioner : Thank you, Madam Chairperson. Yes, he was kicked out because institution has to function. It has to function as it should be. Yes, as it should be. This is why I was speaking about building our workforce that we need. The workforce determined the health of the health system to deliver a transformation across the health sector. We are investing into it, Madam Chairperson. We have to care for... I have said before, 711 patients everyday. We expect the sense of duty and public service that motivates the medical staff to go into the healthcare, to go into the health and care. So, it is heartbreaking to see how undervalued the minority is making the staff feel. Yes, it is undervalued. Why it is undervalued? Coming with a no trust vote against the Commissioner for Health is also a no trust motion in its dedicated staff. It is a no trust motion in the work being performed dedicatedly everyday. The minority has forgotten.

Mr. F. A. Grandcourt: Point of Order. I think the Deputy Chief Commissioner is imputing motives on us saying that we are... comme si on est en train de dénigrer le staff de l'hôpital. Ce n'est pas le cas.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Respected Members, it should be clear that the Motion being debated here is in the Commissioner for Health and not in any public officer or staff. So, we should restrict our observations to the Motion being debated here.

The Deputy Chief Commissioner : I should ask the question if you are putting a motion against the Commissioner who is responsible for a commission, whatever be the commission, what is the mental state of the staff working there? Yes, what is the mental state?

[Interruptions]

The Deputy Chief Commissioner : This is why I am saying, Madam Chairperson, a Motion of No Confidence in the Commissioner is also a no trust motion in the work that is being done by the staff of the Commission. Yes, thus,

their motion is apparent to giving a red card to all the staff working under the Commission for Health. Yes, I, personally, Madam Chairperson, in every instance, so many times, I have been struck, positively struck by the medical expertise of the staff, by the compassion with which people are treated in Rodrigues. I will not say that we are 100% happy or satisfied with the way that the health is delivering its service but on the whole, there is some compassion and if you compare it, our health service with other countries, we can say that we are far better-off. The paramedics, the doctors, the nurses, the Community Health staff and support staff, they are all working to provide a good and a better care which is possible. I am proud of what the staff is doing and how in these challenging times, they are transforming slowly and surely our health service as one of the best Republic of Mauritius and many even of our Mauritians *compatriote qui vient ici*, who visit us, who happen to go to hospital, they do recognise that our health service is sometimes better. We have a better service delivery. *C'est vrai*, there are some department within the service which is lacking, which will still have to depend on Mauritius. But as regard to what is being delivered here, it is delivered in a very nice way, Madam Chairperson. So, congratulations to the staff of the Commission for Health.

[Applause]

The Deputy Chief Commissioner : Madam Chairperson, as a society, we have more people which are living longer and many times under more complexed conditions. This is in part, down to the success of the Health Sector and I am sure that everybody will agree that our life expectancy has increase here in Rodrigues. If we go back to 40-50 years back, our life expectancy both for the male and the female has increased in Rodrigues. Why? Because it is partly due to the success of the Health Sector. And, we must always remember that people living longer is one of the main goal of the Health Sector but this also brings its problem. We have seen the emergence of new issues. Yes, childhood obesity, antimicrobial resistance and the impact that modern living is having on our mental health and our population. But this is very challenging, very challenging for the Health Sector. This is why we have within our vision and our policy, that question of prevention. Yes, when I speak of prevention and I know that the Commission for Health is working with close collaboration with the Commission for Sports to help making the prevention sector very effective. What I mean by this, it means keeping people healthy and treating the problem quickly. Yes, if you see the so many people who visited *les différents dispensaires* everyday, bringing the service closer to the people, now itself, we are coming up with a modern *dispensaire*, dispensary at Oyster Bay. We have the renovation at Petit Gabriel. And, this is why when I listened to the Minority Leader this morning, he stated somehow, if I understand, he was making... he was speaking, I should say, about the opportunity cost, *faire des centres communautaires* somehow *équivalent à*

gaspillage for we could have used the money to build the laboratory. You said, somehow, you used the word '*gaspillage*' because we are making but the very sense...

Madam Chairperson: Commissioner, please address the Chair!

The Deputy Chief Commissioner : Yes. But the very sense, Madam Chairperson, the very sense of our policy here is what? We have, Madam Chairperson, the aspect of prevention. The aspect of prevention is what? We have started, we have increased, I should say, the number of *agent de santé communautaire*. They have been provided with equipment. But where are they going to, how to say, welcome these people? *Dans les centres communautaires!* This is the vision. Building *les centres communautaires* is giving way for villages to be able to be consulted, small tests, diabetes, hypertension and if ever there is any problem, then, they are forwarded to hospital. But imagine yourself, Madam Chairperson, that we have the *Agents de santé communautaire*, they were provided with the equipment and they were receiving the public under tree, what will be the reaction of the minority group?

Yes, you would have said: *c'est l'Afrique!* I can already see that. You would have said: even the Africans are not like that. But what are we doing? We are building *les centres communautaires*, providing a safe and conducive environment so that the villagers, they can be welcome well. This is the vision, Madam Chairperson. Yes. So, this is why on the aspect of prevention, we are empowering people by giving them the tools they need to manage their own physical and mental health. I will not speak of mental health but as regard to the *agent de santé communautaire*, I know that much is being done to manage the physical aspect, the physical health closer to the home of the people. With an aging society like Rodrigues and more people projected to be living with a long-term condition, it is imperative that we look to make a radical shift and that we focus on that preventive which is centered around individuals.

This is what we are doing. And, our policy of having family doctors also go in the same direction, Madam Chairperson. We are also in this aspect, I know that the Commissioner is working with close collaboration with the MBC and almost every week, every Wednesday, we are having programs which are broadcasted on the TV in a way to sensitise people about the health. These also are preventive measures as regard to the health. We are committed to action for we believe this can make people healthier and to have healthier choices. Not only to be healthier but we should encourage people to have healthier choices, Madam Chairperson. Madam Chairperson, it is true that much remains to be done as regard to some departments which is lacked in Rodrigues. I am sure that the Commissioner for Health will speak of it. This is why we are coming with a long-

term funding proposition. We are not speaking of... It is not a question of more money this year or next.

What we are proposing, to meet the pressures and deliver a good care that we all want and expect, we have to plan for the future with ambition and confidence. The Commissioner for Health has triggered a new Master Plan for the improvement of the Queen Elizabeth Hospital into a complete modern hospital. We cannot continue to put a sticking plaster on health sector budget, with the health sector budget each year. We will do more than giving the sector a one-off injunction of cash. And, I am sure that with the coming budget, we are going to provide the funds that are required to start that long-term funding into the... *la concrétisation de cet hôpital moderne que nous voulons tant à Rodrigues*. I have listened to the minority group and members and I refer to the courts that have been made by the Commissioner of Social Security this morning about optimist and pessimist. But, I, myself, I see things in a different light from them.

Yes, I am much more optimistic about the future of our Health Sector. I am very optimistic, Madam Chairperson. Yes. We are making lasting and sustainable improvement in the delivery of health services. I also know this is not something we can fix overnight but this government number one priority will be to improve our health performance one step at a time and for the better. It has been entrusted to my colleague Commissioner for Health and I am sure that he will deliver to his best. This is why I will say that the Minority group has been indulged in negative politics. Yes, they have been indulged into negative politics. Yes, as mentioned by the Commissioner for Environment this morning, they want to destabilize this Government but only the electorate of the people can decide the fate of this Government. Why are you in a hurry? People do not want a general election. Maybe only the seven Members of the other group.

Yes, Madam Chairperson, the Minority Leader begun this morning by recalling circumstances of our health sector and which our debate on the Motion of No Confidence is taking place. As he said, it follows directly from what happened from the dialysis episode. I consider that the hemodialysis case has been handled with the best way possible. Yes, of course, the Commissioner become responsible if he is slow to react or does not provide the fund required for necessary action but in the present case, all the means have been provided. Yes, this is why I say once again that the Minority group is playing negative politics on that issue. Yes, the group has walked into a chat. I am told that the current joke going around the island is that the Minority Leader is trying to step into the shoes of the leader of opposition. Yes, this is the joke that is going around the island. Yes, he considers that the leader of the opposition has usurped his role last week and he has no option that to make a move this way.

[Interruptions]

The Deputy Chief Commissioner : Yes, this is why he has to react this way, Madam Chairperson. And, to react means he has to find a culprit and he has found the culprit in the Commissioner for Health. Yes, Madam Chairperson, admit the discussion that is taking place today in this House, I will ask everybody not to forget that our people are expecting us to treat the future with seriousness and not just a buy product of a office nor for cheap politics. Yes, to the staff of the health sector, I have this to say: the RRA will provide the money and couple with your incredible work under unrelenting pressure and increasing demand, we will turn the sector even into a better delivered extraordinary services. I thank you for your attention.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Deputy Chief Commissioner. The Second Island Region Member.

The Second Island Region Member (Mr. J.L.R. Perrine): Merci, Mme. la présidente, de me donner l'occasion de dire quelques mots sur cette de blâme contre le Gouvernement Régionale en place, à travers la Commission de la Santé, à travers le Commissaire de la Santé lui-même. Mais permettez-moi, tout d'abord avant même d'entrer dans le vif du sujet de mon intervention, je voudrais rendre un vibrant hommage, un hommage spécial et de présenter nos sincères condoléances à ces familles qui ont souffert de près ou de loin d'un décès d'un de leur proche à cause d'un problème quelconque lier principalement au dialyse à Rodrigues.

Mr. L. D. Baptiste: On a point of order.

Mr. J.L.R. Perrine: *Zot ine compren.*

Madam Chairperson: There is a point of order.

Mr. L. D. Baptiste: Yes, because of the cause of death I think, he must substantiate that the cause of death is related *de près ou de loin* with the problem *de dialyse*?

Madam Chairperson: Respected Member, this is a serious allegation, so you have to substantiate.

[Interruption]

Mr. J.L.R. Perrine: Can I substantiate?

Madam Chairperson: No, this is not allowed. This is not in order, Respected Member.

Mr. J.L.R. Perrine: *Zot envi mo redire li.* De toute façon c'est le journal, c'est dans leur journal qui ont dit ça. Et, bien sur la population connaît déjà cette vérité. Donc, laisse couler. Je voudrais aussi dénoncer cette attitude, je voudrais aussi dénoncer...

Madam Chairperson: There is a point of order. Yes?

Mr. L. D. Baptiste: I do not know if there is a ruling because for me I say that *c'est très grave, moi je voudrais avoir une confirmation officielle si s'est relié de près ou de loin sinon je pense que le Membre doit retirer ces mots.*

[Interruption]

Madam Chairperson: Commissioner, you have asked whether the Member is prepared to substantiate, that was your first question. The Member is not prepared to substantiate. So, he moved to another point. There is no way for him to withdraw. Respected Member, go on.

Mr. J.L.R. Perrine: You want to take my place? Let me talk. Give me a chance to talk. Thank you, Sir. Mme. la présidente, je voudrais aussi dénoncer cette attitude de la part de la MBC avec une complicité pas possible..

Madam Chairperson: No, this is not allowed, Respected Member.

Mr. J.L.R. Perrine: *Ki allow dan ça zafer là alors ? Pas pou gagne droit dir narnien ?*

Madam Chairperson: These are allegations. No, this is not allowed.

Mr. J.L.R. Perrine: *Ki mo bizin dir là moi? ...*

[Interruption]

Mr. J.L.R. Perrine: ...hypocrisy. *Alé right MBC pas hypocrite, pas chose, c'est bon.* Mme. la présidente, *laisse coulé, laisse allé, nou énan kitchose*

pou dir ki nou prefer continué. Mme. la présidente, les Membres du gouvernement, les Membres du gouvernement, la façon dont ils sont en train de mener ce débat aujourd'hui me laisse croire, me fais croire que, comme-ci dirait nous assistons un match entre Manchester United et Liverpool. Mme. la présidente, le débat aujourd'hui c'est pour démontrer clairement que le Commissaire de la Santé a failli à plusieurs reprises dans sa tâche. Et, nous demandons à l'Exécutif de prendre des décisions qui s'impose. Au cas contraire, si tout le monde soutien le Commissaire en question, cela veut dire qu'ils soutiennent l'entière responsabilité qu'il y a eu, l'entière problème qu'on est en train de faire face dans le secteur de la santé. S'ils n'arrivent pas à prendre des décisions qui s'impose, il faut qu'on regarde la réalité en face et on prend des décisions qu'il faut. Mme. la présidente, rien ne va plus dans le secteur de la santé. Ce n'est pas un mensonge. C'est difficile d'accepter, oui parce que ça fait mal. Ce n'est pas un plaisir pour nous de venir ici à 9 heures du soir on est toujours là pour venir démontrer, pour venir dire qu'il y a un problème. Alors que nous avons un Exécutif, nous avons la décence du Commissaire et quand même c'est un commissaire qui a prêté serment. *Under oath*, Mme. la présidente. Je vais ouvrir une parenthèse pour *quote the oath affirmation of office for Member, Commissioner, etc.* : « *I (un tel) having been elected member of the Rodrigues Regional Assembly do swear solemnly affirm that I will uphold the Constitution, (M. Lisette), and Law. Bear true faith and allegiance to Rodrigues and conscientiously, impartially and to the best of my knowledge, judgement and ability discharge the duties and responsibilities of Members, that I am now about to assume.* » Moi, si le peuple décide de me mettre encore de l'avant, ce n'est pas un problème. Mais s'il veut ne pas remettre de l'avant, c'est aussi pas un problème. Parce que ceux qui travaillent, bien sûr il aura de récompense. Mais ceux qui font de la démagogie sur le dos des plus petits auront aussi des récompenses. Ça ce n'est pas moi qui le dit ça. C'est le karma.

Mme. la présidente, cette motion de blâme contre le Commissaire de la Santé, aujourd'hui, ce n'est pas un hasard ni une coïncidence. Non, ça a duré, perduré pendant des semaines et des semaines. Et, nous avons regardé attentivement, nous avons observé attentivement. Certains disent qu'il a fallu que le Leader de l'Opposition vienne à Rodrigues pour qu'on puisse bouger notre popotin. Non. On était là bien avant sur le terrain et on avait, on avait... J'ai dit quelque chose de pas bon, non ? Non ? C'est bon ? Non, je vous vois un peu agacer. C'est bon, excusez-moi. Nous avons attiré l'attention à plusieurs reprises, Mme. la présidente. Et, certains Membres de ce gouvernement disent que nous faisons des polémiques, *nou créer psychose kot pénan psychose*. Mme. la présidente, s'il y avait une bonne ligne de communication entre la Commission en question, le Commissaire en question, le Conseil Exécutif et la population, il y aurait pas eu jusque-là aujourd'hui, la motion de blâme contre le Commissaire. Parce que, il se caché, tout le monde se ranger derrière son petit confort et ne veut

pas voir la réalité en face. Et, aujourd'hui après que la motion de blâme fut déposée à l'Assemblée Régionale, le Commissaire en question va voir les membres, les parents après que les résultats, soi-disant on a eu des résultats, ils vont voir les parents pour dire écoute, je sympathise avec vous. Mais je le félicite quand-même parce qu'il a eu le courage de sympathiser avec la personne qui a eu un décès dans sa famille.

Mme. la présidente, regarder je vais faire une liste. Ils nous ont traités de faire des polémiques etc., etc. Je vais les rappeler l'épisode de la fièvre aphteuse en 2015. Nous avons été à l'avant-gardiste. Nous avons pris les taureaux par les cornes et nous avons annoncé qu'effectivement cette maladie ressemble étrangement à la fièvre aphteuse, *Foot and Mouth diseases*. On nous a ris au nez. Non, si ça a une relation avec mon discours. Parce que vous avez parlé tout-à-l'heure de polémique, vous avez parlé tout-à-l'heure de psychose. Je vais vous dire qu'est-ce que nous l'opposition on a fait pour éviter ces psychoses. Nous avons parlé, Mme. la présidente, nous avons parlé, Mme. la présidente, lors d'un point de presse pour dire qu'il y a un souci et qu'il faut que le gouvernement régionale du jour attaque ce problème *illico presto* pour que ça n'aille pas trop loin. Le problème est sorti avant-garde pour aller atteindre Plaine Corail. Nous avons dit, Mme. la présidente. Nous avons été avant-gardiste. Ils nous ont pris pour tous sortes qualité de noms. Mais ça, nous avons été avant-gardiste dans ce sens. Deuxième polémique, deuxième polémique... Non, ça fait partie de mon intervention parce que ça a une relation. Ils ont parlé de polémique, je vais leurs faire comprendre comment nous avons été avant-gardiste. La fièvre H1N1, nous avons été avant-gardiste. Nous avons dit qu'il y a un problème qu'il faut voir de près. Et non, on a eu l'état de mort. L'amendement de la Rodrigues Regional Assembly Act où on allait dimunié la responsabilité du Chef Commissaire...

Madam Chairperson: Respected Member, I am having difficulty to relate this to the motion being debated today. So, please.

Mr. J.L.R. Perrine: *I will relate it.* Mme. la présidente, tout ça ce sont des choses qu'on a fait la semaine dernière, non pas la semaine dernière cette semaine – pénurie d'essence à Rodrigues. Avant-gardiste encore. C'est bon l'opposition a fait de la polémique. Mais pourtant c'est une réalité. *Reste tranquille toi. Madame li pé disturb moi.* Donc tout ça, c'est des psychoses qu'on a créées supposément mais que nous on a été avant-gardiste et que la population nous a donné raison. Et, aujourd'hui...

Madam Chairperson: Respected Member, please address the Chair.

Mr. J.L.R. Perrine: Aujourd'hui, on est en train de faire la même chose. Aujourd'hui, on est en train de faire la même chose avec ce problème qu'il y a eu

dans le secteur de la santé. Il n'y a pas qu'un seul. Dialyse, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. C'est un goutte d'eau. Le dialyse, c'est un goutte d'eau. Parce que je vais revenir pour éclaircir M. Baptiste, qui nous a assombri tout-à-l'heure avec tous ces recherches qu'il a fait pour venir nous dire qu'effectivement, malheureusement il n'a pas pu le dire mais je vais le dire maintenant, effectivement la question B/5 du First Island Region Member, qui est à l'époque, Simon Pierre Roussety, concernant le dialyse adressait au Commissaire Emilien. Effectivement, maintenant il n'a pas osé dire la raison pourquoi on a eu ce problème avec quatre machines dialyses qu'on avait à l'époque. Pourquoi il y a ce problème. Et ça, tu as omis de dire. Et, je vais le dire. Mme. la présidente, *the reason of the breakdown of this apparatus may be of different nature*, on comprend, *but the main one being that the maintenance of these apparatus was not done on a regular basis*. La première machine dialyse est arrivé à Rodrigues, deux premiers, le 11 juin 2002. Ce n'est pas moi qui était au commande ici.

Madam Chairperson: Respected Member, please address the Chair.

Mr. J.L.R. Perrine: Ce n'est pas le Mouvement Rodriguais qui était au commande ici. C'était vous, les bandits qui était au commande.

[Applause]

Madam Chairperson: This is not allowed, you have to...

Mr. J.L.R. Perrine: Je retire, je retire ce mot bandit. Je retire. C'était eux, *oui mone dir sapé, sapé bonhomme*. Mme. la présidente, c'était eux qui était responsable à l'époque. Le 11 juin 2002, il y avait deux appareils de dialyse qui est arrivé à Rodrigues. *Such an expensive apparatus, Madam Chairperson*. A l'époque, c'était, Mr. Chairperson, Sir, I quote: "*Should enjoy a regular maintenance for a longer life span being lives saving devices and it seems to me that this was not one of the prerogatives of the former government, who was the OPR government.*"

[Applause]

Madam Chairperson, I will go further in that information. Information sought, *le Commissaire en question il a essayé d'avoir des informations de Medical and Health Services...*

Madam Chairperson: No-cross talking, please.

Mr. J.L.R. Perrine: *Fermal, fermal ça. Fermal, fermal ça.*

Madam Chairperson: Respected Members, please.

Mr. J.L.R. Perrine: *Moi ki dicté ki pou fer, pas toi. Mme. la présidente,* information sought from the Medical and Health Services, revealed that there has been one and only one maintenance exercise made by the Bio-Medical Technician, Mr. N., on the 31 May 2004, two years after installing the apparatus. *Couma oulé nou pas gagne problème ? Couma oulé nou pas gagne problème ?* Cette affaire de négligence, c'est dans la culture de la famille OPR ça. C'est dans leur culture, Mme. la présidente.

Madam Chairperson: Order.

Mr. J.L.R. Perrine: *Il a voulu quote, il a voulu quote,* I will show you what you should quote *membre*. This is what is the information here. For the information of the House, I will give additional information that Mr. Baptiste does not give.

Madam Chairperson: Commissioner, Commissioner, please.

Mr. J.L.R. Perrine: Sorry, Commissioner Baptiste. Sorry, sorry, sorry. Commissioner Baptiste. The first and only maintenance exercise on the two dialysis apparatus occurred some two years after they start to work. *Mme. la présidente*, moreover, I must inform the House, despite the Ministry of Health and Quality of Life recommendation to issue a letter of award for a maintenance contract, no action has been taken, Mrs. Chairperson, Madam. No action. The recommendation of the Ministry has been approved by the Central Tender Board for a three-year contract. Three-year contract on a yearly renewal basis but unfortunately, no action has been taken by the former government. *Ce n'est pas moi qui a inventé tout ça. Ce n'est pas moi qui a intenté.* Madam, the Chairperson, Madam, they are the wood cause of this serious breakdown of the hemodialysis machine.

Mme. la présidente, Mme. la présidente, Mme. la présidente, voilà ce qu'on appelle de la démagogie, de la démagogie. Il faut absolument dire les choses dans une perspective tel quels sont. Pourquoi il tri, le Commissaire tri ce qu'il veule faire entendre à la Chambre. Nous avons été au aguet mon cher ami, au aguet. Mais voilà la réponse, voilà la réponse à votre question.

Mme. la présidente, il faut une fois pour toute, il faut une fois pour toute, que le gouvernement actuel arrêter avec ces mensonges et fausse promesse répétitif de faire croire à la population que *nou content Rodrigues* et l'opposition est en train de la démagogie. Alors, que de l'autre côté vous êtes en train

d'augmenter la souffrance de la population d'une façon légale. Augmenter la souffrance de la population d'une façon légale, Mme. la présidente. C'est ce qu'ils sont en train de faire. *Mo palé dir ça mot tuer la.* Mais vous êtes en train d'augmenter la souffrance de la population d'une façon légale. Mme. la présidente, tout-à-l'heure le Commissaire Lisette disait quelque chose mais je voulais lui rappeler en passant, Rodrigues étant la région la plus pauvre de la République de Maurice, les Rodriguais n'ont pas le choix pour leur santé car ils n'ont pas vraiment une opportunité de se payer un voyage pour aller à Maurice pour comme certains le font, on n'a pas de clinique privé ici, on n'a pas de cabinet dentaire privé et on n'a pas X et X facilités pour que le Rodriguais puissions au moins le peu de moyen qu'ils ont pour aller se procurer une bonne santé. Sinon, les chiffres que le Deputy Chief Commissioner avait avancés tout-à-l'heure n'aurait pas existé. Ils n'ont pas le choix, les Rodriguais. C'est pour ça que nous sommes là aujourd'hui, pour dire haut et fort ce que, eux ils pensent tout bas. Nous avons été élu, mandaté par le peuple, 42%, nous sommes là pour défendre cette cause. Et, nous sommes les portes paroles de ces personnes-là. Et, nous allons les soutenir jusqu'au bout. Mme. la présidente, des promesses, des bla-bla, des promesses, nous avons entendu, archi entendu, ces promesses-là.

Je vais me référer à trois documents, trois ou quatre documents. Le premier document – Consolider et réussir l'autonomie, que j'ai eu, *un peu divant mo bizin lire mo document, ene boute coumsa apré mo bizin revire ene boute coumsa parski li enba lahaut.* Ça aussi on donne aux Membres ici. Enfin, ce n'est pas ici, l'équipe qui a travaillé là-dessus. Discours programme 2012-2017 présentait par le Chef Commissaire qui n'est pas là, qui est absent. A chaque fois il est absent. Trois ou quatre documents. Le rapport de statistique de 2017, 2016 et the Budget Speech de 2015. Quatre documents sont avec mes recherches que j'ai faites. Mme. la présidente, il faut arrêter de dire des betises. Il faut arrêter de berner la population. Il faut arrêter de dire et de redire, nous allons, nous allons, *nou pou guété ki pou fer. Arrété ek ça. Nouné plein, nouné fatigué tandé. Parski* aujourd'hui nous avons besoin des actions concrètes de la part de ce gouvernement. Ils ont eu deux mandats consécutifs 2012-2017, 2017-2022. Même si après cinq mois de pouvoir...

Madam Chairperson: This is not allowed.

Mr. J.L.R. Perrine: Non, c'est mon discours qu'on parle là. Ils nous ont traité de...

Madam Chairperson: No, this is not allowed.

Mr. J.L.R. Perrine: Ils nous ont traité de ingrat affamé, de Juda Iscariote, ce n'est pas moi. Ce n'est pas moi. Et puis, il vient dire que... Tout-à-l'heure, il

y a un certain Commissaire qui nous a dit, qui a traité des personnes esclaves ici. Des fonctionnaires. Le Commissaire Payendee a traité celui qui supposément a donné celui/celle qui a donné le *whistle blower*, l'information concernant ce rapport-là, le Commissaire Payendee lui a traité d'esclave. Or, or, or, si on appelle ces personnes-là esclaves, mais celui comment on va appeler celui/celle qui se font traité de Juda Iscariote, ingrat affamé et après on vient honorer, on vient flatter celui-là même qui vous a traité de ces noms-là. C'est ça l'esclavage. C'est ça l'esclavage moderne. . C'est ça l'esclavage moderne. Et ça, il faut apprendre. C'est ça qu'il faut apprendre les membres de l'autre côté. C'est ça qu'il faut apprendre. Voilà. Ce n'est pas moi qui a écrit des tas de lettres. Entretemps, X ou X ou X, Y, ce n'est pas moi qui a écrit les tas de lettres entretemps.

Madam Chairperson: Please, proceeds with your speech.

Mr. J.L.R. Perrine: Mme. la présidente, oui j'avance, Mme. la présidente. Mme. la présidente, ce gouvernement n'a pas respecté et ne respecte pas ces promesses et ces engagements annonçaient dans divers programmes quinquennaux et autres discours budgétaires. Aucun suivi systématique. *Poor management of our human resources*. Aucun monitoring et aucun plan de directeur n'a pu être rétabli pour le secteur de la santé à ce jour. Le service de la santé, Mme. la présidente, s'est détérioré année après année avec des gros scandales. Des cas de négligences à tous les niveaux sont rapportés presque chaque semaine par les patients, sur les réseaux sociaux, dans des journaux, dans tous les médias, on n'en trouve que ça. Sinon, on n'aurait pas été là aujourd'hui.

Mme. la présidente, les Membres du gouvernement parlent de service rapide et efficace. Ce matin, Mme. la présidente, ce matin, j'étais à Citronelle, j'étais à Citronelle, il y a une patiente Fofo, qui a téléphoné à l'hôpital de Mont Lubin pour avoir un ambulance pour l'emmener à l'hôpital pour son traitement. Elle était sur le bus stop à 6 heures du matin, à 6 heures. Je suis arrivé à 8 heures du matin Fofo était toujours sur le bus stop. Fofo... Tu n'as hontes ? Fofo était toujours sur le bus stop. Je l'ai emmené à l'hôpital de Mont Lubin, Mme. la présidente. Je me suis porté volontaire pour lui procurer un service ambulancier gratuitement pour l'emmener à l'hôpital de Mont Lubin. Et après, vous dites que, l'hôpital n'a de problème ? Hein ? Si un Fofo à Citronelle pour aller à Mont Lubin, elle n'a pas un moyen de transport, elle n'a pas une ambulance pour le... Mais c'est quoi ça ? *A même de pas. Madame Commissaire mo ti pou reste trankil moi. Mo ti pou dir.* Mme. la présidente, on parle de problème. Il y a un problème Madame ? Il y a un problème ? Non ? *Can I proceed? Yes, because I am... Mo trouve ou n'espece pé agacé couma dir énan ene problème.*

Madam Chairperson: Respected Member, if there was any problem, I would have told you. So, you please proceed.

Mr. J.L.R. Perrine: Yes, yes. So, please. Des dossiers...

Madam Chairperson: This is not allowed, Respected Member.

Mr. J.L.R. Perrine: *Non bé mo bizin dir franc.*

Madam Chairperson: You have to withdraw this.

Mr. J.L.R. Perrine: Yes, I withdraw. Des dossiers, *I withdraw, ine comprend.* Des dossiers. tout-à-l'heure mes collègues parlaient des dossiers disparus à l'hôpital. Ce n'est pas du bla-bla-bla ça, c'est du concret. Hier même à l'hôpital il y a eu une pagaille. Je connais deux cas, un M. R, je ne vais pas citer son nom, est parti à l'hôpital, il est parti à l'hôpital et n'a pas... *oui Rosaire même ça*, il est parti à l'hôpital et n'a pas trouvé son dossier. Il n'a pas trouvé son dossier. Une autre personne, Mme. la présidente, il est arrivé à l'hôpital quatrième personne dans la queue pour son rendez-vous. Une autre personne, quatrième personne dans la queue pour son rendez-vous. Il se retrouver à la quinzième place. Des patients voient tous les jours, des patients tous les jours rapportent des cas de négligence, des cas de, il n'y a pas de médicament, des cas de mal comportement de certaines personnes. *Ale regard.* Des patients voient leurs tours dégrader pour faire place à certaines privilégiées. Ce qui s'est passé avec les rendez-vous, Mme. la présidente. Le X-Ray Department, que certains a mentionné tout-à-l'heure, le X-Ray Department attend des pièces à Rs 20,000 seulement depuis un an. *Can you challenging this ?* Des pièces de X-Ray de l'hôpital de Crève-Cœur attend depuis un an, une pièce pour vérifier les chests depuis un an et ça coûte Rs 20,000. Et, M. Lisette vient dire que, ils ont dépensé Rs 2 million pour envoyer les patients à l'extérieure. Mais c'est normal ça, quatre patients c'est Rs 500,000 par personne. Mais Rs 20,000 vous ne pouvez pas. Et, Rs 200 vous ne voulez pas payer à des personnes qui...

Madam Chairperson: Please, address the Chair.

Mr. J.L.R. Perrine: Yes, I am addressing you, sorry. Mme. la présidente, ça c'est le quotidien des patients de Rodrigues. Ça c'est le quotidien des patients de Rodrigues. Ça c'est les quotidiens des patients des *ti dimunes*. C'est 42% ou plus qui nous ont fait confiance. Ce sont leurs quotidiens à l'hôpital de Crève-Cœur. Et, on est sensé le rapporter ça ici. Mme. la présidente, enfin c'est une aberration flagrante pour dire que vraiment le secteur de la santé est malade. Malade, Mme. la présidente.

Now, I would come to the famous document 2012-2017. *Mo pas ti met 32 bis pou ale St. François, moi. Mo pas ti met 32 bis. Dépi le 12 octobre...*

Madam Chairperson: Respected Member, please you proceed with your speech.

Mr. J.L.R. Perrine: *Dépi le 12 octobre tone commence gagne signale-là et pas encor fini ek toi. Grand Baie aussi. Grand Baie aussi.*

Madam Chairperson: On both sides of the House, please. Order.

Mr. J.L.R. Perrine: *I would like to quote* le fameux dossier qui est à l'envers, je suis désolé mais c'est comme ça, il faut que je lise comme ça. Donc, le fameux dossier Consolider et Réussir l'Autonomie de 2012-2017 et *I quote* : « Une population en bonne santé est quand-même moteur de développement économique. Ce présent gouvernement régionale dégagera toute les ressources nécessaires pour qu'une réorganisation totale du Service de la Santé afin de rétablir la confiance avec la population et d'accroître la motivation du personnel soignant. Pourquoi on a envoyé les personnes qui font des dialyses à Maurice ? C'est pour rétablir ? C'est pour rétablir la confiance ? Là, je vous parle depuis 2012-là hein ? Le gouvernement travaillera sur un schéma directeur pour le secteur de la santé afin de mieux répondre au besoin du pays dans le moyen et le long terme sous ces Actes suivants, il y a quatre Actes :

- 1) Décentraliser le Service de la Santé ;
- 2) Promouvoir la médecine préventive ;
- 3) Renforcer les ressources humaines ;
- 4) Améliorer les infrastructures.

Plus cocace encore, Madame, écoutez celle-là. Pour y parvenir, reste trankil toi. 71 – pour y parvenir, M. le président (à l'époque), *I quote* : les mesures suivantes sont entreprissent :

- Créer, construire un hôpital moderne et spécialiser au centre de l'île ; *Kot été ? Kot été l'hôpital moderne là ? Where is it ? Where is the hospital ? The modern hospital?* A la place, ils ont fait aux moins dizaines de bâtiments pour abriter la Commission de la Sécurité Sociale. Vous n'avez pas honte ? Vous n'avez pas honte ? Et puis, vous venez dire ici que, l'opposition fait de la démagogie. This is not demagogy, this is true. C'est ce que les gens voient tous les jours. Est-ce que vous avez vu pousser quelque part un hôpital moderne et spécialiser au centre de l'île vous ? Tu as vu ça toi ? Est-ce que quelqu'un parmi vous a vu ? Moi, je n'ai pas vu. Peut-être que je suis aveugle. Moi je n'ai pas vu. *Même avec ou double foyer-là mo pas pou capave trouve ça moi.*

- Mme. la présidente, deuxième chose, créer une unité psychiatrique. *Where is that famous unité psychiatrique ? Après zot boudé, zot pé gagne traca. Pas capave boudé. Pa net vine bla-bla. Bizin kozé, bizin action. This is what the people wants. Thay is why we are here today because there is no action. You are an inaction government. Talking, talking, talking, talk, talking everyday. Everyday, oune asté radio pintade pou où. Apré pas koné ki pou dire. Where is cette hopital, cette unité de psychiatrique.*

Je suis parti avant-hier voir une des collègues à l'hôpital. Il y a une femme dans un barreau à l'hôpital qui souffre, qui souffre de sa tête. Where is l'unité psychiatrique ? des tas de bla-bla, Madame. Des tas de bla-bla. C'est ça que ce gouvernement-là dise. Vient nous dire tous les jours. Ils ont acheté leurs radios pintade.

- Munir chaque famille d'un carnet de santé. Madame, this is very simple. Où est le... *kot ça carnet santé-là été zot Seigneur Jesus. Get là la hein, regarde là, la hein. Mone gagne 50 ans, kan mo pou gagne mo carnet santé. Etant mone fini crevé lerla mo pou gagne carnet santé là ? Il faut arreter les bla-bla. Toi reste trankil toi, madame. Madame reste trankil ou. Parski ou pane capave fer narnier, ou pane capave diskrit narnier ou. Ou net ine vine kozé pou banla dire oune kozé.*

Madam Chairperson: Respected Member, please.

Mr. J.L.R. Perrine: *Mais li bizin. ... arrete derange moi.*

Madam Chairperson: Respected Member, please. There is a proper way to deal with situation in this House. If you are not satisfied... Respected Member, if you are not satisfied with something, there is mechanism in this House. This is not the way you are doing things. It is not in the proper way. This is not orderly. You are infringing Standing Orders constantly. This is not proper. Okay? Thank you. You apologise in your mic, please. On record. You apologise on record, please.

Mr. J.L.R. Perrine: I apologise on record. Troisième point:

- Munir chaque famille d'un carnet de santé. Où est ce fameux carnet de santé. *Zot capave dire moi kot ine passé ? Capave dire. Where is that carnet de santé, Madame ? Je parle depuis 2012. On est en 2019, ça fait sept ans. Ces Commissaires, il dort ? Hein, ils sont dans leurs confort ? Et, ils viennent ici que l'opposition fait*

démagogie, cette motion de blâme n'aurait pas dû avoir lieu. Abé non. Il a toute sa raison d'être cette motion de blâme. Toute sa raison d'être. Où est le carnet de santé. Troisième point. Zéro.

- *Installer une infirmerie dans les écoles et collèges avec un Infirmier Educateur. C'est où ? Kot été ? Holi ça zafer là. Comme dit Seychellois. Holi, holi. Zéro. Des bla-bla-bla. Des tas de parole, des belles paroles. Zot vine endormi les peuples. Moi, en tout cas moi je ne suis pas endormi, je suis éveillé. Et, je veillerai jusqu'au bout. J'en ai la capacité. Nous avons la capacité, n'est-ce pas ? Nous avons la capacité. On va veiller.*
- *Augmenter les flotte d'ambulance. A La Ferme, pénurie. Moi-même, j'ai été ambulancier ce matin pour transporter Fofo à l'hôpital de Mont Lubin. C'est normal, c'est patriote. C'est patriotique ça. C'est patriotique. On fait ça parce qu'on aime notre pays. On aime nos gens. Pas comme vous. Pas comme vous.*

Madam Chairperson: Commissioner, please.

Mr. J.L.R. Perrine: Autre chose, Mme. la présidente, de valoriser le travail des Agents de Santé Communautaire et améliorer leurs conditions de service. Hein, améliorer leurs conditions de service mais les Agents de Santé n'ont pas leurs stipend ? C'est ça qu'on appelle améliorer ? Au lieu on améliore la situation, on dégrade la situation. Ils ont dû marcher des années et des années, des jours et des nuits pour avoir leurs stipend ? Les équipements laissent à désirer ? ça vous appelez améliorer ? Vous autres arrête badiner. Arrêter, il faut arrêter de nous mentir. Nous sommes intelligents. Nous avons de l'intelligence. Nous ne sommes pas malins comme vous mais nous avons de l'intelligence. Nous apprenons et nous transmettons des bonnes choses à notre population. Et, on ne ment pas. On dit la vérité.

Informatiser le secteur de la santé avec la mise en place d'un système d'intranet. *Ene système d'intranet, ki bizin ? Mo mem mo pa ene informaticien, mo mem mo capave fer ene système intranet. Connecté ban computer ensam, pas bizin auken réseaux satellites narnier ça. Intranet, ça vé dire de bureau en bureau. Ça aussi zot pas kone fer ? Bé ki pou fer ek zot ? Ki kozé zot vine kozé ici. Ki zot vine dire nou là ? Ki zot pou dir ?*

Madam Chairperson: Respected Member, please.

Mr. J.L.R. Perrine: Mme. la présidente, sur au moins une dizaine de point, ils n'ont même pas respecté. Depuis 2012, vous autres, depuis 2012, c'est

pour ça que j'ai fait référence à ce document-là. Depuis 2012 vous avez menti à la population à tout bout de champs. Vous avez menti à la population à tout bout de champs. C'est pour ça que nous sommes là aujourd'hui. M. Lisette et toutes sa bande. C'est pour ça que nous sommes là. Nous sommes venus dire la vérité. Et, la motion de blâme à sa raison d'être parce que vous nous menez n'importe comment. Non, pas en bateau. Bateau, non. Touche pas à ce bateau-là. *La bougie kine teigne. Et li pou teigne encore. Akoze samem la guer la ine commencer kot zot. Cachiéte. Nou a gueté comié zot pou cachiéte.*

Investir massivement dans les équipements modernes, tel qu'un CT Scan et une mammographie. *CT Scan mo dacor line vini. Mammographie koté ? Enan, pou guete ban zafer mammo ? Mammo, na pas ?*

Madam Chairperson: Second Island Region Member, please address the Chair.

Mr. J.L.R. Perrine: Yes, Madam. Where is the mammography, to check mammo? No mammo, no mammo, madam. I am very sorry, no mammo. *Zot énan zis graphy, mammo na pas. Graphy énan mammo na pa. No mammo pou check mammo. No mammo. Ki zot pé vine raconté. Qu'est-ce que vous venez de dire ? Ki zot pé kozé, Mme. la présidente, ? Ki zot pé kozé. Ecoute ça. Sanla pou M. Richard Payendee sanala. Mettre en place une chambre de décompression. Ene touriste 73 ans ine mort lot zour-là.*

Madam Chairperson: Commissioner, please.

Mr. J.L.R. Perrine: Yes, yes, Commissioner, my friend Commissioner. Sorry, Sir. Où est cette chambre de décompression, on a perdu un étranger/étrangère, 73 ans, 73 ans. Et, cette affaire-là, ce n'est pas comme-ci, ça arrive souvent maintenant, Madame. Souvent. Pardon, question de décompression n'existe pas depuis 2012. 2017, pardon. Depuis 2012, 2017, Mme. la présidente. Où est cette fameuse caisse de décompression que le soi-disant, le Chef Commissaire a mentionné dans son grand discours ? où est la chambre de décompression ? Zéro. Regarder combien de point j'ai soulevé-là ? Ils sont bon en la littérature ou il y a certaine personne qui sont bon en littérature mais action zéro. *Net rempli poche coment lentonoir. C'est ça qui est bon. Juicy business. This is what you do in that country. Pas concerne moi ça. Céki pas pou moi pas pou moi ça. Mais selment céki zot coquin...*

Madam Chairperson: Come with your speech, please.

Mr. J.L.R. Perrine: *Madame ou bizin dire li arrête dérange moi.*

Madam Chairperson: I have told there are mechanism to deal with that.

Mr. J.L.R. Perrine: Allouer des bourses pour des études spécialiser dans la medecine. *Zot pé rod gynécologue. Zot dire nou zot pas gagne gynécologue. Dan lé monde entier pas gagne ene gynécologue ? Dans Madagascar pas gagne ene parla parla ? Non ? Dans l'Inde pas gagner sa quantité zot camarade ek l'Inde là zot pas rési gagner. Pou donne ene l'hôpital ene, complet. Couma dire Israël dans le Seigneur. Complet, zot pas capave gagne ene...* On ne peut pas avoir avec la coopération, les bonnes ententes qu'on a, les bonnes relation qu'on a avec nos pays voisins. On ne peut pas avoir un gynécologue même en temps partiel, pour six mois ? Pourtant le Ministre Mentor avait, il avait dit qu'on aura. Elle est où ? *Zot ine amène ene boug dépi l'Inde énan problème banla ine ale trouve li dans masse, ine sou. Kine arrivé ça ? Kine arrivé ça boss ? Bé tone tro tardé Simon. Tone tro tardé Simon. Tone tro tardé.*

Madam Chairperson: Respected Member, please.

Mr. J.L.R. Perrine: Mme. la présidente, ça c'était le document de 2012-2017, les fausses promesses, les tas de bla-bla-bla et la raison pour laquelle la motion de blâme à sa raison d'être parce que vous avez à la population et vous continuez à mentir.

Vous dites que la santé est en bonne santé, vous dites que la santé est en bonne santé. Je vais me référer à ce document du Digest of Statistics de Rodrigues 2016. Un document officiel. La santé de Rodrigues est en bonne santé. Tout-à-l'heure, mon ami a souligné un des points, le HIV/AIDS. En 2012, il y avait cinq cas. En 2013, il y avait quatre cas. En 2014, il y avait trois cas. En 2015, il y avait 11 cas. 11 cas, il y a eu en 2015. 11 cas, Mme. la présidente. Food poisoning – *si ça zot pas pé capave controlé bé ki pou fer ek zot ?* Food poisoning, en 2012 il y avait sept cas. En 2013, il y avait un cas. En 2014, il n'y avait rien. En 2015, il y avait 40 cas. Et 2016, 36 cas. Vous dites que la santé va bien. Il y a un contrôle, il y a un mécanisme, toute est correcte. On n'a pas besoin de cette motion de blâme. On a besoin ! Pour que vous arrêtez de mentir à la population.

Madam Chairperson: Please, address the Chair.

Mr. J.L.R. Perrine: Yes. Gonorrhea, maladies vénérienne, sexuellement transmissible. Maladies sexuellement transmissible. En 2015, Mme. la présidente, 17 cas. En 2016, il y a eu 19 cas. *Alors, en 2017, pas kozé. Pas encore gagne chiffre-là mais mo pas capave dire ça parski li inofficielle, li pas pou servi. En 2018, crime, crime.* Les enfants de 15 ans à monter sont infectés avec la Gonorrhée, les syphilis. Les enfants de 15 à monter, Mme. la présidente. Vous dites que la santé est en bonne santé. Vous dites que la santé est en bonne santé.

Tuberculose, en 2012 il y avait un cas. En 2013, il n'y avait rien. En 2014, il y a deux cas. En hausse. En 2015, 2016 ont dit qu'il y a eu plusieurs cas mais on préfère ne pas parce que ce n'est pas officiel dedans. Donc, je ne vais pas utiliser ça parce que ce n'est pas correct. J'utilise que ce qu'il y a d'officiel. Situation catastrophique de la santé, Mme. la présidente. Situation catastrophique de la santé.

Mme. la présidente, maintenant voici des preuves, voici des preuves. Je vais une petite parenthèse pour avec cette affaire de Budget Speech de 2015. Je vais faire référence au secteur de la santé que le Budget Speech toujours encore par le grand parleur, le beau parleur. Alors, on nous a dit là-dedans à la page 41, les centres de santé de Mont Lubin et de La Ferme seront pourvu d'un service de radiologie et d'un laboratoire. May I ask from the Commissioner, *laboratoire-là kot été?*

Mme. la présidente, faire l'achat des équipements et ne pas l'utiliser c'est un crime. C'est un crime. *Rosaire Perrine jamais maille dans matériaux. Rosaire Perrine jamais maille dans matériaux.* I would like to table some documents. Moi photographe. L'authenticité de cette affaire-là, c'est moi. Right? *Et, moi reconnu internationalement moi. Même en France. Mo pas ene zéro laké.* Mme. la présidente,...

Madam Chairperson: Respected Member, please.

Mr. J.L.R. Perrine: Document 5. Malheureusement, nous n'avons pas une imprimante couleur ici. Mais je l'ai fait quand même blanc noir, c'est une photo quand même.

Madam Chairperson: You can rise on a point of order, Commissioner.

Mr. J.L.R. Perrine: *Ou pé met parole dans so la bouche?*

Mrs. M. R. Edouard-Ravina: On a point of order about the authenticity of these photos, about the date they were taken and all the details about it before showing it, using it in this House.

[Interruption]

Madam Chairperson: Visual aids are allowed in this House. So, from both sides of the House visual aids are allowed and for the authenticity, the Member assumes the whole responsibility of the pictures and these will be attached to the Hansard.

Mr. J.L.R. Perrine: I can substantiate because the photos...

[Interruption]

Madam Chairperson: Respected Member, please. Respected Member, please address the Chair. You proceed with your speech.

Mr. J.L.R. Perrine: *Yes, I resume. Yes, this photograph, this photograph,* là je fais référence, je refais la référence avec à la page 41, les centres de santé de Mont Lubin et de La Ferme seront pourvu d'un service de radiologie et d'un laboratoire. J'ai dit aussi, acheter des équipements, ne pas l'utiliser à bon échéant, c'est un crime. C'est punissable par la loi. Enfin, non pas la loi. C'est punissable par les mandants, condamnable. Mme. la présidente, ce fameux document, il y a trois photos montre clairement un centre à Mont Lubin, un centre à Mont Lubin où soi-disant c'est un laboratoire. Deuxième photo, non ça c'est le numéro 7. Ça c'est le numéro 5. I will table these documents. Le numéro 6, photo 6 ça montre des appareils installaient sur un genre de grande table, des équipements ultra sophistiquer mais il n'y a personne pour manœuvrer ces équipements-là. Personne !

Deuxième photo, troisième photo, numéro 7, encore des belles chaises, *encore dan zot plastic*, des équipements ultra, ultra sophistiquer, qui ont été acheté par la Commission de la Santé, vous savez quand ? *I am tabling these documents.* Vous savez quand, Mme. la présidente ? 2015, quatre, cinq ans de cela. Quatre de cela, en 2015. Ils ont dit, ils ont acheté, oui c'est bon, okay. *L'argent ti en plis ine prend deux équipements.* Qu'est-ce qu'on a fait depuis 2015 avec ces équipements ? Ils sont toujours emballés dans leurs plastiques. Quand le fournisseur est arrivé, Mme. la présidente, il a dit que, c'est comme ça qu'on traite ces équipements ? Et, vous allez venir me dire que nous sommes en train de faire démagogies. Respecter le Rodriguais, c'est lui dire la vérité. Ça c'est la vérité. Et, c'est difficile à admettre. *This is proof.*

Mme. la présidente, vous allez dire aussi. Ils ont aussi que l'opposition est en train de faire démagogies. J'aime bien ce mot démagogies. Parce que au fait, c'est l'inverse des choses. Ce n'est pas l'opposition qui fait la démagogie, c'est le gouvernement. Parce qu'ils n'ont rien comme argument pour venir... Certains se cache derrière des chiffres, certains se cache derrière les statistiques, Certains se cache sur du bluff.

Mme. la présidente, on a parlé de cette affaire d'incinérateur, incinérateur de déchet, pas incinérateur, c'est un endroit pour disposer les déchets de l'hôpital. Parce que nous avons eu un problème avec l'incinérateur de Crève-Cœur à un

certain moment donner. Le Commissaire, en question a donné les instructions sans passer par les officiers de l'environnement pour aménager un parc à la belle étoile, à Délo Vert à côté d'un projet agricole et un poste d'un éleveur, a cote – a peine 50 mètres. Mme. la présidente, avant même d'entrer sur le site on voit un panneau, je ne sais pas si c'est *admitted*, si c'est un panneau au norme, comme M. Lisette nous a souvent rappeler, c'est un panneau au norme, un panneau indiquant 100 mètres – incinérateur. *Incinerator ahead – 100 metre. Ki ça vé dire ene incinérateur ? Peut-être mo pas coné, mo pas coné.* L'incinerateur, 100 metres ahead. Mme. la présidente, quand nous avons marché, nous avons compté le s100 mètres, nous avons vu ceci, nous avons vu ceci – *Restricted Area*, mais nous avons vu un parc clôturer avec du barbelé et une porte grillé. Là-dedans il y a des canettes de la bière. Il y a des déchets, des seringues, des tas de choses qui n'est pas bon à voir à l'œil nu à cette heure de la journée, parce qu'on est parti vers 11 heures/midi. Et, en plus de ça, Mme. la présidente, il y avait plein d'eau dedans. Mme. la présidente, est-ce que vous croyez que ça c'est de la responsabilité ? Ça c'est condamnable. Parce que en disposant ces déchets-là dans cette région-là, on est en train de tuer à petit feu la nature, on est en train d'accroître le nombre de bactérie dans la nature. On est en train de polluer à la dioxine qui est cancérigène nos parents, nos enfants, nos jeunes qui fréquentent la région avec la complicité de certain. Mme. la présidente, *I am tabling this second document.*

Mme. la présidente, j'ai quatre documents. Je vais tous les déposés. Quatre. Regarder ça, même pas un morceau de béton pour faire bruler ces déchets. Même pas un morceau de béton. *No comments. No comments.* Et, ça on appelle ça, *content Rodrigues, nou content zot, nou piouk piouk. Content zot, île écologique.* Mme. la présidente, il faut arrêter de nous mener. Il faut respecter les normes. Respecter le Rodriguais c'est lui dire la vérité. C'est écrit là-dessus. C'est le motto. Voilà, respecter le Rodriguais, c'est d'abord lui dire la vérité. Ce n'est pas moi qui a dit tout ça. Une chose, Mme. la présidente, tout-à-l'heure on nous a martelé, *wey l'opposition pé kas en boute. Bé où est la Membre Roxana Collet ? Pas là ? Elle est où ? Pourquoi, elle n'est pas là aujourd'hui ? Pourquoi, elle n'est pas là, il y a un problème ? Est-ce qu'il y a un problème ? Personne ne peut répondre ? Zot mem zot énan problème apré zot vine dire zot camerade énan problème. Regler zot problème avan apré zot trouve dans zot ça...* Voilà la réponse à ta question mon cher, Commissaire Baptiste. Voilà, la réponse. Il y a la poutre dans tes yeux. Il faut les sortir avant, avant de voir la paille dans mon œil à moi.

Madam Chairperson: Please address the Chair.

Mr. J.L.R. Perrine: Yes, please excuse me. Mme. la présidente, on a parlé. Maintenant je reviens, j'arrive sur le fameux haemodialysis problem, les

machines dialyses etc. etc. les tas de saga qu'il y a eu autour de ça. Et, là aussi on nous traite de démagogue parce qu'on vient dire la vérité ici. Mme. la présidente, quatre ans de cela, c'est le Commissaire lui-même en question qui a dit, quatre ans de cela ils ont décidés d'utiliser l'eau désaliner pour faire les dialyses des patients. Mme. la présidente, est-ce qu'on a un rapport pour soutenir ça ? Quatre ans de cela, le Commissaire de Santé actuel était le Commissaire de l'Infrastructure et Commissaire en Eau. C'est lui qui donnait des directives parce qu'il était le grand boss, le big boss. Et, tout-à-l'heure le Commissaire Payendee a dit qu'il a bien fait dans les Infrastructures Publique mais par contre il a failli sur toute les lignes avec les projets de dessalement. C'est pourquoi, il a été transféré à l'hôpital et là aussi *kot met li pas bon. Kot met li pas bon. Enan problème*. Après la Commissaire de l'Infrastructure faillite totale, là c'est la Commissaire de la santé faillite totale, totale encore. Deux fois totale. Le Commissaire vient mentir à l'Assemblée. Là, il... faillite totale. Il n'y a pas de mot pour qualifier tous ce qui se passe et vous croyez comme j'ai dit tout-à-l'heure, vous croyez que ça nous fait plaisir de venir là, là, causer, causer, causer, causer, on est à 10 heures. Nom, Mme. la présidente. Parce que la population souffre, la population souffre. On a parlé du fameux *desalinated water*. Mais on ne parle pas de l'eau de Le Chou. Pourquoi on a arrêté de s'en servir de l'eau de Le Chou ? Quatre ans de cela. Qui a donné des directives pour utiliser l'eau désaliner ? Où est le rapport pour soutenir pour dire qu'effectivement cette eau-là est de la bonne qualité, est au norme ? Pourquoi tout ce temps depuis 2002, on a utilisé l'eau pour faire le dialyse du borehole de Le Chou, qui est une eau correct, qui peut être traité facilement. Mais là, on se retrouve avec de l'eau désaliner avec des tonnes et des tonnes de produits chimiques dedans. Aujourd'hui, le Commissaire de la Santé vient dire qu'ils vont recommencer à utiliser l'eau de Le Chou, *which is of good quality for haemodialysis purposes*.

Mme. la présidente, et ils vont même plus loin, ils vont même plus loin, ils vont mettre un UV lamp pour tuer les bactéries. Mais avant d'utiliser cette eau-là, il faut qu'il ait un rapport pour voir la quantité, la variance de bactérie dans cette eau pour que ce UV lamp puisse travailler comme il se doit. Entre 10 et 50. Est-ce que le Commissaire peut venir prouver si cette eau à ces normes requis pour que les patients puissent être dialysé. Mme. la présidente, j'en doute. Mais est-ce le Commissaire peut venir nous dire exactement ce qui s'est passé.

On a été malmené à l'hôpital. On est des élus de l'Assemblée. On a le droit d'aller voir des patients. Quand les patients nous font appel à nous, on a le droit d'aller voir. On a été demandé un rendez-vous. Proper channel, nous avons passé. Mais on ne nous a pas reçu. On ne nous a pas reçu. On a croisé quelqu'un dans l'escalier. Il nous dit, il n'y a pas de problème, c'est bon. Mais vous êtes qui vous ? On ne sait pas. On a téléphoné à la Police pour venir arrêter l'Honorable Von-Mally, Franceau Grandcourt, Nicolas Volbert, Reddy Augustin, Rosaire

Perrine, Thérèse Agathe. On a téléphoné pour venir nous arrêter. Parce qu'on est allé rendre visite à des patients qui ont fait appels à notre générosité pour venir voir ce qui se passe. C'est comme ça qu'on traite - *les Rodriguais pas touche to grand dimune selmen to rode arrete grand dimune, to rode arrête tante Therese. To pas honté. To pas honté.* Vous voulez faire de Rodrigues un état policier ? Ce ne sera pas possible. Mme. la présidente, tant qu'on est là, on va être un rempart pour ces pauvres gens. Tout-à-l'heure, la dame Franchette Gaspard Pierre-Louis là, Commissaire Franchette Gaspard Pierre-Louis, il n'a même pas pipé un mot sur cette affaire *motion of no confidence*. Même pas un mot. Il a fait le bilan, le bilan du Commissaire Simon Pierre Roussety, le bilan du secteur de la santé mais ce n'est pas ça qu'on attendait de vous. Ce n'est pas ça qu'on attendait de vous. Ce n'est pas ça qu'on attendait de vous. On attendait que vous venez dire haut et fort que le Commissaire de la Santé a raison mais malheureusement vous n'avez pas pu dire parce que vous savez très bien qu'il a tort.

Mme. la présidente, je suis désolé mais en tout cas moi, je suis venu ici, je suis venu apporter mon soutien à l'équipe de la minorité pour dire mon mécontentement donc la façon le secteur de la santé est dirigé sous l'actuel Commissaire et le Gouvernement Régionale. Nous assistons à une mort lente de notre population, Mme. la présidente. Mme. la présidente, ce gouvernement est en train d'augmenter la souffrance de la population de Rodrigues d'une façon légale. Ils sont en train d'augmenter la souffrance de la population d'une façon légale. Mme. la présidente, c'est pour ça que nous sommes venu avec cette motion de blâme. Sur ceux, Mme. la présidente, je vous remercie pour votre attention, pour votre compréhension et je soutien la motion du Minority Leader pour dire non à ces démagogues, à ces mensonges perdurer, qui perdurent depuis 2012 jusqu'à 2019-2022, qui est là, toujours là, que je n'ai pas fait référence d'ailleurs parce que ça n'a pas sa raison d'être. Mme. la présidente, merci.

Madam Chairperson: Thank you, Respected Member. The Chief Commissioner.

The Chief Commissioner (Mr. L. S. Clair, GCSK): Mme. la présidente, je voudrais remercier d'abord mes collègues qui ont intervenus sur la motion et qui ont partagés de beaux aspects du Service de la Santé à Rodrigues. Vous savez, Mme. la présidente, que nous avons combattu pour l'autonomie de Rodrigues. Pourquoi ? Pour montrer que les Rodriguais ont la capacité d'être au service de leur pays et de son peuple.

Aujourd'hui, nous avons nos médecins Rodriguais. Les médecins spécialistes, la formation des infirmières spécialiser. Une formation continue puisque la santé est un service essentiel pour la population de Rodrigues. Nous voulons que la santé aille vers la population tout comme nous disons que

l'éducation aille vers les enfants. D'où le projet, les Médecins de Famille. Un tel projet n'nécessite un réaménagement des dispensaires. Nous avons connu le réaménagement du dispensaire de Petit Gabriel. Il y a le dispensaire de Rivière Coco, de Port Sud Est, de Camp Pintade et autre.

Nous voulons décentraliser le Service de la Santé. Les Centres de Santé de Mont Lubin et La Ferme deviendront dans les années à venir des hôpitaux. Le service de dialyse pourra se faire à Mont Lubin et à La Ferme. Il faut noter que ça a été cité ici-même que Mont Lubin à un service de radiographie et bientôt il y aura ce service de radiographie à La Ferme.

Mon collègue, le Commissaire Simon Pierre Roussety, a cette vision de Service de la Santé pour Rodrigues mais il doit être entourer par les médecins, des infirmiers/ères et autres personnels qui ont un amour pour le métier de la santé à Rodrigues. Rodrigues doit être un exemple dans la République de Maurice en ce qui concerne le Service de la Santé. *Capable pa capable ? Nou capable.*

Nous avons fait beaucoup mais il y a beaucoup à faire afin que la population Rodriguaise soit satisfaite du service mise à sa disposition. Beaucoup a été dit sur cette motion vis-à-vis le Commissaire de la Santé mais je dois dire que M. Simon Pierre Roussety à une grande vision du Service de la Santé à Rodrigues. Et, surtout cette vision dans la formation de nos infirmiers/ères, ceux et celles qui veulent aller beaucoup plus loin, avoir un diplôme universitaire etc. Mais il y a en lui, tout comme je viens de citer, cette décentralisation des Service de la Santé. Il ne faut pas que les gens sortent de très loin pour venir à Crève-Cœur quoiqu'il a mentionné d'un nouvel hôpital à Crève-Cœur. Et, j'espère que cette engagement aura lieu bientôt et que vraiment l'hôpital de Crève-Cœur deviendra un hôpital vraiment où il y a beaucoup de service. Mais tous ces services doivent être décentralisé comme j'ai annoncé, pour que plus tard décentraliser à Mont Lubin, à La Ferme. Et, pour tout cela, il faut mettre le – je vais dire quelque chose – il faut mettre le *paquet* sur la formation. L'accent sur la formation. Très important. Même la formation des infirmiers/ères spécialiser. C'est très important. Et ça, c'est justement, nous voudrions qu'il y ait des infirmiers/ères spécialiser répandu un peu à travers Rodrigues. Et, quand je dis qu'il faudra réaménager les dispensaires c'est dans – ce qu'on appelle – le programme médecin de famille pour que le médecin de famille qu'il ne vienne pas juste la journée disons à Port Sud Est, et puis il repart. Mais il faut qu'il peut habiter à Port Sud Est. Et, habiter à Port Sud Est, passer la nuit et travailler avec tous ce qu'on a mis sur pied, justement les Agents de Santé Communautaires et les autres infirmiers/ères et surtout visiter les familles. C'est en visitant les familles que justement on peut découvrir les maladies qui existent dans la population. Alors, c'est justement, on vient a parlé ici-même là. J'ai entendu parler des maladies non-transmissibles, des maladies qu'on peut développer. Il y

a des gens qui meurent par la façon de manger, ce qu'ils mangent tout ça. Donc, il y a tout un travail à faire à travers ce projet, Médecin de Famille.

Alors, voilà, Mme. la présidente, et aujourd'hui c'est bien qu'il y a eu cette motion ce qui nous a permis à nos collègues justement de développer pas mal d'idées concernant le Service de la Santé dans les années à venir. Et, pour moi personnellement, justement ce que je suis fier aujourd'hui que nous ayons des médecins Rodriguais. On a donné des... je pense que c'est depuis 2002, qu'on a donné des bourses à des Rodriguais pour aller étudier la Médecine. Mais là en ce moment-ci aussi, on veut donner des bourses à des Rodriguais pour aller étudier pour devenir des spécialistes. On travaille avec la Malaisie en ce moment-ci, que nous avons besoin des spécialistes pour que nous puissions pas trop dépendre de l'île Maurice, qui nous sommes obligé dans le passé demander qu'un spécialiste vient et puis il reparte. Mais les malades ont besoin d'être suivis même par des spécialiste. On a parlé de Psychologue mais il faut aussi parler des Pédiatres, des Cardiologues, toutes sortes de spécialistes pour que justement ce service puisse être au service, pour que ces médecins puisse être au service de la population.

Voilà, Mme. la présidente, ce que je voulais dire sur cette motion. Cette motion a été une occasion pour nous, nos amis ici de développer une autre qualité de Service de la Santé à Rodrigues. Et, j'espère que notre collègue M. Simon Pierre Roussety, va avoir une certaine vision du Service de la Santé. Toujours je dis aux gens, mêmes aux enfants, aux jeunesses – que sera Rodrigues dans cinq ans, dans dix ans, dans 20 ans, dans 50 ans ? Et ça, justement nous oblige à avoir une certaine vision du développement de Rodrigues dans tous les domaines. Que ce soit de l'agriculture, la pêche, la petite et moyenne entreprise, la santé, l'éducation, tout ça, justement. Et, aussi au niveau de l'environnement. Il faudra faire bien attention à notre environnement et c'est pourquoi j'ai toujours parlé à M. Payendee, il nous faudra reboiser l'île Rodrigues. Il faudra reboiser notre pays pour que vraiment notre pays puisse attirer la pluie parce que nous avons un pays où il y a l'humidité. Il y a que des arbres qui peuvent créer l'humidité et attirer tout le temps la pluie. Nous connaissons aujourd'hui les difficultés pour avoir de la pluie surtout pour l'agriculture et aussi pour le ramassage d'eau de pluie dans les foyers. Donc, il y a beaucoup de possibilité. Alors au niveau de l'eau justement, il nous faudra voir aussi des barrages. Est-ce que nous aurons à construire des barrages à venir pour capter l'eau de la pluie. Il ne faut pas que cette eau aille dans la mer. Tout ça nous sommes en train de voir et c'est pourquoi justement, Madame, la motion d'aujourd'hui ça nous a permis de nous exprimer, les Membres de la majorité, de nous exprimer voire notre avenir au niveau de Rodrigues que ce soit dans tous les domaines et c'est pourquoi je dis que Rodrigues doit être un exemple dans la République de Maurice. Ça c'est très important. Déjà Rodrigues est un exemple par rapport à notre décision de bannir le sac plastique. Et, tout ça justement, cette décision de Rodrigues a été répandu

à travers le monde même au Canada, partout. Il y a des amis qui m'envoient des messages, félicitation pour ceci, pour cela. Vous comprenez, Mme. la présidente. Et, ce qui est très important que nous ayons une mentalité très positive, c'est-à-dire, pas passer notre temps à critiquer, à dire des mauvaises choses mais aussi à présenter à nos jeunes, nos enfants, nos jeunes tous ce que ces enfants-là peuvent faire de beau et de bien. Voilà, par exemple, il y a plusieurs années de cela, nous avons demandé aux écoles de créer des jardins scolaires dans les écoles, même les pré-primaires. Mais il y a des parents qui ont protestés pour dire – *mo envoye mo zenfant l'école pou ale pioche la ter*. Et, c'est ça justement qu'il faudra faire bien attention. Parce que la plupart des gens, ils croient qu'en allant à l'école, à l'université, tout ça, il retourne pour avoir un emploi dans le gouvernement. Non, mais il y a autre chose. J'ai même dis parfois des jeunes qui ont été à l'université, tu as fait l'agriculture, retourne, lance toi dans un développement agricole. Il y a aussi l'élevage. Avant la fièvre aphteuse, Mme. la présidente, avant la fièvre aphteuse Rodrigues exportait pour Rs 200 million d'animaux à Maurice par an. Rs 200 million ! On est en train de voir ça aujourd'hui. Ce que Rodrigues rapport à Rodrigues. Mais malheureusement, il y a des gens qui sont venu ici pour nous dire, nous sommes en train *tal la main*. *Tal la main ! Non, non, non, non, nou pat al la main nou*. J'ai posé la question une fois à un Premier Ministre, je lui ai dit quel est la valeur de Rodrigues dans la République de Maurice ? quel est la valeur de Rodrigues dans la République de Maurice ? Cette île, cette petite île, 204 km², qu'est-ce que ça rapporte à Maurice ? La mer. La mer. L'étendu de la mer. Et là, en 2014, on a étendu vers l'Est de Rodrigues, le Continental Shelf, c'est-à-dire, l'étendu de l'océan autour Rodrigues. Donc, *nou pat al la main, nou*. C'est que justement, Maurice, Rodrigues apporte à Maurice autant que Maurice nous donne par an. C'est le devoir de la République de Maurice de voir, de participer au développement du peuple de Rodrigues et de Rodrigues. Non, nous ne sommes pas dans cette politique de *tal la main*, qu'on est venu entendre ces temps-ci là. Et c'est ça qu'on ne veut pas nous. Nous avons commencé l'OPR, c'est justement par rapport à ceux qui autrefois maltraitaient les Rodriguais, prenait des Rodriguais pour des imbéciles.

The Minority Leader: On a point of order, Madam Chair.

Madam Chairperson: Commissioner, please there is a point of order.

The Minority Leader: Yes, we are debating a motion. It looks that the Chief Commissioner has gone away from the motion. We have given some leave way now. I think he is going too far and he should come back to the motion.

The Chief Commissioner: La motion...

Madam Chairperson: Chief Commissioner, please. Ruling. Yes, Chief Commissioner, please can you come back to the motion so that we can wind up in some minute.

The Chief Commissioner: Je voudrais exprimer en terminant mon exposé c'est voir toujours, montrer cette capacité du peuple Rodriguais de se développer, *de met déboute lor to deux lipieds. Met déboute lor nou deux lipieds. Capable pas capable ? Capable.* C'est ça justement. Et, ça justement que je voulais développer par rapport à ceux qui autrefois nous prenait pour des imbéciles. Nous nous nourrissait avec du vin de La Cloche, tout ça, et là il veut venir encore. Là, il nous dit *nou pé tal la main*. Non, ce n'est pas dans notre politique ça. Tout ça. Et, justement, ici aussi pareil, tant mieux.

Alors voilà, Mme. la présidente, encore une fois merci, à mes collègues et c'est vrai l'heure passe. Quel heure il est là ? 22 heures. *Bizin ale dormi*. Alors, demain justement, la célébration de la libération des esclaves, l'abolition de l'esclavage. Mais nous, on a discuté entre nous, il me semble que mon collègue Richard Payendee a parlé et moi aussi, je mets un petit mot demain. On va parler de la liberté. La liberté. C'est ça aussi qu'il faudrait pouvoir développer chez nos jeunes. La liberté pour pouvoir vraiment réaliser quelque chose dans leurs vies et aussi aller beaucoup plus loin. Et bien voilà, Madame, merci beaucoup encore une fois à mes collègues et j'espère que cette motion et peut-être de l'autre côté aussi une occasion pour exprimer leurs opinions. Nous aussi on la fait ici, aujourd'hui, de notre côté. Et ça a été une occasion pour nous de montrer vraiment la capacité du peuple de Rodrigues d'aller beaucoup plus loin dans tous ce qu'il fait pour montrer sa capacité. Merci beaucoup.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Chief Commissioner, The first Local Region Member of No. 1.

Mr. F. A. Grandcourt: Thank you, Mrs. Chairperson, Madam. Donc, en ligne avec cette Motion qu'a présenté le *Minority Leader* dans cette Chambre. Madame la présidente, cette motion de blâme, c'est... On a mis la motion de blâme contre le Commissaire de la santé mais en même temps, il y a certains qui disent qu'on a mis cette motion contre le staff. Pas du tout. Je vais revenir là-dessus. Mais il faut voir plus haut. La motion aussi, pour moi personnellement, peut être considéré mis au Ministère de la santé. Parce que nous avons seulement l'administration de la santé à Rodrigues. Eux aussi, ils sont responsables de ce qui se passe à Rodrigues. Et c'est l'occasion. On aurait dû profiter de l'occasion comme l'a si bien mentionné le Chef commissaire. Là, je suis content. Je suis content qu'au moins, une personne a compris de l'autre côté de cette Chambre

que c'est l'occasion de parler de la santé à Rodrigues. La santé, c'est quelque chose qui touche tout le monde. Le problème de la dialyse, c'est un problème parmi tant d'autres qui nous a interpellé pour venir ici aujourd'hui et comme je dis, il faut prendre les choses « positif ». Il y en a qui ont parlé des éloges du Commissaire. Il y en a qui sont revenus dans le passé pour dire n'importe quoi. Il y en a qui ont aussi dit qu'il n'y a pas de raison d'être de cette motion mais quand j'entends le Chef commissaire dire que c'est bien cette motion, je dis quelque'un a compris. C'est un débat d'idées. Il faut voir plus haut. Il ne faut pas voir soi-disant on dit l'interprétation ici et là. Il y a des problèmes, oui. Dans la santé de Rodrigues, il y a des problèmes. Pourquoi est-ce que l'honorable membre Léopold a posé huit/sept ou bien six questions. Six questions sur la santé au Parlement. Sur 31 questions qu'il a posées pendant quatre ans, six, c'est sur la santé parce qu'il y a un problème. Il ne faut pas être hypocrite, Madame la présidente. Nous avons, avant de répondre ce qu'ont dit les autres membres mais j'aimerais dire avant de venir aussi ici... On a eu beaucoup de plaintes. On devait avoir une réunion chez le leader ce jour-là et les patients du dialyse nous ont appelé. Ils nous ont appelé, ils nous ont dit de venir, les parents nous ont appelé. Il y a des gens de Maurice qui nous ont appelé, nous dire d'aller voir. On est allé voir. On est allé voir. On a été voir. On a été voir la directrice. Malheureusement, elle ne nous a pas reçu comme il faut...

Madam Chairperson: This is out of order.

Mr. F. A. Grandcourt: Yes, this is out of order, I know but I had to mention it. Mais on ira encore s'il y a des problèmes. On ira voir cette même personne parce que nous trouvons que c'est important d'avoir des explications. Si nous avions eu des explications comme il faut, peut-être que nous ne serions pas ici aujourd'hui. Si on nous avait expliqué comme il fallait. Parce que, nous, ce qu'on allait faire, c'est seulement demander des explications. Parce qu'on entendait beaucoup de choses. Il fallait éclaircir des points. Les gens nous parlaient et nous disaient ils doivent signer. Qu'est-ce que c'est que signer ? On ne sait pas pourquoi signer. Avant, ils ne signaient pas. Pourquoi maintenant il faut signer ? On ne sait pas pourquoi signer. Avant, ils ne signaient pas. Pourquoi maintenant, il faut signer pour faire la dialyse ? On allait simplement demander d'explication parce que nous aussi, nous avons le rôle.

Notre rôle, c'est aussi de parler aux gens, de dire la vérité aux gens et eux, ils n'ont pas compris, Madame la présidente. Et nous avons... Vous pouvez dire n'importe quoi. Vous pouvez dire n'importe quoi. Nous avons une grande admiration pour le staff de l'hôpital. Et nous avons aussi la personne de Simon Pierre, du Commissaire Simon Pierre Roussety. Nous n'avons rien contre lui, contre la personne. Non mais c'est vrai il y a des problèmes mais la seule façon de venir parler de ces problèmes, c'est de venir avec entre autres, un *Motion of*

No Confidence. Ce n'est pas pour vous dire : toi tu as fait ça dans le passé, toi tu as fait ça, toi tu as fait ça, non ! C'est parler du problème, voir le problème. Et vous savez ce que c'est, ce qu'on a ressenti lorsqu'on a été à l'hôpital, Madame la présidente ?

Lorsqu'on a vu les patients du dialyse en ligne et là, je déplore quelque chose. Comme si ces gens-là, ils n'avaient rien à dire. Rien à dire. Il y a une dame... Vous me dites que ce n'est pas *in order* mais cette dame-là, je ne sais pas, elle disait les choses aux patients qui... J'étais chagrin. C'était inacceptable. C'était hystérique. On ne peut pas traiter les gens comme ça. On ne peut pas traiter les patients comme ça. Personne n'a parlé du soutien psychologique des patients. Personne de l'autre côté, ils n'ont parlé de ça. Vous savez ce que c'est d'aller faire de la dialyse ne sachant pas si l'eau est bonne ou pas et s'asseoir, étendre les bras comme ça, Madame la présidente ? Vous croyez que c'est correct de traiter les gens comme ça et puis de venir nous dire ici aujourd'hui qu'il n'y a pas de raison d'être ?

Cette motion n'a pas de raison d'être ? Mais qu'est-ce qu'on fait, nous ? Qu'est-ce qu'on fait dans l'opposition ? Nous faisons simplement notre travail. Nous défendons le peuple comme vous, vous défendez le peuple. La mission commune, c'est de défendre le peuple de Rodrigues et là, nous défendons. Le Chef commissaire a mis la main sur un point. Je préfère le dire maintenant. Quelqu'un qui vient de Maurice, on ne permettra pas quelqu'un qui vient de Maurice maltraiter X ou Z Commissaire devant nous. C'est inacceptable. Nous, nous avons le droit de dire des choses mais eux, non. Il y a quelqu'un qui est venu de Maurice, qui a traité le Commissaire, un Commissaire d'incompétent. Ce n'est pas correct. Il n'a pas le droit de faire ça. C'est nous qui avons le droit de faire ça. Ça nous concerne et c'est notre affaire à nous.

[Applause]

Mr. F. A. Grandcourt: Vous savez très bien de quoi je parle, Madame la présidente. Cependant, je vais répondre à des... Je dois... Pas répondre, éclaircir quelques points. Bon, le Chef commissaire a dit qu'il y a un dispensaire à Camp Pintade. Il n'y a pas de dispensaire à Camp Pintade. Ça j'aimerais corriger. Ils ont parlé de tentative de division. Diviser. Pourquoi diviser ? Tentative de division. Pourquoi ? Pourquoi doit-il avoir des divisions ? Si jamais il y a une motion de blâme contre quelqu'un, est-ce que ça doit vous diviser ? Est-ce que ça doit vous diviser ? Non ! S'il y a quelqu'un a un problème, il doit gérer le problème. Ce n'est pas vous diviser. Pourquoi est-ce que vous venez... Et vous avez peur de ça ? Parce que, c'est déjà arrivé dans le passé ? Il ne faut pas. Il ne faut pas venir nous dire il y a des démagogues, dire ça. Et c'est drôle, le Commissaire Baptiste, deuxième motion de blâme contre ce Gouvernement, ça

veut tout dire. Et en même temps, ils défendent en nous attaquant. Pourquoi ? Pourquoi ils doivent nous attaquer ? 2007, je prends un exemple simple. 2007, le laboratoire. Le laboratoire, on a parlé du laboratoire en 2007. 2007, Madame la présidente, les tôles étaient sur le bâtiment mais en 2019, il y a un prélat sur le bâtiment, Madame la présidente.

[Applause]

Mr. F. A. Grandcourt: Si vous voulez comparer, on peut comparer. Pourquoi venir comparer ? Pourquoi revenir 12 ans en avance ? En arrière, pardon. Pourquoi ? En 2007, il n'y avait pas comme Rosaire l'a dit, il n'y avait pas de médical waste brûlé à Délo Vert. Il n'y avait pas tout ça. Il faut faire votre propre examen de conscience avant de venir ici nous dire, nous pointer du doigt, Madame la présidente, le Commissaire a parlé de : « *pas touche nou bane troisieme age* ». *Pa touche nou bane troisième age* mais ils ont envoyé la police essayer d'attraper Miss Thérèse lorsqu'on a été à l'hôpital. *Pauvre Miss Thérèse pe galopé derrière nou. La police pe barré.* Mais qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce que c'est, Madame la présidente ? Un Commissaire vient dire : « *pa touche mo troisieme age* ». *Pa touche mo bane troisième age.* Il y a quelqu'un, il y a un monsieur à Mangues qui ne reçoit pas son salaire parce qu'il y a quelqu'un du même nom qui est décédé à Maurice qui n'a pas eu, je ne sais pas, la pension. Qu'est-ce que vous faites, M. Baptiste, Commissaire Baptiste ? Qu'est-ce que vous faites ? Qu'est-ce que vous faites ?

Alors, je continue en répondant le Commissaire Baptiste. Comment expliquer le fait qu'auparavant, il y a quelques mois de cela, à La Ferme par exemple, il y avait des dentistes à plein temps. Il y avait un dentiste à plein temps. Comment se fait-il que maintenant, il y a seulement deux fois par semaine ? Qu'est-ce qui s'est passé ? Et puis, vous venez nous dire il ne faut pas parler ici ? Il faut s'asseoir ? Il ne faut pas défendre ces gens qui ont voté pour moi à La Ferme ? *Ah tin !* Parler de cette époque-là, pour moi, c'est du *cheap politiques*. C'est du *cheap, cheap, cheap, very cheap politiques*. Il y a une chose qu'il faut penser. Est-ce que le Commissaire de la santé doit toujours administrer tout ce qui est santé à Rodrigues ? Vous n'avez pas parlé de ça, vous. C'est l'occasion d'en parler. C'est la raison pour laquelle on a mis la motion : pour parler. Est-ce que... Est-ce que... Je peux comprendre que le Commissaire Roussety a des problèmes parce qu'il a seulement l'administration.

C'est l'occasion d'aller à travers cette motion. C'est l'occasion d'aller dire à l'île Maurice que voilà, on a seulement l'administration. On a beaucoup de problèmes. Il y a beaucoup de projets dans ce document que Rosaire, mon ami Rosaire a énuméré. Il y a beaucoup de projets qui n'ont pas été réalisés. C'est l'occasion d'aller à Maurice et dire : voilà, on a des problèmes parce qu'on a

seulement l'administration, tous les décisions « prennent » à Maurice et nous, on ne fait que suivre ce qui se passe, on achète quelques trucs. On nous envoie un indien pour faire une étude pour un hôpital toute neuve et jusqu'à maintenant, on ne voit rien ! Jusqu'à maintenant, Madame la présidente, on ne voit absolument rien. C'est l'occasion d'aller dire. Et, M. le Commissaire Payendee a parlé d'esclavage? Mais c'est lui, l'esclave! Pourquoi? Un Ministre vient de Maurice nous dire *si pou vine baigne nou* ! Et puis, il s'assoit avec le Ministre, il mange !

[Applause]

Mr. F. A. Grandcourt: C'est la raison pour laquelle nous, on n'a pas été parce que nous ne sommes pas des esclaves, Madame la présidente. Et puis, on vient dire qu'on est des esclaves. Il faut penser ! Demain va être dans deux heures ou bien une heure quelque chose. Pensez s'il faut continuer lorsque vous voyez des Ministres venir à Rodrigues, *gallopé ale fer ti toutou apré manzé, boire piouk piouk tombe dans licou*. Après, on nous traite comme on veut.

[Interruptions]

Mr. F. A. Grandcourt: Parce qu'on a voulu... A propos de la motion, on a voulu justement...

[Interruptions]

Mr. F. A. Grandcourt: On a voulu...

Madam Chairperson: Order!

Mr. F. A. Grandcourt: ...justement mettre la motion le 01 février. On avait demandé de mettre la motion un premier février. Justement, c'est symbolique. C'était symbolique parce qu'on s'est dit on est déjà affranchi, le 01 février, c'est symbolique. On va discuter de cette motion pour faire comprendre à ces gens que... Et là je... Encore une fois, il n'est pas là. Le Chef commissaire vous a donné une claque en disant que c'est bien cette motion en résumé. Il a bien résumé la chose. C'est bien cette motion pour nous permettre de voir et de revoir tout ce qui est la santé à Rodrigues, Madame la présidente. Le Commissaire Lisette, lui, il a parlé de l'interprétation des résultats. Mais comment expliquer à quelqu'un ? Il a expliqué à sa façon l'interprétation des résultats mais pourquoi ? La grande question qu'on se pose, Rosaire a posé la question, pourquoi est-ce qu'on a...

Auparavant, on utilisait l'eau de dessalement ? Pourquoi on a *switch* maintenant, on utilise maintenant l'eau de Le Chou ? Quelle explication il y a ?

Qui s'est qui peut nous expliquer la logique derrière, Madame la présidente ? On oublie tout ce qui est interprétation, soi-disant on nous accuse d'avoir mal interprété mais la question reste simple. Je stresse là-dessus. Pourquoi est-ce qu'on a... on utilise plus l'eau de dessalement, on utilise maintenant l'eau de Le Chou ? Est-ce que ça confirme ce qu'on disait tout le temps que l'eau de dessalement n'est pas bonne, n'est pas en norme ? En se faisant, vous venez confirmer ce qu'on disait tout le temps. Il faut savoir ce qu'on fait ! Il faut savoir ! Vous dites que vous avez la vision, vous avez la jeunesse d'esprit, ainsi de suite. Qu'est-ce que vous pouvez nous dire ? Qu'est-ce que vous pouvez répondre au grand public, Madame la présidente ?

Il a aussi parlé... Donc, j'ai parlé de l'aspect psychologique. Il faut voir, M. le Commissaire de la santé, l'aspect d'accompagnement psychologique de ces patients du dialyse ou bien d'autres maladies qui nécessitent ce soin. Le Commissaire Lisette aussi a parlé des gens qui vivent plus longtemps. Mais c'est parce que les gens dépensent leur argent et partent à Maurice. Pourquoi ne faites-vous pas un *survey* sur le nombre de personnes qui quittent Rodrigues ? Ça veut dire, qu'ils n'ont pas de confiance malheureusement dans le système de la santé à Rodrigues. Et nous, en venant avec cette motion de blâme, c'est ce qu'on veut : réinstaurer peut-être cette confiance dans la population. Parce que c'est important, parce que c'est de l'argent public, c'est gratuit, c'est important que les gens puissent avoir leur soin à Rodrigues. Pourquoi les gens vivent longtemps ? Parce qu'ils partent à Maurice ! Il y a beaucoup de gens qui partent à Maurice se faire soigner et puis revenir. Et vous voyez ces personnes-là qui vivent longtemps ? Il va souvent à Maurice pour se faire soigner, Madame la présidente. Soigner. Pour se faire soigner. Alors, je viens sur le Commissaire lui-même. Peut-être ces gens qui sont là, ils ne savent pas. Lorsqu'on pose des questions Parlement, on n'a pas de réponses avec le Commissaire de la santé. Il fait des choses contre la loi ! Le Commissaire de la santé fait des choses contre la loi. Par exemple, ce soi-disant incinérateur qu'il a fait à *Delo Vert*, c'est contre la loi. C'est contre le Environment Protection Act. Pourquoi ? C'est parce que ce incinérateur, avant de le faire, il fallait avoir un...faire un EIA. Environment Protection... Sorry, Environment Impact Assessment avant d'aller fouiller un trou pour faire bruler des dechets medicaux. Est-ce que le Commissaire Lisette peut nous dire si on va en cour, il va gagner son affaire ? Est-ce qu'il peut dire ça là. *Fail !* Si on va en cour, *fail !* C'est la raison pour laquelle il y a cette motion. Parce qu'il a fait des choses contre la loi et on a été à la police ! On a été à la police. *Penkor arrêté. Et nou, nou pa pou kilé !*

Madam Chairperson: Please address the Chair !

Mr. F. A. Grandcourt: Yes. *Nou pa pou kilé*, Madame la présidente. *Wi, nou pa pou kilé nou.* On ira encore à la police pour voir qu'est-ce qui se passe,

s'il faut, je ne sais pas, on verra qu'est-ce qu'il faut faire. Je vais demander au Commissaire Lisette ce qu'il faut faire. Il a fait la loi. Donc, ce n'est pas correct, Madame la présidente. Et il y a une chose que mes collègues ont omis à quelqu'un qui a dit ça ce matin. Et puis, vous dites que ces gens-là sont des esclaves. Il y a quelqu'un qui m'a appelé ce matin, il m'a dit : tu sais, le *board* à l'hôpital de Crève-Cœur dans la salle d'opération a brûlé trois fois. *Electric board*, trois fois a brûlé ! Quelqu'un m'a appelé ce matin m'a dit ça. Que dit le Commissaire ? Imaginez-vous, vous avez quelqu'un, un membre de votre famille qui est en train d'être opéré, grave, il y a le *board* qui brûle encore une fois, quatrième fois. Vous allez vous tourner vers qui ? La Directrice de l'hôpital ? Je ne pense pas parce qu'elle va...

Madam Chairperson: Respected Member !

Mr. F. A. Grandcourt: Yes. Vous allez vous tourner certainement vers le Commissaire. C'est normal ! Vous savez, il est rémunéré pour, Madame la présidente. Il est payé pour recevoir les gens, pour que les gens lui adressent les problèmes qu'ils ont. Mais là, il y a le *board* là, à l'heure que je vous parle, le *board* est brûlé à l'hôpital dans la salle d'opération. *Astere la la*. Et on m'a aussi fait comprendre qu'il n'y a pas d'électricien en garde, il n'y a plus d'électricien en garde à l'hôpital de Crève-Cœur. Personne ne répond. Personne ne répond parce que c'est vrai, Madame la présidente. Vous venez parler de démagogie ? Non ! Il n'y a pas de démagogie. Il y a des vérités et ces gens qui travaillent à l'hôpital, c'est ça, je dis, on a un grand respect pour ces gens-là parce qu'eux aussi... Où est-ce qu'on a des informations ?

Où est-ce qu'on a des informations ? C'est des gens comme vous, des Rodriguais comme vous qui nous donnent ces... Il y a quelqu'un ce matin qui a parlé de million. Il a parlé de 350 millions, 300 million machin. Mais les millions ne guérissent pas les gens. Malheureusement, il faut savoir utiliser ces millions. Il y a eu des millions qui ont été utilisés pour faire... pour mettre un incinérateur à La Ferme. Il y a des millions qui ont été utilisés pour acheter des matériels que vous avez mis à l'hôpital de Mont Lubin. Mais ces millions ne servent à rien si vous ne savez pas l'utiliser convenablement, Madame la présidente. Et j'aimerais dire un mot sur le Commissaire lui-même qui a trouvé ça scandaleux que nous, on a été à l'hôpital. Je ne sais pas si vous avez déjà vu lorsqu'il était dans l'opposition, lorsque le Commissaire actuel a dit dans l'opposition. Vous savez où il était ? Tous les matins, il était à l'hôpital *ek so gros tente ek so lichien*.

[Interruptions]

Mr. F. A. Grandcourt: *Et lichien ine touyé apré ler li vine Commissaire.*

[Interruptions]

[Applause]

Mr. F. A. Grandcourt: Vous savez où est-ce qu'il était ? Il était tout près de la pharmacie. Lorsque quelqu'un sort : « *Qu'est-ce que tu as eu ? Qu'est-ce que tu as eu ? C'est bon ça, ce n'est pas bon ça.* » Il était là-bas. Moi, je l'ai vu. Il était là-bas et aujourd'hui, il trouve que c'est scandaleux que nous, l'opposition, on va à l'hôpital. ... viens me dire que la prochaine fois, je ne pourrais pas passer la barrière pour entrer dans la salle dans la cour de l'hôpital mais s'il faut marcher sur des gens, on va marcher parce qu'on fait notre travail, Madame la présidente, avec tout le respect. Voilà. Donc, j'aimerais venir... Il a bien dit tout à l'heure là, s'il y a une paille dans... tu vois une paille dans mon œil, essaie de tirer la poutre qui est dans tes yeux. Traitement des patients pour la dialyse. L'eau, on peut avoir l'eau. Il y a trois différentes sources d'eau.

Premièrement, osmose inversée. Ça veut dire dessalement. Deuxièmement, distillation. Personne n'a parlé de ça. Personne n'a parlé de distillation, une unité de distillation pour l'eau à QEH. Personne ! Pourquoi est-ce qu'on n'installe pas une unité de distillation de l'eau, on résout le problème ? C'est vrai que l'eau du osmose, du dessalement, on doit faire venir par des tuyaux, ça doit être transporté. Je ne sais pas comment ils font mais entre temps, cette eau-là peut être contaminée. Pourquoi est-ce qu'on n'a pas parlé de.... Personne ! Personne ! Et troisième et dernière option, c'est utiliser l'eau de source. Vous savez, Madame la présidente, en France, il n'y a que les personnes qui ont une machine de dialyse chez eux qui utilisent l'eau de source. Dans les hôpitaux, on utilise soit l'eau venant de l'osmose inversée ou bien de l'eau distillée pour traiter les patients. On parle de Rodrigues étant un exemple dans la République de Maurice.

C'est ça, je pense qu'il fallait faire et vous avez des PPS et vous avez aussi un honorable membre à l'Assemblée nationale, qu'ils fassent leur travail, qu'ils aillent demander de l'argent pour venir aider ces gens à Rodrigues. Et là aussi, on se demande que font ces gens à Maurice, Madame la présidente ? Alors, l'échantillon de l'eau a été envoyé à Maurice. On se pose des questions. Qui c'est qui a transporté l'eau à Maurice ? Et est-ce que c'est cette eau provienne vraiment de l'eau de dessalement ? Qui c'est qui a emmené cette eau à Maurice ? On parle de voilà, on a eu les résultats. Mais qui c'est qui a emmené ça là-bas ? C'est une personne indépendante ? Est-ce qu'il y a quelqu'un qui n'a pas *temper* en route ? *Ajoute impé delo crystal ladan ine alé.* Est-ce que vous pouvez nous assurer le transport de cette échantillon sur Maurice ? Ça a été bien fait. On se pose des questions là-dessus, Madame la présidente.

En parlant de la salle de dialyse, alors, on se pose aussi des questions quels sont... Quel est l'ogani... Est-qu'il y a un organigramme déjà établi pour les staffs qui travaillent au centre de dialyse ? Vous savez qui c'est qui est responsable de ça dans les pays européens, Madame la présidente ? C'est un pharmacien ; pas un technicien. C'est un pharmacien. Est-ce qu'il y a un pharmacien qui s'occupe de notre unité de dialyse à Rodrigues ? Parce que c'est le pharmacien qui lui, il va mélanger les solutions avant de faire la dialyse et c'est lui qui est responsable, c'est lui qui est en haut et puis, il y a des techniciens qui travaille sous ses ordres, sous ses commandements. Est-ce qu'il y a un pharmacien qui travaille à Rodrigues ? Je pense que la réponse est non. Et je vais maintenant revenir sur un point. Donc, j'ai parlé de... du pharmacien. Il y a le côté biomédical qui s'occupe de la maintenance. Il y a l'hémodialyse qui s'occupe des contrôles et des infections, l'hygiène, prélèvement et le labo analyse. Mais là où il y a un problème, c'est le côté médical, c'est le côté maintenance des appareils du dialyse à Rodrigues. Et là, je vais toucher un point. Pourquoi il y a une panne de ces appareils ? Pourquoi ?

Rosaire et le *Minority leader* avait mis la main là-dessus ce matin où ils ont parlé des appareils. Laissez-moi vous expliquer, Madame la présidente. En décembre 2012, il y a eu *commissioning* des appareils qui ont été achetés. Il faut bien suivre. Décembre 2014, ça veut dire deux ans de garanti, décembre 2014, terminée. En 2-15, ils ont lancé un contrat d'un an pour le *servicing*. Et ensuite, de 2015 à 2018, juillet 2018, ils ont lancé un contrat de trois ans pour la maintenance de tout ce qui est traitement de l'eau. Et c'est là où apparu le problème, c'est de 2018, juillet 2018 à 2019. Ça veut dire juillet/août, le contrat s'est terminé en juillet 2018. Juillet, aout, septembre, octobre, novembre, décembre. Il n'y a pas eu de contrat.

C'est la raison pour laquelle, dites-vous bien, Madame la présidente, c'est la raison pour laquelle on a eu ce problème. Pourquoi il n'y a pas eu de contrat de maintenance pendant six mois ? Pas de contrat de maintenance ? Problème ! Est-ce que le Commissaire peut répondre à ça ? En juillet 2018 jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de contrat de maintenance pour l'eau. Et puis, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont appelé.... *sipa comen appel la*. Ils ont appelé... d'après la réponse qu'il nous a donné la dernière fois venir dire de venir en catastrophe pour venir voir quel est le problème, ça. C'est parce que lui, il n'a pas fait son travail. Le Commissaire n'a pas fait son travail et entre temps, entre juillet 2018 et décembre 2018, nous avons eu *Festival Kréole*. *L'appareil pe kassé laba dan l'hospital, Festival Kréole ici*. Avancez, célébrez... *Apré lote la ki été ?*

[Interruptions]

Mr. F. A. Grandcourt: *Mo pa ti alé. Amizé, avancé, célébré. Festival Kreole. Entre temps, il y a eu le Rodrigues Day, journée de Rodrigues en octobre. L'appareil pe kassé laba. Entre temps, le Chef commissaire, il a marché sur le... comment s'appelle ? Le crossing de l'hôpital. Il aurait pu marcher un petit peu pour aller demander qu'en est-il de la maintenance des appareils pour le traitement d'eau. Entre temps, ça se passait, laba pe kasse tuzur, Madame la présidente. Qu'est-ce que vous avez à dire ? Et puis, vous ne venez nous dire que nous n'avons pas le droit de venir parler ici ? Vous venez nous dire que l'opposition n'a pas de raison d'être, d'exister dans ce Parlement ? Vous venez nous dire que le *Minority Leader* n'a pas le droit de mettre une motion de *no confidence* ? Madame la présidente, c'est comme...*

Moi aussi, je partage ce que le Chef commissaire a dit. C'est l'occasion. Je vais terminer ici. C'est l'occasion encore une fois, de réfléchir sur tout ce qui est les décisions à prendre pour régler ce problème à Rodrigues et nous, de 'cet' côté de la Chambre, Madame la présidente, comme je vous ai dit, *nou pa pou kilé*. On va faire notre travail coûte que coûte. S'il faut aller, je ne sais pas, s'il faut que les policiers viennent nous voir tous les jours, il n'y a pas de souci. C'est notre travail. On le fait pour le peuple et avec le peuple. Merci, Madame la présidente.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, respected Member. The Commissioner for Health and Others.

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): *To pa pou kilé mais nou nou continié avancé. Premièrement, je vais répondre au membre Grandcourt concernant pharmacien pour la dialyse. Pas bisin pharmacien dialyse. Solution dialyse fini premix avan li vini. Zot bisin ale aprane bien dan l'hôpital comment ça se passe. Et aussi, c'est du cheap politics qui disent que lorsque j'étais dans l'opposition, je faisais pied de grue devant la pharmacie. Such a cheap politics tous les jours. J'y allais...*

[Interruptions]

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): Ferme ta bouche, ferme ta gueule.

Madam Chairperson: Commissioner, please ! Commissioner, please !

[Interruptions]

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): Je retire. Et quand j'allais à l'hôpital, c'était pendant les heures de visite ; non pas comme vous avez fait le lundi 28 janvier 2019, *if it is not emergency in the hospital*. Madame la présidente, ce n'est pas étique pour un politicien même s'il est un élu de débarquer, de pénétrer dans les bureaux sans l'autorisation. La plateforme reste l'Assemblée régionale ou nationale. Ils ne peuvent pas se concentrer... confronter à des officiers. Les... officiers n'ont pas de compte à rendre pour donner des informations ou donner des informations à n'importe qui même s'il est un élu à moins si c'est un Commissaire ou un Ministre concerné.

Mr. J. L. R. Perrine: Ah bon?

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): Un officier n'est pas redevable à aucun politicien, élu ou pas même si on est le leader de l'opposition ou le leader de la minorité. Un officier responsable au Ministre ou un Commissaire. Heureusement, le membre Rosaire Perrine a parlé de l'unité psychiatrique. Je vois que cela doit arriver à grands pas parce qu'il y a des gens qui ont besoin d'un psychiatre à Rodrigues et heureusement...

[Applause]

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): ...le docteur Speville arrive, est déjà arrive. Il va finir son pupillage à Maurice et pour travailler chez un consultant mais il va venir parce que je vois qu'on a bien besoin d'un psychiatre à Rodrigues et je crois que vous pensez ce que je pense. Dommage, il y a des gens qui sont déjà partis. Aussi, le *Minority Leader* ne connaît pas le dossier de.... Il y a seulement un à l'hôpital, non pas deux. Ces renseignements sont faux. *Kan MR ti la pa ti enan narnien*. Pour parler des électriciens *on shift*, l'establishment ne nous permet pas pour le moment mais on a des électriciens *on call*. Quand j'ai un problème à l'hôpital, on les appelle et ils arrivent tout de suite pour faire la réparation nécessaire sur le circuit électrique. Il y a un membre qui a parlé de trois heures de temps pour avoir un x-ray.

Mais ça, je lui mets au défi parce qu'il y a trois officiers, trois *Imaging Technologists* à l'hôpital de Crève Cœur et jamais on n'a eu la queue, j'ai vu la queue qu'un patient attend. Mais tout ça, il y a beaucoup de choses que les membres de la minorité ont dit dans cette Assemblée ne sont pas bien vraies. Et aussi, je conteste les photos que le membre Volbert a déposées sans authentification mais ça, je le laisse à ses propres confusions. Madame la présidente, cette motion a été déposée dans cette Chambre suite à la visite du leader de l'opposition à Rodrigues du 22 au 25 janvier 2019. Mais ce qui est drôle, c'est que le parti MR a surfé sur cette vague de leader de l'opposition ils aussi, ils sont rentrés à l'hôpital de Crève Cœur sans l'autorisation nécessaire.

C'est plus drôle... Ce qui est drôle, c'est que le Mouvement Rodriguais n'a pas aidé leur soi-disant allié d'avant. Ils ont préféré rester à l'écart parce que...

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order !

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): Parce que le coq de la bassecour va prendre beaucoup de p'tit poules.

[Interruptions]

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): Le Mouvement Rodriguais, à mon avis, veut faire de la *cheap politics* : se servir de l'ignorance de certaines personnes, comme celui de ce parti qui a eu une raclée en 1982 d'où son leader est retourné à Maurice avec son slip à l'envers. Moi, j'étais là. *Mo ti la*.

Madam Chairperson: Commissioner, please !

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): On dirait que celui qui a lancé cette motion de blâme, le leader de la minorité ne connaît rien à la politique. Se servir des maladies des gens pour faire de la politique. Comme quelqu'un a mis un poste sur l'Express, je ne vais pas dire son nom, que le leader de la minorité ne s'y connaît pas en médecine. Je cite : « *Il vient simplement voir si la soupe est bonne pour faire sa politique* ». ».

Madam Chairperson: Commissioner, please, this is a post on Facebook ?

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): No, on l'Express.

Madam Chairperson: No, this is not allowed.

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): Mais ça ne fait rien. Je vais dire... Parce que se servir de la maladie des gens pour faire de la politique, comme ça a été fait le lundi 28, ce n'est vraiment pas faisable. Leur but de poser, de mettre cette motion de censure, c'est de me salir et de salir le Gouvernement régional de l'OPR. Ils veulent prendre le pouvoir. C'est vraiment déplorable. C'est vraiment pitoyable. C'est vraiment lamentable. C'est vraiment désolant. C'est vraiment chagrinant de voir des personnes se servir des autres pour le bien de soi. Sur quel banc d'école sont-ils allés ? Sur les bancs *en bas pié bakoi*. Lundi comme je viens de dire, ils ont pris l'hôpital de Crève Cœur

en otage. Le leader de la minorité avec ses membres voudrait rencontrer des patients qui étaient en train de faire leur dialyse. Mais heureusement qu'ils ont été interdit d'accès. Ils ont attendu longtemps au soleil devant la salle de dialyse. Pour moi, c'est faisant du vilain. Avec cette motion, on veut ma peau. Pourquoi veut-on sa peau ? Pour renverser le gouvernement qui travaille trop. C'est la deuxième fois que le Mouvement Rodriguais s'acharne sur moi et je suis leur bête noir.

[Interruptions]

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): Madam Chairperson, lack of competence was during the period August 2006 to January 2012 where there has been a change in government and where there has been four Commissioners for Water Resources. What did they do? Nothing. During their mandate, they showed nothing in their development for Rodrigues. The Minority Side has nothing to show and the population regarding the implementation of projects. I am sure themselves, they are astonished now and jealous of what is being done. Et ils pensent que plus ils perdent de temps, plus le pouvoir les échappe. Voilà pourquoi leur motion de censure contre moi. C'est une bonne.... bonne à manger. Madame la présidente, je remercie mes collègues qui sont intervenus sur la motion. J'apprécie leur soutien.

[Interruptions]

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): J'apprécie leur soutien, la confiance qu'ils ont en moi. Madame la présidente, après ma carrière professionnelle, j'ai décidé de faire de la politique dans le seul but de continuer à travailler pour le progrès et le développement de Rodrigues afin que mes frères et sœurs, habitants de ce pays puissent vivre dans une société où il fait bon de vivre. Dans ce contexte, je remercie toute la famille de l'Organisation du Peuple de Rodrigues ainsi que notre leader, Serge Clair, qui m'ont fait confiance, qui ont permis que je sois ici présent et qui m'ont toujours soutenu. C'est ainsi que j'ai été membre de cette auguste Assemblée pendant douze années consécutives dont cinq ans comme membre de la minorité, cinq ans comme Commissaire des infrastructures publiques et de ressources en eau et deux ans jusqu'à maintenant comme Commissaire de la santé entre autres.

Madame la présidente, lorsqu'on m'a confié la responsabilité de la Commission de la santé en février 2017, je l'ai accepté avec beaucoup de plaisir. J'ai considéré que cette responsabilité est une opportunité pour contribuer dans un secteur clé pour l'amélioration du système de santé de qualité, efficace et adéquate pour le bien-être de nos concitoyens. C'est dans cette perspective que beaucoup de projets ont été réalisés et des mesures ont été... projets et mesures

ont été réalisés depuis février 2017 à ce jour. Avec votre permission, Madame, ma collègue, mes collègues ont énoncé beaucoup de projets de réalisation et nous avons œuvré pour un meilleur suivi des patients avec la collaboration du Ministère de la santé à qui nous travaillons en étroite collaboration dans plusieurs domaines. Nous avons plusieurs spécialistes dans les domaines tels que la médecine générale, la pédiatrie, la psychiatrie, la gynécologie entre autres qui sont en permanence à Rodrigues. Nous sommes allés plus loin en offrant des possibilités de spécialisation à nos médecins Rodriguais et il y aura la signature d'un *Memorandum of Understanding* entre l'Université de la Malaisie et les docteurs Rodriguais qui vont faire leur spécialisation dans l'orthopédie, l'orthopédiste et la pédiatrie et aussi la gynécologie. Deux ont déjà terminé leur étude dans le domaine de la médecine interne et la psychiatrie respectivement. Très prochainement, ils pourront prendre leur poste en tant que spécialiste après une période prévue dans les hôpitaux à Maurice. Beaucoup de projets d'infrastructures ont été dit dans cette Assemblée depuis ce matin mais il y a deux projets qui « n'a » pas été dit : c'est la rénovation du centre de santé de Petit Gabriel pour la somme de Rs3,7 millions qui va... Nous allons commencer avec le médecin de famille à Petit Gabriel et aussi d'autres rénovations dans plusieurs centres de santé communautaires, la construction d'un nouveau centre de santé communautaire à Baie aux Huitres pour la somme de Rs11,3 millions. Le projet sera complété d'ici quelques mois avant la fin de cette année financière. Madame la présidente, pendant le courant de la semaine prochaine, le membre Grandcourt avait parlé du problème que nous avons à la salle d'opération. Mais une nouvelle salle d'opération sera très bientôt opérationnelle pendant le courant de la semaine prochaine dans le new *maternity block* à l'hôpital de Crève Cœur. Madame la présidente, je suis fier que toutes ces réalisations pendant un si peu de temps. C'est un travail d'équipe qui nous a permis d'en arriver jusque là. Je profite encore une fois de remercier le Chef commissaire et tous mes collègues du Conseil exécutif pour leur soutien et leur collaboration. Je remercie le personnel de ma Commission et tout le service de la santé pour leur dévouement. Ils font vraiment un travail extraordinaire même si certains d'entre eux ici disent le contraire. Je remercie tous nos partenaires en particulier le Ministère de la santé et les organisations non gouvernementales. La liste est très longue pour citer tous. Avec qui nous collaborons pour la réalisation de nos objectifs. Je remercie toute la population de Rodrigues pour leur confiance dans notre système de santé même s'il y a des gens qui disent le contraire, qui leur brouillent l'esprit. Combien de visiteurs étrangers qui ont reçu des soins dans nos hôpitaux...

[Interruptions]

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): Lave tes oreilles.

Madam Chairperson: Commissioner, please!

[Interruptions]

Madam Chairperson: Commissioner, please address the Chair!

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): J'ai dit des soins mais est-ce qu'il y a des membres de l'autre côté de la Chambre, Madame la présidente, qui ne savent pas écouter mais ils savent critiquer. *La police pe vine sers moi lor Facebook*. Qui ont reçu des soins dans nos hôpitaux et qui n'ont pas fini de nous remercier pour le service efficace et rapide et gratuit que nous offrons au public. Ils sont nombreux, Madame la présidente. Nous devons être fiers surtout quand nous voyons ce qui se passe dans certains pays où le service de santé 'sont' inaccessible pour certaines catégories de personnes. Madame la présidente, en toute humilité, j'avoue que les réalisations sont éloquentes sans compter celles de mes collègues cautionner leur différentes Commissions. Je ne sais pas si c'était avec vous, Madame la présidente, mon premier proverbe pour la minorité était : « *La caravane aboie, le chien passe* ». Aujourd'hui, c'est pour eux que je vais reformuler 'une' autre proverbe : au pays des borgnes, des aveugles sont rois parce qu'il y a beaucoup de personnes qui ne voient pas ceux que nous faisons à l'hôpital. Au pays des borgnes, les aveugles sont rois. Ça veut dire qu'ils sont aveugles et ne voient pas ces développements de grandes envergures qui se passent à Rodrigues. Madame la présidente, le Mouvement Rodriguais a été au pouvoir de 2006 à 2011. Est-ce qu'ils peuvent me dire quel a été leur bilan dans le secteur de la santé pendant ces cinq longues dernières années. Absolument rien, Madame la présidente. Ils n'ont rien fait et ils essayent de chercher désespérément des moyens pour jeter la boue, empêcher des gens de croire en ce que nous faisons et ils veulent reconquérir le pouvoir. C'est vraiment honteux, malheureux et pitoyable. Ce genre d'attitude relève de la pure démagogie. Parce que c'est vrai. Madame la présidente, le Commissaire ne veut pas être responsable d'un problème technique d'un appareil. Si les membres de la minorité pensent que c'est le cas, ils sont vraiment dans la naïveté. Et quelqu'un a dit oui de l'autre côté que je dois savoir si un appareil n'est pas bon. Un Commissaire décide de la politique, de l'orientation de la Commission se basant sur la philosophie du parti et non pas la surveillance des appareils. Madame la présidente, je félicite le personnel qui leur ont fait objection la dernière fois, le lundi 28 janvier. Est-ce qu'ils croient que tout leur est permis ou ils veulent faire comme ce Chef de l'opposition qui vient de Maurice qui s'est permis de rentrer dans la salle de dialyse sans autorisation ? Et je crois qu'il a eu... nécessaire avec les journalistes de Maurice pour cette attitude écœurante et que moi aussi je dénonce. Ils ne respectent pas même le *privacy* des patients pour arriver à leur fin politique. Ce que je condamne encore, Madame la présidente,

c'est la façon de faire de ce leader de l'opposition de Maurice qui s'est entré dans une salle sans manière. Il y a une manière de faire et il a le culot de dire que je suis incompetent. Mais moi, je lui dis que c'est lui qui est incompetent, sa façon de vivre, comment il s'est comporté à Rodrigues. C'est une honte, Madame la présidente. Mesdames et Messieurs les membres de l'opposition, pendant que vous faites votre démagogie, nous, nous avons été à la hauteur de notre responsabilité face à des imprévus. Nous avons pris des décisions qui s'imposent afin d'assurer une continuité dans les services offerts aux patients et à la population en général. C'est peut-être cela qui vous blesse. Madame la présidente, j'ai le sentiment du devoir bien fait. Notre souci, c'est le bien-être de la population. Nous prenons des décisions quand il le faut. Nous visons une population en bonne santé et résilient. Dans cette perspective, nous allons poursuivre nos efforts pour un service de qualité à Rodrigues. Les trois projets qui nous tiennent à cœur, Madame la présidente, premièrement, c'est l'implémentation du projet E-Health. Le contrat a été déjà alloué au *State Informatic Limited* et les travaux sont déjà en cour et seront terminés d'ici juillet de la fin de cette année. Du moment complète, le projet permettra l'informatisation du service de la santé. Cela va faciliter les patients, le personnel soignant et non soignant ainsi que la gestion du service. On n'aura plus les longues files d'attentes devant le *Records Clerk*. Le patient n'aura qu'à aller directement au *Ward Manager* et le Charge Nurse pour leur consultation avec le médecin. Fini les pertes de testes sanguines. Le technicien du laboratoire n'aura qu'à entrer les données directement sur le dossier du patient que le médecin recevra à travers son ordinateur. Dans ce projet, la pharmacie sera aussi mise à contribution et il n'y aura pas de grue devant la pharmacie. Le stock de médicaments sera géré efficacement. Le médecin saura si le médicament prescrit est disponible en stock et s'il y aura une autre alternative. Le projet, le deuxième projet concerne la réorganisation du service de la santé tout en consolidant sa structure très organisationnelle. L'objectif est d'offrir un meilleur service aux patients, à toute la population de Rodrigues. Dans ce contexte, ma Commission a déjà travaillé sur la structure et ceci a été soumis au Consultant dans le cadre de la réorganisation des structures de l'Assemblée régional de Rodrigues. Le troisième gros projet concerne la construction d'un hôpital moderne à Rodrigues. Durant la visite du Ministre de la santé à Rodrigues en 2017, je lui fais part de mon appréhension au niveau du bâtiment de l'hôpital de Crève Cœur qui a été construit en 1959 et ma demande a été prise en considération par le Ministre et tout de suite, avec le Premier ministre, ils ont pris la décision de solliciter le *Hospital Services Consultancy Company* de l'Inde pour l'élaboration d'un plan directeur pour l'hôpital de Crève Cœur. Voilà. Tres bientôt, *to pou koné la*.

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order!

[Interruptions]

Madam Chairperson: Order, please! Order!

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): Le plan, le structure, il y a beaucoup mais ce sera un bâtiment...

Madam Chairperson: Respected Member, please!

The Commissioner for Health and Others (Mr. S. P. Roussety): Ce sera un bâtiment moderne où tous les services seront dedans et sans.... Le bed capacity arriver à 358. Le plan est déjà à jour. Ce plan est déjà à jour et nous espérons pouvoir démarrer les travaux pendant la prochaine année financière avec d'autres projets d'infrastructure aux Centre de Santé de Zita Jean Louis de Mont Lubin et celui de La Ferme et des autres santé communautaires.

Pour conclure, Mme. la présidente, ...

Madam Chairperson: Order please.

Mr. S. P. Roussety: Je vais dire que mes collègues et moi nous avons démontré que la motion déposé par le Leader de la Minorité est simplement *null and void*. Ils ont beaucoup parlé de *cheap politics* que je ne vais pas répondre, c'est perdre de temps. J'ai envie d'aller dormir. C'est comme-si les Membres de la Minorité essayent de défoncer une porte ouverte. Mais moi, je vous dis que je serai toujours-là et je serai toujours devant la porte pour vous empêcher de faire vos démagogies. Les petits détails manquent de poids, ne contiennent pas aucune des idées valables à la hauteur des espérances. Nous sommes-là, nous avons des visions.

Madam Chairperson: Order.

Mr. S. P. Roussety: Bref, les Membres de la Minorité se sont tout simplement discrédités à travers cette motion. Ils n'ont pas su montrer leurs niveaux. Leur niveau a été très bas. Encore une fois, merci au Chef Commissaire et à mes collègues pour leurs supports. Merci aux personnels de ma Commission pour leurs dévouements. Merci à tout notre partenaire pour leurs collaborations. Nous sommes certains que nous pouvons compter sur vous pour le bon travail qui va continuer. Je demande à cette Auguste Assemblée de rejeter cette motion tout simplement. Merci de votre attention, Mme. la présidente.

Madam Chairperson: Thank you, Commissioner. And, now here the summing up by the Minority Leader.

SUMMING UP

The Minority Leader: Thank you, Madam Chair, I would like for the summing up to thank all the Members from both sides of the House who have participated in this debate on this motion.

Mme. la présidente, en écoutant le Commissaire de la Santé, je n'ai qu'un seul mot pour décrire ce que je viens d'entendre. Pathétique ! C'est tout simplement pathétique. Et, il y a quelque chose que je ne comprends pas, d'un côté il y a le Commissaire de la Santé qui dit que c'est *nul and void* cette motion, et de l'autre côté, il y a son chef, le Chef Commissaire qui dit : « *C'est bon d'avoir cette motion, ça nous donne l'occasion de discuter* ». Mais c'est ça le but. Du clache des idées, il y a des étincelles qui sortent. C'est le pays qui sorte gagnant. Mais si vous prenez tout de façon négatif. On vient de parler d'optimisme et négatif. D'optimisme et le pessimisme, Mais là, on entend un autre son de cloche, la motion, il nous a attaqué, il dit contre façon. En écoutant, l'arrogance avec lequel le dernier intervenant, le Commissaire de la Santé, en écoutant cette arrogance ça nous conforte d'être venu avec cette motion. Il a parlé de motion, se servir de la maladie des gens pour faire de la politique. Non, on ne fait pas de la politique, de *cheap politics*. Quand les gens sont malade, ils viennent nous voir, c'est notre devoir d'aller les voir. C'est ce qu'on a fait. On a été à l'hôpital pour voir des gens malades. Pas pour se servir d'eux pour faire de la politique. Il a parlé... Il vienne à chaque fois Leader de l'Opposition etc. Mais laissez-moi vous dire qu'on a pas attendu le Leader de l'Opposition pour parler du problème de dialyse lors d'une conférence de presse bien avant qu'il ne vienne. Juste après le 5, on a fait notre première conférence de presse de l'année, on a parlé de ça. On est régulier dans notre travail. On a pris notre responsabilité vis-à-vis du peuple de Rodrigues. Si vous, vous avez des problèmes avec des gens qui viennent de Maurice, quelque fois on ne comprend pas. Quelque fois quand le type est Ministre, on l'embrasse, l'accolade, ah bienvenu. ... etc. Quand le type est dans l'Opposition, ah on essaie de le criminaliser, c'est le diable en personne. Mais par contre, quand certaines personnes viennent maltraiter les Rodriguais, en parlant de *vine baigne Rodriguais* – on reste tranquille. On l'invite comme invité d'honneur. Il faut dire les choses tels quels sont. Il ne faut pas être *one-sided*. Nous on prend nos responsabilité. Écoutez, Rodrigues est autonome. On a des choses à vous dire, on le dit. On n'a pas besoin de béquille comme vous. On a pris nos responsabilité. C'est ce qu'on fait. Alors, on doit grandir.

Il y a quelque chose de très intéressant que j'aurais aimé dire *right at the outset*, concernant les responsabilités du Rodrigues Regional Assembly. C'est

prévu dans le Rodrigues Regional Assembly Act qu'on peut demander à prendre plus de responsabilité quand on sent le besoin. Mais là, s'il y a besoin du côté de la Santé de prendre plus de responsabilité. Mais qu'on y va. Qu'on vienne avec un projet de loi. On a le droit de le faire. Quand on a drafté le Bill, j'étais là. J'ai participé à l'Assemblée Nationale là-dessus. Mais on a le droit. Allons-y gaiement. Mais qu'on le fait dans l'intérêt de Rodrigues. On ne vient pas trouver les échappatoires etc. C'est ça le but de cette motion. C'est d'apporté des idées et de quel côté, n'importe quel côté que ces idées-là viennent, il faut que ce soit dans l'intérêt de Rodrigues. On ne peut pas parler de *nul and void etc.* Il a même dit : « *on veut ma peau* ». Un Commissaire n'est pas tenu, ne doit pas être tenu pour responsable d'un problème technique sur un appareil. On est tout à fait d'accord. Mais quand le problème perdure et que le Commissaire il est au courant. Mais là, il a sa responsabilité directe, il doit prendre ces responsabilités, parce que c'est lui qui doit coordonner les travaux, il doit répondre ici. Il ne faut pas attendre que la situation empire, qu'il y a des gens qui perdent la vie pour ensuite au lieu d'agir vous réagissez. Agissez au lieu de réagir. C'est tout ce qu'on vous demande pour le bien de notre pays.

J'ai écouté les différents Membres, il y en a qui ont donnés des idées qui sont bonnes, mais il y en a d'autre qui vraiment *they get carried away* et raconte n'importe quoi. Comme certains qui ont dit, qui ont tapés fort sur les fonctionnaires. Ce n'est pas bien. Ils y en a qui on dit que certains fonctionnaires sont *bayasse* c'est pourquoi... *Ki bayasse ? Il y a les fonctionnaires ceux qui nous ont donnés ce rapport sur l'eau, ils sont les esclaves.* Mais quel est ce langage ? Ce ne sont pas des esclaves. Ils veulent aider leur pays, ils sont vus que ce n'était pas bien d'utiliser une eau de mauvaise qualité pour faire la dialyse. Mais ils ont le droit de tirer la sonnette d'alarme. Là on a entendu toute sorte de chose. Que l'eau est bonne. Je crois que c'est le Commissaire Lisette, qui en a parlé. Il dit : « *Il y a des standards of potable water, il y a le high or low standard. The permissible limit for certain poison.* » Mais si c'est permis d'avoir tant gramme, tant milligramme de plomb ou de mercure ou de je ne sais quoi, dans l'eau. Ah, s'il y a ces traces là il faut accepter. Moi je pense qu'il nous faut chercher le meilleur pour Rodrigues. La meilleure eau possible. *The best standard.* Pas limite, limite. C'est de ça qu'on veut parler. S'il y a trop de sel dans l'eau, qu'on essaye d'améliorer cela et ne pas dire, ce dire voilà c'est dans la limite. Mais on laisse passer. Il s'agit de nos frères et nos sœurs de Rodrigues. Il ne faut pas s'arrêter avant d'atteindre l'excellence. D'avoir le meilleur pour notre peuple. Et, dans l'Opposition on nous blâme quand on veut atteindre cela. Moi, je pense qu'on doit être plus sérieux. Et, ce papier que j'ai *tabled*, que j'ai eu de quelqu'un. Où j'ai eu ça ? Il y a des gens, ils viennent, ils mettent dans mon *letter box*. Je l'ai et je l'apporte. J'ai lu. Mais il y en a qui ont dit, il y a d'autres rapports qui sont sortis. Il y a d'autres rapports qui sont sortis. Il y a d'autres rapports qui sont sortis. Mais on dit c'est bon, voyez l'eau on a refait les tests, c'est bon. Mais si

c'est bon, c'est bon. Moi, j'ai *tabled* ce que j'ai. Mais vous pourquoi vous ne le faites pas ? Pourquoi cette opacité, pourquoi cacher la vérité au peuple ? Mais qu'est-ce qu'il y a à cacher ? Si vous dites la vérité, c'est bon. Mais on n'a rien vu ! Mais là, on a toujours des doutes. Les patients auront toujours des doutes. *Table* cela. Qu'est-ce qu'il y a à cacher dedans ?

Donc, vous voyez, la motion a sa raison d'être mais là elle nous fait découvrir les non-dits, les choses qu'on cache. Et, on a dit aussi que depuis juillet 2018, ça fait plus de six mois, qu'il n'y a pas eu... il y a eu un rapport qui a tiré la sonnette d'alarme – depuis six mois, il n'y a pas eu de contrat de maintenance pour la dialyse, pour les machines de dialyse, pour le filtre. Mais il faut qu'on prenne nos responsabilités. Quand on dit ça, on veut la peau du Commissaire ? Non. On veut le secouer pour qu'il prenne ces responsabilités. Parce qu'il s'agit de la santé des gens. S'il y a des équipements qui date de mathusalem, il faut le changer. Là, pour terminer, qu'est-ce qu'il fait ? Il vient de l'avant avec d'autres... Ils ne font que des propositions, qu'ils vont faire ceci, ils vont faire cela. Mais à chaque fois, on parle mais action ? Ça ne vient pas. Veut dire juste avec des propositions mais après on ne voit rien venir. *Anne ma chère Anne*. On a aussi parlé, il y a certains membres qui ont parlés, *la motion qui vise a divisé. Veille bef mort* ! Mais une motion crée la division dans votre partie ? Si la division est déjà là, vous n'avez pas besoin de nous pour cela. Si votre partie se divise, là je vois qu'il y a un membre qui n'est pas là.

Madam Chairperson: Please address the Chair.

The Minority Leader: S'il y a un Membre qui n'est pas là. Mais non le Membre est là-bas. Si le Membre n'est pas là, ce n'est pas notre faute. Et, nous on sait ce qui se passe malgré les sourires de façade, on sait ce qui se passe en dessous. On sait que la division n'a pas attendu le MR pour se faufiler à l'intérieur. La nuit des longs couteaux, on sait cela. La nuit des longs couteaux est déjà là. S'approche, c'est là. On le sent. Mais nous, on fait notre travail. On ne va pas voir ce que vous faites. Si vous vous trouvez confortable avec ce qui se passe, sans problème. Mais on fait notre travail. Mais de grâce ne venait pas nous coller ça sur le dos quand demain vous vous divisez vous dites, ah c'est le MR, à cause de sa motion, etc. Non. On fait ça pour le pays. On ne fait pas ça pour diviser quoi que ce soit.

Le Commissaire Baptiste, il a parlé longuement. Lui, on dirait qu'il est resté bloquer dans le passé. Il a parlé de 2000, je ne sais pas 2007, 2000 je ne sais quoi. A un certain moment, je croyais qu'il allait retourner à l'âge de pierre. Il avait même parlé de François Leguat quand il est venu à Rodrigues avec ces huit amis. On doit parler de ce qui se passe actuellement. Pourquoi réveiller le passé, réveillé le passé et parlait des gens. Il a parlé d'un Commissaire de la Santé, qui

a fait ceci, qui a fait cela. Mais le Commissaire de la Santé... C'est pourquoi on la laissé partir. Et, où il se trouve l'ex-Commissaire de la Santé maintenant ? Il ne se trouve pas avec eux maintenant ? Ce n'est pas un de leurs bras droits ? Mais alors ! Si vous voulez l'attaquer, aller le voir il est avec vous.

Il y a le Commissaire Payendee, lui *he get carried away*, il a fait son *show* théâtral comme toujours. Mais on a remarqué, il a parlé d'esclave, etc. J'espère que lui, il a été affranchi ? Parce que le plus... l'esclavage le plus grave, le plus dangereux, c'est l'esclavage de l'esprit. Et ça, c'est très, très, dangereux. Il a fait tout ce théâtre-là. Franchement, à aucun moment j'ai vu prendre au sérieux, j'ai vu être sérieux en prenant la défense du Commissaire de la Santé. J'ai pas vu ça. *The body language* parle plus fort que ces paroles. Je ne vais pas m'attarder plus là-dessus. Non, je sais.

Concernant le Commissaire Lisette, il a parlé de, *staff are not to be blamed*. Mais on n'attaque pas le staff. S'il y a quelqu'un qui fait des erreurs, on l'attaque. Mais pas le staff en général. On a dit que le staff de l'hôpital, ils sont compétent, ils font leurs travaux, mais il manque de moyen. Il faut leurs donner plus de moyen. Et dire, à Rodrigues les gens sont satisfaits du Service de la Santé. Et, si c'est vrai, je vous demande de faire un *survey*. Là, il y a ce problème-là, faites un *survey* et on saura. Demander aux gens de parler librement et on saura. Pourquoi cacher ? Pourquoi parler de *negative politics* ? On a parlé de... On dit qu'à chaque fois, *whenever things happened wrong, we say the Commissioner must resign. Too simplistic*. Non. Quand le Commissaire a fait une erreur et il continue dans l'erreur, il persiste dans l'erreur. Mais là, il doit prendre ces responsabilités. Cette affaire de dialyse là, ça ne date pas d'hier ça. Depuis quelque temps, des mois. Là, il dit, non c'est *too simplistic*. Dans d'autres pays, il a cité des pays où les ministres n'ont pas démissionnés. Mais je peux vous citer un floper de pays où il y a eu des nombreux ministres qui ont démissionnés pour moins que ça. Par exemple, en Italie un pont qui aurait dû être démoli, on l'a pas fait, le pont s'est affaisser sur plusieurs personnes. Le ministre a démissionné tranquillement. Il y a plusieurs exemples comme ça. Mais là, je vous pose une question. Est-ce qu'il n'y a pas eu mort de patient/mort d'homme ? Posez-vous la question. Posez-vous la question. C'est grave. C'est grave.

Mme. la présidente, on a parlé aussi que l'eau dé-saliniser est approprié pour la dialyse. Mais on doit nous répondre. Pourquoi si l'eau dé-saliniser, qu'on a utilisé pendant quatre ans est vraiment approprié, vraiment au norme, mais pourquoi avoir shifté vers l'eau de Le Chou ? En faisant cela, les gens se posent des questions. Et, le Chief Commissioner qui a le toupet de dire que le Commissaire de la Santé à une grande vision de la santé. Si on appelle ça de la vision. Hein, si ça c'est de la vision, ben c'est vraiment mal parti pour le Secteur de la Santé. Il a parlé de Médecin de Famille, on attend toujours. Mais le plus

simple serait d'avoir des carnets de santé comme en France. Chaque patient aurait dû, doit avoir un carnet de santé. Dès la naissance d'un enfant, le carnet de santé et avec le e-health. Je ne sais pas où on en est avec ça, le e-health, chaque personne qui a mis un vaccin, c'est dans le dossier là-bas et dans son carnet aussi. Quelqu'un vient à l'hôpital, il vient avec son carnet. Et, dessus s'est écrit telle date on a fait telle vaccin, on a eu tel traitement. C'est plus facile. On peut garder un double à l'hôpital et chaque personne avec un carnet de santé. Est-ce que c'est difficile de faire ça ? Si ça vous ne pouvez pas, *e-carnet, carnet papier pa pé rési*. C'est simple ça. Mais aller de l'avant avec ça. Il y va de la santé de chaque Rodriguais. Pour le suivi, c'est la meilleure façon de procéder.

Donc, Mme. la présidente, en écoutant les Membres le deux côté de la Chambre, je crois que ça me conforte d'avoir apporté cette motion à cette Assemblée Régionale et j'espère que beaucoup d'entre vous ici a pu apprendre pas mal de chose sur notre système de santé. Donc, avec ceci, je vous remercie de votre attention.

[Applause]

Madam Chairperson: Thank you, Minority Leader.

[Applause]

On question put, the motion was agreed to.

The Minority Leader: Can I have a division, Madam?

Madam Chairperson: Yes, Clerk, we go for a division.

[Interruptions]

(Ringing of Bell)

The Clerk: Respected Members, in line with the provision of Standing Order 47(3), I will now proceed with taking the vote of individual Members starting with the Members being last in the precedence:

In favour	Against
Mr. Jean Nicolas VOLBERT	Mr. Jean Noel NEMOURS Mr.
Mr. Jean Louis Rosaire PERRINE	Thew Deputy Chairperson, Mr. Jean Rex RAMDALLY

/UNREVISED/

Mr. Franceau Aubrey GRANDCOURT	The Commissioner, Mrs. Marie Rose de Lima EDOUARD-RAVINA
Mr. Zeph FELICITE	The Commissioner, Mr. Jean Richard PAYENDEE
Mr. Joseph Reddy AUGUSTIN	The Commissioner, Mr. Louis Daniel BAPTISTE
Mrs. Marie Thérèse AGATHE, PMSM	The Commissioner, Mr. Simon Pierre ROUSSETY
The Minority Leader, Mr. Louis Joseph VON-MALLY, GOSK	The Commissioner, Mrs. Rose Marie Franchette GASPARD PIERRE LOUIS, CSK
	The Deputy Chief Commissioner, Mr. Nicolson LISETTE
	The Chief Commissioner, Mr. Louis Serge CLAIR, GCSK

Madam Chairperson, the Members have voted as follows:

AYES : 7

NOS : 9

Madam Chairperson: Respected Members, the decision is that the Noes have it. The House stands adjourned to Tuesday, 19 February 2019 at 10:30 hours.

At 11.43 p.m. the Assembly was, on its rising adjourned to Tuesday 19 February 2019 at 10.30 a.m.